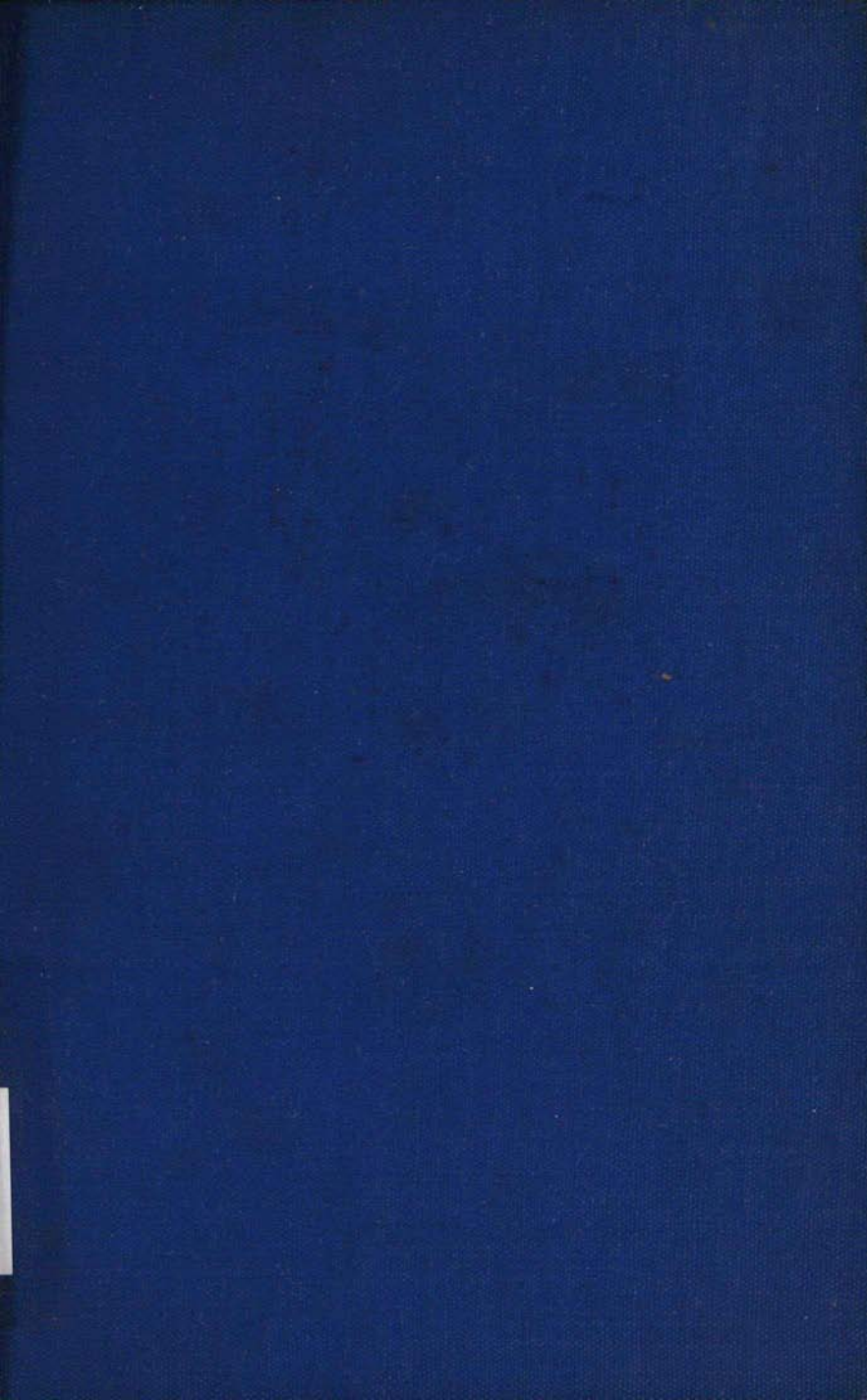
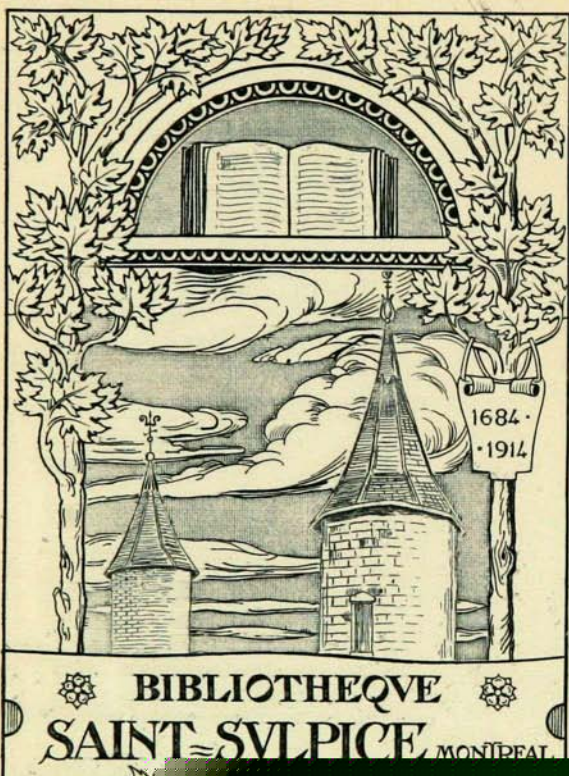






PAUL DE MARTIGNY

**L'ENVERS
DE LA
GUERRE**



1946

**L'ENVERS
DE LA GUERRE**

DU MÊME AUTEUR

MÉMOIRES D'UN REPORTER (*Prix David*)

LA VIE AVENTUREUSE DE JACQUES LABRIE

A paraître prochainement :

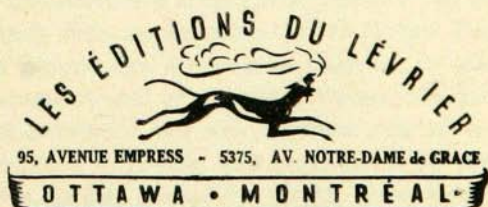
LES MÉMOIRES D'UN GARNEMENT

En préparation :

QUELQUES HISTOIRES

PAUL DE MARTIGNY

L'ENVERS DE LA GUERRE



1946

RECEIVED
JAN 12 1946

D
811.5
M37
1946
v.2

QUATRIÈME PARTIE

SOUS LA BOTTE

Paris, 5 mai 1941

Depuis un mois déjà, je suis rentré à Paris. Le Camp Vauban, l'Hôpital Saint-Jacques, les bonnes Sœurs, ne sont plus que des souvenirs. De Besançon, que j'ai traversé quatre fois en voiture cellulaire, je n'ai connu que la gare banale : ma mémoire n'en garde aucune image.

Dans mon appartement attristé par l'absence de ma femme qui en était le charme, je suis seul, affreusement seul et ma vie est sans joie. La prostration nerveuse qui me terrassa aux pires jours du camp, ne s'atténue que lentement. Je reste encore des heures immobile, plongé dans le souvenir des misères subies. Le froid qui a glacé mes os ne me quitte pas. Malgré le soleil qui revient, je

grelotte. Sous-alimenté depuis cinq mois, je frissonne et j'ai faim. J'en suis à ma troisième semaine sans viande et à mon sixième mois sans poisson. Chez le boulanger, j'obtiens une demi-livre de pain noir et amer : c'est ma ration d'un jour. Chez la crémère, on m'a donné pour le mois un quart de livre de beurre. Les pommes de terre, les œufs, les corps gras qui fournissent à l'organisme les calories nécessaires ; le thé, le café, qui le stimulent : on n'en voit plus.

La France était autrefois le pays de l'abondance et des bonnes choses qui se boivent et se mangent. Elle est devenue le pays de la faim, de la misère, de la crainte et de la contrainte. Le Parisien obèse, cordial, haut en couleur et bon vivant, n'existe plus. C'est, depuis l'armistice, un être maigre, triste et hargneux. Son anneau de mariage tombe de son doigt. Il flotte dans ses vêtements. Son chapeau, devenu trop grand, glisse sur son crâne chenu et ne s'arrête qu'à ses oreilles, pâles et minces, éloignées de sa tête et faisant l'effet de soucoupes. Il est obsédé par l'image des choses qui se mangent. Vivant leur vie, subissant leurs privations, je suis comme eux, blême, hâve. Lorsque je me mets à table, je me surprends à marmotter : « Si jamais je rentre au pays, je m'offrirai ce luxe : une tranche de pain blanc... »

Eh ! oui, il y a comme cela, chez nous, des choses de consommation courante que l'on regrette au pays des autres. Le pain blanc est du nombre.

Paris, 10 mai 1941

— Par ici mes petites chattes ! Vous ne trouverez pas mieux ailleurs : c'est tout vu et couru !

— Oui ma Jolie ! voici une côtelette, un amour de côtelette que vous mangerez en pensant à moi plutôt qu'à l'autre...

— Ne partez pas sans me payer, Mesdames, Dieu vous voit ! lance une crémillère désespérée du départ rapide et discret de ses œufs et de ses fromages.

— L'expérience de la vie, la connaissance des femmes, plus encore que celle de mon métier, font que je ne me trompe jamais. Oui, mes cocottes ! ce n'est ni de la vache ni du chameau, mais du bœuf et de l'agneau.

— Les lapins que voilà disent à qui veut les entendre que la rosée du fin matin n'est pas plus tendre que mes salades...

Sur un demi-mille les tables se succédaient de la rue Gros, en passant par la rue Lafontaine, jusqu'au bas de la rue Raynouart. La cohue des ménagères caquetantes et gaies, débordait des trottoirs sur la chaussée, marchandant ici, achetant là, faisant leurs provisions de la demi-semaine.

Ces marchés en plein vent qui se tiennent à jours fixes dans les quartiers populeux sont un des éléments du pittoresque de la vie bruyante, colorée de Paris. Madame Angot, forte en gueule, la tête près du bonnet et la main leste, y règne

toujours. J'y allais souvent, avant la guerre, me mêler au peuple de la grande ville, le regarder vivre, observer les manifestations de son âme légère et versatile. J'y suis retourné hier. Les marchands forains, peu nombreux, étaient sans faconde, et les ménagères passaient lentement devant leurs éventaires, silencieuses et la figure fermée. Hargneuses ou rageuses, certaines protestaient contre les prix. Hochant la tête, désolé selon toute apparence, le marchand se bornait à répondre :

— Que voulez-vous, ma bonne dame, je n'y puis rien. Ce n'est pas moi, allez ! qui fais les prix.

De fait, il faut bien en convenir, ils étaient exagérés et représentaient une hausse astronomique sur ceux de l'an dernier : carottes, 12 Fr. la livre ; oignons, 15 Fr. la toute petite botte, six têtes au plus ; navets, 9 Fr. ; poireaux, 12 Fr.

Pour l'instant, le peuple de Paris ne proteste pas : il baisse la tête. A la vérité, cela vaut mieux pour tout le monde, à commencer par lui, car les soldats allemands sont là et, à la première manifestation, je ne dis pas de révolte, remarquez, mais de simple turbulence, ils ne badineraient pas. Le Parisien le sait et se tient coi. La peur, dit le proverbe, est le commencement de la sagesse.

Seuls les Français, fils de père né Français, pourront être fonctionnaires, membres du conseil d'administration d'une société par action ou directeurs d'une société où l'Etat détient 20% du

capital. Les anciens combattants pourront bénéficier d'exception à cette mesure parue au Journal Officiel. Les autres devront cesser leurs fonctions dans un délai très court.

A la suite de conversations engagées à Paris, l'accord suivant a été conclu entre l'amiral Darlan et les autorités allemandes :

1° La ligne de démarcation est ouverte de façon générale au passage des marchandises et des valeurs ; les personnes sont autorisées à circuler entre les deux zones au cas de maladie grave ou de décès de parents proches ; libre correspondance entre les deux zones par cartes postales non illustrées.

Des permissions seront accordées aux militaires des armées de terre et de l'air, dans les conditions déjà en vigueur pour les marins.

2° La discussion sur la réduction des frais d'occupation est engagée. Une première réduction de 15 à 20 millions de reichmarks par jour, soit de 300 à 400 millions de francs, est envisagée.

Ces avantages sont considérables. Au prix de quelles concessions le maréchal Pétain les a-t-il obtenus ?

Paris, 11 mai 1941

M. de Brinon, ambassadeur de France, représentant le gouvernement de Vichy dans les territoires occupés, ayant convoqué, hier, les corres-

pondants des quotidiens et agences de presse américains à Paris, leur a fait les déclarations suivantes :

Si les Etats-Unis veulent Dakar, ils devront s'en emparer par la force. La France a toujours une marine de guerre prête à entrer en action. Une grande partie de ses navires, y compris le Richelieu, sont prêts au combat. Dans le cas d'une attaque de la ville, la marine française pourrait prendre une part importante à sa défense.

Le gouvernement français a déjà fait savoir à Washington que la marine française pourrait convoier des navires qui transportent des vivres en France, si la Grande-Bretagne continue de saisir les bateaux qui les transportent. Le blocus britannique ne peut pas être toléré indéfiniment. L'amiral Darlan a exposé le sérieux de la situation à l'ambassadeur des Etats-Unis à Vichy, l'amiral Leahy. Il a ajouté que si les Etats-Unis entrent en guerre, la tâche de l'Europe, la France comprise, sera de s'organiser pour une défense commune.

A entendre cette provocation ou, tout au moins, cette menace, la plupart des journalistes américains se bornèrent à sourire. Je demandai à l'un d'eux :

— Pourquoi souriez-vous ?

— Certaines bévues portent à rire et certaines menaces à sourire, répondit-il.

— J'étais sous l'impression, dit un autre, une fois dans la rue, que la France en avait eu assez

de la trempée qui lui ont administrée les Allemands...

Un troisième, enfin, fit cette réflexion :

— Les Français n'ont pas encore compris que si les Américains interviennent dans le conflit, ce ne sera pas pour la France, mais contre l'Allemagne.

Il semble bien que les nouvelles mesures coercitives prises contre les Juifs, les menaces proférées contre les Américains, marquent l'orientation nouvelle de la politique du Maréchal, constituent le prix des avantages récemment obtenus des autorités allemandes. Et voilà : les ennemis d'hier sont les amis d'aujourd'hui et réciproquement. La réduction des frais d'occupation marque le prix de la collaboration sans réserve, comme les trente deniers, un jour, marquèrent celui de la trahison.

Paris, 14 mai 1941

Jusqu'à l'armistice, il y avait la République Française. Aujourd'hui, il y a l'Etat Français. Mais il y a aussi l'Empire Français, lequel suppose un Empereur. Le Maréchal ne l'est pas encore, du moins son entourage ne l'a pas encore proclamé tel, mais déjà une loi de lèse-chef de l'Etat, pour ne pas dire lèse-majesté, le protège. Son prestige, son autorité sont plus grands que ne

l'étaient ceux dont fut entouré le prince-président avant qu'il ne devînt Napoléon III.

M. Mahieu, sénateur du Nord, ex-ministre de l'Intérieur dans le cabinet de M. André Tardieu, sait aujourd'hui ce qu'il en coûte, soit l'expulsion de Vichy, de ne pas s'incliner respectueusement devant les décisions du Maréchal et de critiquer sans aménité la politique de l'amiral Darlan. La République n'est plus et l'Empire n'est pas encore, mais, déjà, la Liberté est morte.

Paris, 20 mai 1941

Dix jours se sont écoulés pendant lesquels j'ai suivi avec attention la stupéfiante virevolte du gouvernement de Vichy. Il a suffi de dix jours pour que le maréchal Pétain, chef de l'Etat, et son assistant, l'amiral Darlan, non seulement accentuent leur hostilité contre l'Angleterre, mais se tournent contre les Etats-Unis. Et pendant ce court laps de temps, la presse française s'est employée sans trêve ni cesse à soulever l'opinion, à pousser méthodiquement à la guerre contre les « puissances anglo-saxonnes ».

Après avoir été internés par les Allemands, comme sujets britanniques, les Canadiens français le seront-ils par les Français ? Les Français qui n'ont pas voulu se battre contre les Allemands, le voudront-ils contre les Anglais et les Américains ?

Ma femme, libérée du camp de concentration de Vittel, il y a quelques jours, a pu voir, du train qui la ramenait à Paris, sur les bas-flancs de la voie ferrée, des milliers et des milliers de caisses d'obus, de bandes de cartouches de mitrailleuses inutilisées et qui se rouillent. Les soldats français consentiront-ils à s'en servir contre leurs amis d'hier devenus leurs ennemis d'aujourd'hui ?

Hélas ! il est à craindre que les soldats français qui n'ont pas pu défendre leur pays, défendront celui de leur vainqueur. La discipline allemande saura les dresser, les faire marcher droit et au pas de l'oie, les passer à la mitrailleuse, s'ils reculent et, par ses feldwebel, renforcer la discipline au moyen de la balle dans l'oreille s'ils ralentissent leur allure.

Après la « blitzkrieg », la guerre éclair, dont le succès fut sans précédent, voici la diplomatie de « l'ordre nouveau » dont la victoire est complète. Pendant les dix jours qui viennent de s'écouler, le sens de la politique allemande s'est précisé. Elle consiste à amener les Français, battus militairement, à leur lécher les mains, comme le chien que son maître vient de battre. C'est ainsi que l'on voit le gouvernement de Vichy offrir au Führer sa collaboration « complète, sans arrière-pensée, sans réserve », demander au vainqueur sa réconciliation.

Des déclarations de M. Pierre Laval au correspondant de la United Press, celle-ci, particuliè-

rement est à citer : « La France a déclaré la guerre avec neuf avions modernes de bombardement ».

Et les cent millions du budget de l'aviation, votés par la Chambre, où sont-ils allés ? Hélas ! chacun se doute qu'ils n'en sont pas sortis.

Paris, 29 mai 1941

M. Lamirand, secrétaire d'Etat à la Jeunesse, hier, à Rennes, a déclaré devant deux mille jeunes gens : « La collaboration, voilà un mot que beaucoup de Français n'ont pas compris, parce qu'ils lui prêtent un sens que jamais le Maréchal ne lui a donné.

« Il ne s'agit pas d'un geste accompli par un peuple vaincu. Il s'agit de choisir librement la voie dans laquelle la France juge qu'elle doit s'engager, afin d'avoir dans l'organisation européenne la place qu'elle se sera préparée ».

Si le peuple français n'est pas vaincu, qu'est-ce qu'il lui faut au Maréchal ?

Paris, 30 mai 1941

Le gouvernement de Vichy pousse systématiquement et tant qu'il peut la France à la guerre

avec l'Angleterre. Par la presse allemande publiée en français, tant à Paris qu'en province, en France occupée qu'en France non conquise, il s'emploie à soulever l'opinion publique contre son alliée d'hier. L'amiral Darlan, vice-président du conseil et bras droit du Maréchal, n'y va pas par quatre chemins : il accuse l'Angleterre de défection. Selon lui, ce n'est pas la France qui a abandonné la lutte et ce n'est pas le Maréchal qui a demandé l'armistice et ce n'est toujours pas lui qui a offert au vainqueur la collaboration du vaincu, du « geste d'un peuple libre », comme disait hier M. Lamirand, à Rennes.

Voici le début de la dépêche que reçoit de son correspondant de Vichy, le « Petit Parisien », important organe de la presse allemande de Paris :

« Il est à Vichy, dans un bureau que je connais bien, une carte de l'Empire que marquent déjà plusieurs points rouges. Sur chacun une date est marquée :

« Mers-el-Kébir : 6 juillet 1940

« Dakar : 23 septembre 1940

« Nemours : 30 mars 1941

« Sfax : 28 mai 1941

« La Syrie a vu, à son tour, ses aérodromes se creuser de bombes anglaises...

« La liste des légitimes griefs de la France s'allonge.

« Jusqu'où les « maladresses » de Londres seront-elles supportables par un peuple qui, dans

la détresse où l'ont placé les circonstances d'une guerre qu'il ne voulait pas, s'est résolument tourné vers de nouvelles perspectives d'avenir ».

C'est en ces termes, termes à peu près les mêmes dans tous les journaux, que les gens de Vichy qualifient la défection de la France ou plutôt de celui qui prétendait la représenter, et son retournement contre son alliée d'hier. Dans une interview donnée à Henri Béraud, que publie l'hebdomadaire « Gringoire », l'amiral Darlan déclare tout net :

« C'est l'Angleterre qui a été l'instigatrice du conflit. Nous n'avons été qu'un jouet entre ses mains.

« De 1919 à 1936, fidèle à sa politique séculaire, elle a tout fait pour empêcher la France de profiter de sa victoire. Par le truchement de la S.D.N., elle a toujours cherché à nous affaiblir militairement et elle a soutenu les revendications allemandes.

« En 1935, l'Angleterre signait un traité naval avec l'Allemagne sans prévenir la France. Elle admettait les sous-marins de la flotte allemande. Le sommeil du premier lord n'était pas troublé par les sous-marins allemands. Belle perspicacité.

« A partir de 1936, l'Angleterre a peur de l'Allemagne. Mais elle est toujours inquiète de la force française sur mer et s'efforce de contrecarrer les projets de constructions navales françaises par action directe sur le Quai d'Orsay.

« Ce n'est qu'en 1938 que, ayant très peur, elle nous laisse tranquilles. En 1939, elle nous supplie d'accélérer la construction de nos navires de ligne. En 1940, après l'armistice, elle a essayé de les détruire ».

Le peuple français, rendons-lui cette justice, tout au moins jusqu'ici, n'est pas atteint par cette propagande. Les murs de Paris sont littéralement couverts d'affiches injurieuses pour l'Angleterre. Mais le Parisien, après les avoir lues, sourit et hausse les épaules. Dans la proportion de neuf sur dix, les Parisiens restent fidèles à l'ancienne alliée, lui gardent intacte, leur sympathie.

Un vieux Parisien me disait l'autre jour :

« Le maréchal Pétain est l'une de nos belles figures militaires. Il fut l'un de nos grands généraux, mais il ne l'est plus. Il est trop vieux. C'est un brave homme, mais il est mal entouré.

« Soyez tranquille, l'amiral Darlan ne nous mènera pas plus à la guerre contre l'Angleterre, que M. Pierre Laval ou l'ambassadeur de Brinon n'intimidera les Américains. Et même si on nous menait à la guerre contre l'Angleterre, les soldats ne marcheraient pas...

Je souhaite que mon vieux Parisien ait raison. Mais qui oserait affirmer que la presse, par sa campagne insidieuse de chaque jour, n'exercera pas, à la longue, une pression sur l'opinion, ne réussira pas à susciter des colères suffisantes à lancer le peuple français dans une nouvelle guerre ?

Paris, 4 juin 1941

Après le rationnement des aliments, du vin, du tabac et des bons de chaussures, voici la carte des textiles et du vêtement. Et si ces coupons, tickets, billets et bons étaient bons à quelque chose, il n'y aurait encore rien à dire, car le peuple de Paris comprend que les temps sont durs et qu'il doit subir sans murmures peines et misères en grand nombre, mais avec ses billets en poche il se présente chez les fournisseurs et ceux-ci ne lui donnent rien. Pour se nourrir il mange des choses qui ne le soutiennent point. Le régime végétarien, sans beurre ni fromage, sans poisson, sans viande et sans lard, est débilitant. Le peuple de Paris est soumis à de dures privations.

Devant une pâtisserie d'Auteuil, de nombreuses ménagères, ce matin, étaient rassemblées pour admirer des assiettes dans lesquelles il y avait un quart de livre de homard à l'américaine et des cornets de papier contenant des crevettes roses de quoi remplir le creux de la main. Le quart de livre de homard était à 60 Fr. et les 50 grammes de crevettes à 50 Fr. Mais les ménagères ne faisaient pas toutes qu'admirer ; quelques-unes, à la vérité, commençaient à renâcler. C'était mauvais signe, car, à Paris, lorsque les temps sont difficiles, les femmes sont pires que les hommes.

— Attendez donc, dit l'une, que les Allemands

soient partis ! On les pendra aux becs de gaz, les affameurs du pauvre monde.

— C'est heureux, les riches, ça mange, quand les autres crèvent de faim !

Le groupe grossissait de minute en minute, lorsque survint un agent.

— Là, là, circulez Mesdames ! Pas d'histoires ! devant les autorités occupantes ! Je n'en mangerai pas plus que vous du homard à 240 Fr. la livre, allez ! Je vous en prie, ne faites pas de potin...

Les ménagères, tout en maugréant, se dispersèrent... Mais seront-elles encore longtemps aussi raisonnables ? Il y a dans Paris, ne l'oublions pas, quinze cent mille communistes qui ne disent rien, mais qui se bornent à attendre l'occasion d'agir. L'occupation de Paris par les troupes allemandes, à certains égards, est un bienfait, car elles tiennent en respect les communistes. Sans elles, Paris connaîtrait peut-être une révolution terrible.

Paris, 6 juin 1941

J'assiste chaque jour au dressage des Parisiens par la méthode allemande. Il a suffi aux autorités occupantes d'annoncer que toute voiture de tourisme circulant le dimanche sans absolue nécessité serait saisie, pour qu'on n'en voie plus le jour du Seigneur. Car les Parisiens ont compris

que la Wehrmacht ne plaisante point avec ceux qui enfreignent ses ordres.

Il a suffi de quelques amendes pour amener les Parisiens à traverser les rues dans les zones de sécurité délimitées par les clous. L'autorité allemande a obtenu en deux jours ce résultat que n'avait pu obtenir l'autorité française en vingt ans. A ce point de vue, sans compter quelques autres, l'occupation allemande leur fera grand bien. Dès aujourd'hui, les Parisiens, dits « ingouvernables », sont obéissants et respectueux de l'autorité. La crainte de la mitrailleuse tranquillise l'élément communiste et celle de la botte allemande, dès qu'elle fait mine de se mouvoir en direction de son derrière, est pour le Parisien « indomptable » des Buttes Chaumont, pour le redoutable communiste révolutionnaire, « sans Dieu ni maître » de Billancourt, des usines Citroën et de celles de Renault, le commencement de la sagesse.

Paris, 8 juin 1941

Le gouvernement de Vichy s'inquiète de la propagande murmurée qui se poursuit à Paris. Il la combat par ses agents : de Brinon et Scapini, tous deux ambassadeurs, le premier, à Paris, du gouvernement du Maréchal, le second, des prisonniers. Le dernier argument de cette propagande insaisissable consiste à annoncer que le gouverne-

ment de Vichy s'apprête à rappeler sous les drapeaux les prisonniers libérés pour les lancer contre les Anglais auxquels il va déclarer la guerre.

Qu'y a-t-il de vrai dans tout cela ? On ne sait. Mais le but poursuivi est atteint : provoquer la colère des Parisiens. Ils affirment à qui veut les entendre qu'ils ne marcheront point.

— Oui, c'est très bien. Mais les mitrailleuses allemandes mises en batterie sur la ligne de recul ou de déroute d'un régiment français marcheraient avec une incontestable précision, histoire de « renforcer » la discipline. Plutôt que se faire tuer comme des lâches, les Français, placés entre deux feux, ne préféreraient-ils pas mourir en braves et courir, en fonçant, la chance de s'en tirer ?

Mais, encore une fois, qu'y a-t-il de vrai dans tout cela ? On ne sait, car ceux qui savent ne disent rien et ceux qui ne savent rien en disent trop.

Paris, 12 juin 1941

A mesure que les choses se gâtent entre Britanniques et Français, en Syrie, le ton de la presse allemande de Paris et de Berlin s'adoucit, se fait plus sympathique envers la France. « La paix venue », dit-on à Berlin, « l'Allemagne ne considérera plus la France comme un ennemi, un adversaire en puissance ».

Dès aujourd'hui, on peut correspondre entre les deux zones par cartes postales, pourvu que rien n'y soit écrit de nature à gêner d'une façon quelconque la conduite de la guerre. L'Allemagne, c'est visible, cherche à se concilier la France.

Paris, 14 juin 1941

Pour la première fois les troupes canadiennes ont l'honneur d'être mentionnées dans le communiqué du gouvernement de Vichy sur les opérations de Syrie : « Dans la région de Merd-Ayoun-Hasbaya, y est-il dit, les troupes canadiennes ont renouvelé leurs attaques. Elles ont pris pied dans un de nos postes avancés, mais ont été partout ailleurs contenues ».

N'exagérons rien : tenons-nous-en aux termes du communiqué.

Sous les ordres de Berlin, auquel il est soumis, le gouvernement de Vichy poursuit son action contre les Juifs. L'Officiel publie le texte de la loi qui les oblige à un recensement spécial et détaillé de leurs biens — pour s'en emparer sans doute.

Paris, 17 juin 1941

L'amiral François Bard, le nouveau préfet de police est partisan de la méthode directe et de la

manière forte. C'est un marin qui ne s'embarrasse pas des subtilités de la loi qui arrêtent les magistrats. S'agit-il d'enfoncer un clou ? Il prend un marteau. Pour mettre un terme aux opérations des trafiquants du marché noir, il vient d'en envoyer six dans un camp de concentration.

Il est possible que ce coup direct, porté sans prévenir les affameurs, les fasse réfléchir, à moins qu'il ne les incite à pousser un peu plus à la hausse leurs prix à raison des risques plus grands qu'ils courent.

Le « R. N. P. » (Rassemblement National Populaire) est un groupement analogue à ceux qui ont porté Hitler et Mussolini au pouvoir. Son congrès, au cours duquel ont été définis les buts qu'il poursuit, s'est terminé dimanche. Ce groupement est très fort. Comme tous les partis politiques, il vise à atteindre le pouvoir — pour s'y installer commodément, bien entendu. Sous l'œil bienveillant des autorités occupantes, ses chefs ont, à chaque séance du congrès, réclamé du gouvernement de Vichy une déclaration de guerre à l'Angleterre.

Paris, 18 juin 1941

A l'occasion du premier anniversaire de son accession au pouvoir, le maréchal Pétain a prononcé une allocution radiodiffusée par tous les postes français. Le chef de l'Etat a affirmé que

la France se relève. On peut se demander en quoi, car il ne l'a pas dit et on ne le voit point. Mais n'en demandons pas plus que les bonnes gens qui s'en contentent — du moins en apparence. Sous prétexte de demander des précisions, gardons-nous de mettre le doigt sur des plaies douloureuses...

Le communiqué de Vichy sur les opérations de Syrie annonce la reprise de Merd-Ayoun.

— Tiens ! tiens ! cette ville avait donc été perdue par les « troupes de l'Empire ». Elle avait donc été prise par les Canadiens ?

Evidemment il n'y a pas là mensonge, puisque rien n'a été dit à ce sujet. D'ailleurs, ainsi qu'il le proclame avec hauteur, le gouvernement de Vichy ne ment jamais : il laisse ce moyen méprisable au gouvernement de Londres. Seulement, il supprime la vérité lorsqu'elle est gênante, il la travestit lorsqu'elle est embarrassante. Lorsqu'il parle des troupes de l'Empire qui opèrent en Syrie, il ne précise pas qu'elles se composent d'Arabes, de Tcherkesses et surtout de ces noirs, cannibales d'hier, bêtes féroces à faces bestiales, qu'encadrent des officiers français. Encore une fois il n'y a pas là mensonge, mais simple suppression d'une vérité. En l'espèce la prise de Merd-Ayoun par les Canadiens. A cette vérité pourrait s'ajouter cette autre que les nègres, les Arabes, les Tcherkesses se battent avec bravoure.

Pourrait-on en dire autant de l'armée métropolitaine dont deux millions d'hommes se ren-

dirent et deux autres millions jetèrent leurs armes pour s'enfuir ; pourrait-on en dire autant aujourd'hui de cette armée qui, en 1914, fut la première du monde ?

Paris, 19 juin 1941

Pour la deuxième fois il est question de soldats canadiens dans la presse parisienne publiée sous le contrôle des autorités occupantes. Il y est dit que ce fut un tort du haut commandement britannique d'adjoindre des Canadiens aux soldats de de Gaulle : « car ces Canadiens ne doivent point avoir de goût pour entendre parler, en français, le langage de la trahison ».

Il s'agirait tout d'abord de savoir si ce sont les gaullistes qui parlent ce langage. En tout cas, ils ne tiennent pas celui de la lâcheté et de l'abandon des amis et alliés d'hier.

Les murs de la ville se couvrent d'affiches favorables à l'Allemagne et violemment hostiles à l'Angleterre. Les journaux, sous contrôle, ne ralentissent pas leur campagne en faveur de la collaboration franco-allemande. Chaque jour ils publient un fait héroïque ou touchant, établissant les bons sentiments que les Français entretiennent pour les Allemands : une barque bretonne qui recueille des soldats allemands en train de se noyer ; deux jeunes Françaises, excellentes nageuses, heureusement, qui se jettent à l'eau pour

sauver deux Allemands ; le conseiller juridique du fûhrer, professeur Grimm, qui fait à Versailles une conférence sur le rapprochement, etc, etc.

On peut se demander avec inquiétude si ces procédés ne finiront pas par donner le résultat attendu ?

Jusqu'ici, heureusement, il n'en est encore rien.

Hier matin, avant le lever du jour, j'ai été éveillé par de formidables détonations. Les journaux n'en ont rien dit, naturellement. Mais tout finit par se savoir, à Paris. Or, au Bourget, il y a un aérodrome utilisé par les Allemands et un fort qu'ils occupent... L'un et l'autre ont été copieusement atteints par les projectiles de la R. A. F.

Paris, 21 juin 1941

M. Georges Lamirand, secrétaire d'Etat à la Jeunesse, invite tous les jeunes gens de 17 à 20 ans, à contracter un engagement volontaire pour travailler aux récoltes. Il précise que ceux qui, au 30 juin, n'auront pas répondu à son appel devront s'inscrire à leur mairie en vue de répondre à la réquisition pour les travaux de la terre. Les lycéens, les étudiants, sont visés spécialement dans cet appel.

D'autre part, à tous ceux qui touchent un secours de chômage, on dit :

— Ou vous ne toucherez plus rien, ou vous allez partir travailler en Allemagne.

Le gouvernement de Vichy s'inspire de plus en plus des méthodes allemandes, méthodes qui sont inspirées de « *Mein Kampf* » (Ma lutte) de Adolf Hitler. Dans ce volume, en effet, on peut lire : « Prendre de telles mesures d'asservissement, d'assimilation, de germanisation contre le peuple français, que la domination de la France par l'Allemagne, s'établisse pour neuf cents ans ».

Quel moyen plus sûr de germaniser le malheureux peuple français, le marquer de l'indélébile empreinte allemande que le soumettre à la discipline allemande, l'intégrer pendant une longue période dans la masse ouvrière allemande, disciplinée, militarisée ? Quel meilleur moyen de forcer les malheureux ouvriers français à parler l'allemand, que les isoler dans un milieu où l'on ne comprend, où l'on ne parle que l'allemand ?

Sur chaque palissade on voit une grande affiche représentant une villa genre banlieue, aux couleurs vives, selon toute évidence fraîchement repeinte. Devant le perron, un immense balai et au-dessous cette légende : « Il faut aussi balayer les Juifs de la maison française pour qu'elle soit propre ».

Cette persécution implacable des Israélites, ce dépouillement méthodique de leur avoir, cette interdiction qui leur est faite d'occuper des emplois, d'exercer la médecine, de plaider, etc., etc., étonne

dans ce pays qui, hier encore, était celui de la Liberté, de l'Egalité, de la Fraternité.

L'épuration de la France, autrement dit la persécution des Juifs, se poursuit.

Paris, 23 juin 1941

Depuis hier, l'armée allemande, « en collaboration » avec les armées finlandaise et roumaine, opère contre l'armée russe.

— Que faut-il en penser, ai-je demandé à un capitaine breveté d'état-major ?

— Par l'entrée de la Russie dans le conflit, le front allemand s'allonge. Après demain, les jours commenceront à raccourcir et le terrible hiver russe à se rapprocher. Dans sa marche sur Moscou, Napoléon l'a rencontré. Il avait à craindre précisément ce que les Allemands ont à redouter : un soulèvement dans l'un des pays occupés...

Il est possible que la France, qui a déjà tant souffert, ne soit pas encore au bout de ses peines. La grande, la très grande majorité des Français reste sympathique aux Anglais. Au fond de leur cœur, on peut penser qu'ils sont tous, plus ou moins favorables à de Gaulle.

On ne savait ce qu'étaient devenus les quinze cent mille communistes de la région parisienne : on commence à s'en douter. De nouveau ils se cherchent, se groupent, et, comme on dit, se sentent les coudes, en vue d'une action commune à

la faveur d'une circonstance favorable éventuelle, avec l'appui des bolchevistes de Moscou.

« Si un jour, m'a dit un policier, cela se produit, ce sera terrible. Les communistes n'hésiteront pas à mettre au poteau leurs ennemis, dont ils ont déjà repéré un grand nombre ».

Le communiqué de Vichy continue à enregistrer les brillantes victoires que remporte sur les Britanniques, son armée de Syrie. Toutefois, il est à noter que ce sont des victoires reculantes. Celle de son évacuation de Damas, par exemple, où les Britanniques sont entrés sur leurs talons.

Paris, 25 juin 1941

L'administration française est la réalisation la plus pure, la plus complète, elle est l'expression la plus haute de la crétinerie à laquelle un être humain puisse atteindre. Placez un Français spirituel et gai, doué de bon sens, derrière un guichet, faites-lui endosser un uniforme, investissez-le d'une fonction : en moins de deux il devient un crétin : un supercrétin qui, en dehors du règlement, ne comprend rien à rien.

Samedi, un wagon, contenant deux cents veaux, était, en Bretagne, acheminé sur Paris. Les Halles étant fermées le dimanche, le wagon resta sur une voie d'évitement. Or pendant ce temps, l'équipage du train laissa les veaux mourir de soif, tout simplement parce qu'aucun règlement ne leur

ordonne de faire quoi que ce soit pour les en empêcher. Or Paris manque de viande en ce moment et deux cents veaux constituent un appoint appréciable de ses arrivages.

Lundi, trois cents beaux fromages de Nemours, parfaitement à point, embellissaient la vitrine d'une crèmerie du faubourg Saint-Martin. La clientèle étant démunie des tickets qui autorisent les consommateurs à acheter des fromages, la crèmière n'osa lui en vendre, car un inspecteur, à cheval sur le règlement, le lui avait interdit... les vers se mirent dans les fromages. Mardi, un autre inspecteur — en vertu d'un autre règlement — ordonna de jeter les fromages. Or le fromage est un aliment des pauvres et Paris manque de fromages...

Non seulement Paris manque de viande, de fromages, de bien des choses qui se mangent, mais il manque, par surcroît, de poisson. Dimanche, il en arrivait dix-huit tonnes aux Halles, plus huit tonnes de coquillages. Les Halles étant fermées le dimanche, poissons et coquillages furent laissés en plein soleil. Lundi, ils étaient gâtés : il fallut les jeter. Paris fut ainsi privé de vingt-six tonnes d'aliments excellents, alors qu'il en manque.

Des faits de ce genre, on pourrait en citer indéfiniment et chaque jour un certain nombre. Mais, bast ! à quoi cela servirait-il ? Les journaux parisiens, à l'époque où ils étaient libres, ne nous l'ont-ils pas assez dit pour qu'on le sache : l'ad-

ministration, dans la personne de M. Le Bureau, c'est Crétin, Idiot & Co.

Paris, 26 juin 1941

Dans la nuit du 24 au 25, j'ai été éveillé par le canon. Les détonations étaient comparables à de très forts coups de tonnerre. Ce matin, les journaux contrôlés n'en parlent pas, mais ils contiennent le récit du sauvetage de quatorze soldats allemands au large de la Baule, par le canot « Commandant Charcot ». La campagne de presse pour le rapprochement continue...

Les mesures dites « répressives des Juifs » s'accroissent et se succèdent à une cadence de plus en plus rapide. L'autorité allemande annonce, ce matin, qu'elle donne un nouveau tour de vis au pressoir où elle les a placés :

« Il est rappelé que l'ordonnance des autorités occupantes en date du 26 avril 1941, interdit à tous les Juifs d'exercer une profession qui les met en contact avec le public ».

Suit la liste de tous ceux à qui il est interdit d'exercer leur profession. La liste est longue, on le devine. A un confrère rallié au nouveau régime, j'ai posé cette question :

— Vous interdisez aux Juifs d'exercer tous les métiers et toutes les professions ; vous saisissez leur avoir ; vous leur interdisez de quitter le

pays avec leur argent : que voulez-vous qu'ils deviennent ?

— Balayeurs des rues : cela les mettra en contact avec le crottin, m'a-t-il répondu, la bouche mauvaise, les traits contractés par la colère.

Le déficit à combler pour l'approvisionnement en pain était de neuf millions de quintaux. L'armée allemande a consenti à en prélever deux millions de moins que ne le prévoit l'armistice ; par la diminution des rations de pain, on diminuera de 1 600 000 quintaux la consommation ; par l'augmentation du taux d'extraction, on récupérera 1 600 000 quintaux. Les Parisiens ne mangeront pas tous à leur faim, c'est entendu, et le pain qu'ils mangeront les nourrira moins, c'est admis, mais on évitera la disette, voire la famine, et c'est l'important.

Le vin sera rationné dans quelques jours. Le Parisien, jusqu'ici, mangeait moins, mais fumait plus et buvait davantage. Le gros vin lui serrait l'estomac et la cigarette le lui engourdissait un peu, en sorte qu'il sentait moins la faim et la supportait mieux. Ce régime est très dur et le Parisien a un mérite certain à s'y soumettre sans rien dire, à faire la queue de longues heures à la porte des fournisseurs sous le soleil ou la pluie. Mais s'il ne proteste pas trop contre le blocus anglais qui le lui impose et contre le gouvernement de Vichy qui le lui inflige, il grogne ouvertement contre les riches qui se ravitaillent sur le marché noir, qui mangent et boivent à volonté ce qu'ils

veulent et tant qu'ils veulent sans regarder au prix.

Paris, 30 juin 1941

La radio de Londres a donné hier aux Français en général et aux Parisiens en particulier cet avertissement :

« Il est connu que les usines de France et en particulier celles de Paris travaillent à plein rendement pour l'armée allemande. Les raisons de les ménager n'existent plus. Elles seront désormais visées par les avions de la R. A. F. En conséquence, ceux qui demeurent à proximité des usines sont avisés d'avoir à déménager au plus tôt, car ils peuvent recevoir, dès maintenant, des projectiles qui ne leur sont pas destinés. S'ils ne peuvent déménager, qu'ils se réfugient à l'abri le plus proche dès qu'ils entendront le signal d'alerte. On comprend que les bombes lancées d'une grande hauteur, d'avions filant à une grande vitesse, puissent se tromper d'adresse ».

Merci du conseil. J'ai déjà assisté, de ma fenêtre, au bombardement aérien, par les Allemands, des usines Citroën : c'est suffisant.

Paris, 1er juillet 1941

Pour la première fois, depuis l'armistice, M. Bouthilier, ministre de l'Economie et des Fi-

nances, présente ses comptes. Les dépenses de l'exercice atteignent 134 milliards 600 millions et les recettes 68 milliards. Il y a lieu de préciser que les frais d'occupation de la Wehrmacht, qui sont de l'ordre de 500 millions par jour, ne figurent pas dans le budget, et que les recettes, soit le rendement des impôts, ressortent à un peu plus de la moitié des dépenses. Le Grand Argentier du Maréchal ne dit pas comment il compte s'y prendre pour aveugler ce déficit.

Paris, 6 juillet 1941

L'internement des Russes, à la suite de la rupture de Vichy avec Moscou, comporte un corollaire : la surveillance des communistes français et des communistes parisiens surtout. La Sûreté Nationale, qui correspond à la Guépéou de Moscou et à la Gestapo de Berlin, en a, ces jours derniers, parqué trente mille dans les camps de concentration. Mais on comptait, avant la guerre, dans le seul département de la Seine, en fait à Paris, un million cinq cent mille communistes militants. Jusqu'ici, ils s'étaient tenus bien tranquilles, car la crainte du camp de concentration semblait être pour eux le commencement de la sagesse. Mais voilà qu'ils se réveillent. La Sûreté vient d'en arrêter 31, de saisir 19 machines à copier, 15 machines à écrire ; 300 000 tracts ; 200 000 brochures et deux tonnes de papier. La

Sûreté Nationale réussira-t-elle à les tenir en respect sans l'intervention des autorités occupantes ?

Paris, 13 juillet 1941

Vichy publie le communiqué officiel suivant sur les événements de Syrie :

« Depuis minuit, les hostilités sont arrêtées sur tout le front du Levant. Les plénipotentiaires français se sont présentés aux avant-postes britanniques, le 12 juillet, à huit heures vingt ».

Avec l'autorisation du maréchal Pétain, les chefs des groupes français de collaboration et de réconciliation recrutent un corps français pour aller combattre en Russie, à côté des Allemands. La prime d'engagement est de onze mille francs — une petite fortune. Mais les engagements sont si peu nombreux que les journaux contrôlés ne citent pas de chiffres et que, déjà, des bureaux de recrutement ferment leurs portes.

Paris, 14 juillet 1941

Un régiment motorisé, suivi d'éléments d'artillerie lourde et légère, en tenue de campagne, a défilé tout à l'heure, avenue de Versailles. Les soldats allemands, propres comme des louis d'or, de tenue impeccable, sont raides comme des piquets sur les caissons, les camions, les voitures.

Les estafettes, à motocyclette, vont et viennent le long de l'interminable colonne. De ma fenêtre je vois ce défilé impressionnant, mais je veux voir de plus près et je sors de chez moi. Les soldats sont très jeunes, pour la plupart des gosses de vingt ans. Tous sont tristes, plusieurs pleurent. Ils ont raison de pleurer, les pauvres gosses, car c'en est fini pour eux de la bonne vie de Paris : le régiment s'en va en Russie où les choses vont peut-être être moins bien qu'on ne dit, où, dans moins de cent jours, commencera le terrible hiver...

Paris, 16 juillet 1941

Chaque jour les journaux parisiens publient de longues dépêches ou plutôt de longs articles sur ce qu'ils appellent « les événements de l'Est ». Ils ne disent pas : « la campagne de Russie », parce que, depuis Napoléon, ces mots sonnent mal aux oreilles du peuple français.

Ne contestons pas la teneur, toujours la même du communiqué de Berlin, que ses journaux de Paris publient. Acceptons comme parole d'Evangile, les énormes succès des armées allemandes qu'il relate de façon continue. Bornons-nous à constater, comme tous les Parisiens, que depuis l'ouverture des hostilités « sur le front de l'Est », on voit sensiblement moins de soldats allemands dans les rues de Paris et beaucoup moins d'avions à croix gammée à son ciel.

« Par l'entrée de la Russie dans le conflit, m'avait dit un capitaine breveté d'état-major, le front allemand s'allonge ».

Peut-on ajouter qu'il s'amincit ?

Paris, 18 juillet 1941

Sur la carte d'identité ou permis de séjour de ressortissant britannique il est spécifié que le titulaire ne doit occuper aucun emploi. D'autre part leurs avoirs sont gelés dans les banques et le blocus a interrompu les communications postales. Les Canadiens eussent été dans une situation tragique s'ils n'eussent touché, à l'ambassade des Etats-Unis, une allocation suffisante ou presque à les empêcher de mourir de faim. Mais l'ambassade a fermé ses portes et depuis le 1er juin, les allocations n'arrivent plus. Elles doivent venir par l'ambassade américaine de Berlin, mais, elles n'arrivent toujours point. Je connais des Canadiens qui ne mangent plus que du pain et seront dans quelques jours dans un complet dénuement. Que vont devenir ces malheureux à qui les autorités allemandes font défense de toucher l'argent qu'ils ont en banque ?

Paris, 27 juillet 1941

Lorsqu'un fait se produit que Vichy ne peut passer sous silence, il en donne communication le samedi. Le lendemain, dimanche, les journaux ne

paraissent pas et le lendemain ils parlent d'autre chose. Exemple :

Max Dormoy, ancien ministre de l'Intérieur du cabinet Léon Blum, vient de trouver une mort tout au moins étrange dans la chambre d'hôtel de Montélimar où il était en « résidence surveillée ». Une bombe à retardement l'a tué net. On peut se demander si la bombe n'était pas surtout à préméditation et s'il ne s'agit pas d'une exécution extra judiciaire, plutôt que d'un attentat. Max Dormoy était un des chefs les plus déterminés du parti S.F.I.O. (section française Internationale Ouvrière), le parti de Léon Blum, lequel pactisait ouvertement avec les communistes. Pour qui est au fait, une exécution de ce genre n'étonne pas de la part de la police française d'Etat.

M. Tixier-Vignancourt, député des Basses-Pyrénées, ayant critiqué sans ménagement le chef de l'Etat, a été interné au centre administratif (camp de concentration) de Vals-les-Bains. Il n'est pas question pour lui de bombe à retardement — du moins, pas encore.

Paris, 29 juillet 1941

M. Vanor, membre du comité directeur du R. N. P. (rassemblement national populaire), a donné hier aux journalistes parisiens les précisions suivantes sur la légion française contre le bolchevisme :

Il ne s'agit pas d'engagement, mais d'inscription à la légion : par conséquent il ne s'agit pas de prime d'engagement. Toutefois il est normal que « l'on » se préoccupe de la sauvegarde des intérêts matériels et de la situation acquise des inscrits. La « sauvegarde » consiste en une prime de 11 000 fr. à l'inscription. Dans le cas d'un inscrit touchant une allocation de chômage, celle-ci continuera à lui être versée. Si l'inscrit abandonne une situation, assurance lui est donnée qu'il la retrouvera au retour. Quant au chômeur il aura la préférence sur tous autres pour l'obtention d'un emploi. Pendant la durée de la campagne il lui sera alloué, en plus de la solde de 44 fr. par jour, une somme de 500 fr. par mois pour chaque personne à sa charge. Pour les gradés la solde sera celle des armées de l'axe lorsque celle-ci sera supérieure à la solde de l'armée française.

On donne à entendre que la légion sera forte de cinq divisions, soit cent mille. A 11 000 fr. de prime pour chacun cela fait un milliard cent millions et, en dépit de la dévalorisation du franc cela finit tout de même par faire une somme. D'où vient tout cet argent ?

Le ministre de l'Intérieur de Vichy vient de prendre un arrêté aux termes duquel les Anglais sont expulsés de la Côte d'Azur. Un délai de cinq jours leur est imparti pour se rendre dans les huit départements de l'intérieur qui leur sont assignés.

Et voilà, à l'instigation, sans doute d'on sait qui, les Anglais sont chassés de cette Côte d'Azur qu'ils ont couverte de leur or et dont ils ont fait la prodigieuse prospérité.

Paris, 28 juillet 1941

Simple avis publié hier par la presse de Paris :

« Quiconque favorisera la fuite des équipages des avions britanniques ou tentera de la favoriser ou leur viendra en aide d'une façon quelconque sera puni de mort ».

Tiens, tiens ! il y a donc des avions britanniques qui survolent la France occupée ? Les journaux avaient jusqu'ici omis de le dire...

Paris, 31 juillet 1941

Un grand mutilé de l'autre guerre, dont le cœur n'a pas changé, M. Marc Vaux, vient de m'exposer, avec autorisation de la publier, l'opinion que voici :

« Les Allemands ne sont encore ni à Lénin-grad, ni à Moscou : Ils barbotent devant Smolensk. Si la résistance russe se prolonge au delà du mois prochain, les Allemands devront renoncer à envahir l'Angleterre cette année, car, en septembre, le mauvais temps commence, les tem-

pêtes se déclenchent sur la Manche. Or l'année prochaine il sera trop tard : l'Angleterre aura paré à l'éventualité d'une invasion et les Américains, enfin prêts, seront entrés dans la danse. D'où l'on peut conclure que si, au cours des trente jours qui vont suivre, l'Allemagne n'a pas réduit la Russie, elle aura perdu la guerre. Les Bolcheviks auront rendu à l'Angleterre, le service qu'elle en attend ».

Paris, 3 août 1941

Les Français, en prévision de la disette, prennent leurs précautions. Mais les autorités occupantes prennent aussi les leurs. Elles se complètent. Exemple : les uns cultivent tant qu'ils peuvent de la pomme de terre. Les autres en interdisent l'arrachage. Elles entendent laisser au paysan une quantité de pommes de terre qu'elles jugeront suffisante et prendre le reste.

— C'est, me dit un Parisien, l'image même de la « collaboration » : le Français cultive la pomme de terre et l'Allemand la récolte.

Paris, 15 août 1941

Les autorités occupantes ne plaisaient pas avec le communisme. Les « militants » feraient

bien d'en tenir compte. Depuis l'occupation, ils étaient rentrés sous terre. Ils sont dans le cas d'y retourner de façon définitive. Les journaux publient la communication suivante :

AVIS

Le parti communiste étant dissous, toute activité communiste est interdite en France. Toute personne qui se livre à une activité communiste, qui fait de la propagande communiste ou qui tente d'en faire, bref, qui soutient, de quelque manière que ce soit, des agissements communistes, est l'ennemi de l'Allemagne. Le coupable est passible de la peine de mort qui sera prononcée par une Cour Martiale allemande. Toute personne qui se trouve en possession d'un tract antiallemand doit le remettre immédiatement au service militaire allemand le plus proche. Les contrevenants seront frappés d'une peine pouvant aller jusqu'à quinze ans de travaux forcés.

J'attends de la sagesse et du bon sens de la population que chacun contribue à empêcher les éléments irresponsables de soutenir les ennemis de l'Allemagne. Je vous mets en garde contre les suites graves qui découleraient de l'attitude hostile des milieux communistes, non seulement pour

les coupables eux-mêmes, mais aussi pour la population entière des territoires occupés.

Der Militaerbefehlshaber in Frankreich

(signé) Von Stülpnagel

General der Infanterie.

Paris, 18 août 1941

Les autorités allemandes offrent un million de francs à qui fera connaître le ou les auteurs d'un récent accident de chemin de fer attribué aux communistes.

Paris, 21 août 1941

Hier, la police ayant cerné le onzième arrondissement, y a raflé les Juifs. Cette mesure est la conséquence d'une manifestation communiste qui a eu lieu ces jours derniers et à laquelle de nombreux Juifs ont participé.

Pour avoir pris part à une manifestation communiste dirigée contre les troupes d'occupation et pour activité déployée en faveur de l'ennemi, le Juif Szmul Tyselman et le Français Henri Gautherot ont été condamnés à mort et fusillés.

Paris, 23 août 1941

Les journaux publient une nouvelle note comminatoire, sans doute la dernière, aux militants communistes :

AVIS

Le 21 août au matin, un membre de l'armée allemande a été victime d'un assassinat à Paris ;

En conséquence, j'ordonne :

1. — A partir du 23 août, tous les Français mis en état d'arrestation, que ce soit par les autorités allemandes en France, ou qui sont arrêtés pour celles-ci, sont considérés comme otages.

2. — En cas de nouvel acte criminel, un nombre correspondant à la gravité de l'acte commis sera fusillé.

Paris, le 21 août 1941

Pour le Militaerbefehlshaber in Frankreich

(signé) Schaumburg

Generalleutnant.

Paris, 30 août 1941

Note, sans commentaires, publiée par les journaux :

AVIS

1. — Le lieutenant de vaisseau Henri-Louis-Honoré, comte d'Estienne d'Orves, Français, né le 5 juin 1901, à Verrières ;

2. — L'agent commercial Maurice-Charles-Emile Barlier, Français, né le 9 septembre 1905, à Saint-Dié ;

3. — Le commerçant Jean-Louis Guillaume, Doornik, Hollandais, né le 26 juin 1905, à Paris ; ont été condamnés à mort pour espionnage. Ils ont été fusillés aujourd'hui.

Paris, 20 août 1941

Der Militaerbefehlshaber in Frankreich.

Autre note publiée sans commentaire par les journaux :

1. — Roger-Henry Nogarède, de Paris :

2. — Alfred Ottino, de Saint-Ouen ;

3. — André Sigonney, de Drancy ;

4. — Raymond Justice, de Drancy ;

5. — Jean-Louis Rapinat, de Pavillon-sous-Bois, ont été condamnés à mort par la cour martiale pour aide à l'ennemi, ayant pris part à une manifestation communiste dirigée contre l'armée allemande. Ils ont été fusillés.

Paris, le 29 août 1941

Der Militaerbefehlshaber in Frankreich.

Paris, 1er setembre 1941

Une ordonnance du commandant militaire allemand en France interdit aux Juifs de détenir des postes récepteurs de radio sous peine d'emprisonnement et d'amende ou de l'une ou de l'autre de ces peines, sans préjudice des sanctions plus graves résultant d'autres dispositions.

En conséquence, tous les Israélites détenteurs d'appareils radiophoniques devront les déposer avant demain, 2 septembre, à 10 heures, au commissariat (d'arrondissement, de quartier ou de circonscription de banlieue) de leur domicile où reçu leur en sera délivré.

Dans une allocution à la presse, M. de Brinon, ambassadeur, représentant le gouvernement de Vichy en zone occupée, a signalé hier un tract dans lequel il est dit que, en représailles d'un communiste exécuté par les autorités d'occupa-

tion, dix Allemands seront massacrés. M. de Brinon a flétri ce procédé qu'il a qualifié d'odieux chantage.

Paris, 2 septembre 1941

Trois individus sonnaient hier, à 23 h. 15, à la porte de l'appartement habité par M. Rosenthal, diamantaire, au septième, 1 rue Lord Byron, à proximité des Champs Elysées. La gouvernante, Mlle Francioli, depuis vingt-cinq ans au service de la famille du diamantaire, vint ouvrir. L'un des inconnus, exhibant une carte de policier, qu'on peut présumer fausse, lui ordonna d'inviter M. Rosenthal à les suivre sur le champ. « Il n'y en a que pour dix minutes », précisa l'un d'eux. Une voiture attendait devant la porte. Le moteur tournait au ralenti. Le diamantaire fut poussé dans l'auto.

A une heure du matin, l'avertisseur du poste de police-secours retentit au commissariat de Porte-Dauphine : Rendez-vous sous le tunnel de la Porte-Maillot : il y a un cadavre au milieu de la chaussée. Le car de police-secours partit aussitôt. Un cadavre baignant dans une mare de sang fut trouvé à l'endroit indiqué : c'était celui de M. Rosenthal. Deux douilles de cartouche de browning furent trouvées à proximité. Le cadavre portait au front, près de la tempe, les traces de deux coups de feu.

De quoi s'agit-il : d'un règlement de compte ou d'une exécution extrajudiciaire ? On peut présumer que l'enquête qui se poursuit ne l'établira point et que l'affaire sera classée sans bruit.

« Paris-Soir » est, à Paris, ce que la « Presse » est à Montréal, le grand quotidien d'information à grand tirage. Dans son éditorial d'aujourd'hui, il proteste contre les bombardements des villes de la côte de la Manche par la R. A. F. et conclut :

« Nous en avons assez d'être bombardés par les Anglais, nous écrit un groupe d'habitants d'une ville côtière, et nous demandons que l'on use de représailles à l'égard de ces sauvages. Il ne peut s'agir de répondre aux bombardements par des bombardements, nous n'en avons pas les moyens, mais nous avons en France une certaine quantité de sujets britanniques internés dans des camps. Pourquoi ne pas les prendre comme otages, pourquoi ne répondraient-ils pas de la vie de nos compatriotes ? Ces sujets britanniques pourraient répondre des attentats commis contre la population française. Que l'on avise les Anglais que, pour les victimes civiles de leurs bombardements, un nombre égal de sujets britanniques seront fusillés, ils comprendront peut-être ce langage ».

Et « Paris-Soir » termine :

« Chaque fois que nous avons tenu un langage ferme aux Anglais ils l'ont compris. L'Histoire nous l'apprend ».

Sur les murs de Paris, on voit en ce moment de nombreuses affiches accusant les Anglais de

tous les crimes et demandant l'arrestation, comme otages et leur exécution à la clé, des ressortissants britanniques. L'éditorialiste de « Paris-Soir » et l'inspirateur de ces affiches qui est peut-être le même individu, oublie que ces représailles en attireraient d'autres dont les ressortissants français en Angleterre, dans l'Empire, seraient fatalement les victimes. Et alors ? à quoi conduiraient-elles sinon à des atrocités parfaitement inutiles ?

A la cinquième audience de la cour spéciale, chargée de la répression de menées révolutionnaires, deux femmes comparaissaient pour avoir distribué des tracts communistes. Camille Garcier a été condamnée à quatre ans de prison et une Lithuanienne, Jeanne Validet, à quinze ans de travaux forcés.

Paris, 6 septembre 1941

Un attentat qui semble porter la signature du parti qui l'a inspiré a été commis l'avant-dernière nuit aux Lilas. La victime est une personnalité de la Chambre des députés, Marcel Giroux, plus connu sous le nom de Marcel Gitton, qui avait renié la doctrine communiste au lendemain de la guerre. Ancien ouvrier du bâtiment, Marcel Gitton avait été nommé en 1924 secrétaire de la C. G. T. U., organisation syndicale moscoutaire. En 1930, il était l'un des secrétaires du parti communiste. En 1939, il se sépara des communistes et

fonda le parti ouvrier et paysan, inféodé au Rassemblement National Populaire, parti de la « collaboration ».

Un peu avant vingt heures, Marcel Gitton regagnait son domicile, par la rue Bagnolet. Il se trouvait près de chez lui, rue Honoré Bertin, lorsque survint un cycliste qui, sans descendre de machine, lui tira à bout portant une balle de browning. Le projectile, pénétrant à la base du poumon, alla se loger dans l'abdomen après avoir traversé le péritoine et l'estomac. L'agresseur avait pris aussitôt la fuite. La victime succomba vers 13 heures à l'hôpital Tenon où elle avait été transportée.

La terreur rouge continue et les mesures de répression s'alourdissent. Les journaux publient sans commentaire, l'avis suivant :

« Le 22 août 1941, à la suite de l'assassinat d'un membre de l'armée allemande, j'ai annoncé que pour tout nouvel attentat, des otages seraient fusillés.

« Malgré cet avertissement, un membre de l'armée allemande a, de nouveau, été victime d'un attentat le 3 septembre 1941. De l'enquête, il résulte que le coupable ne peut être qu'un communiste français.

« En représailles de cette lâche action, trois otages français ont été fusillés le 6 septembre 1941 ».

Paris, le 6 septembre 1941

Le Militaerbefehlshaber en France

AVIS

Selon l'ordonnance concernant la détention d'armes, la détention d'armes à feu et d'autre matériel de guerre de toute sorte est interdite et punie de mort ou d'une autre peine afflictive.

Celui qui, en violation de l'ordonnance sus-visée, détient encore des armes ou du matériel de guerre, ne peut, dorénavant, s'attendre qu'à la peine de mort.

Der Militaerbefehlshaber in Frankreich
Von Stülpnagel,
General der Infanterie
20 septembre 1941

AVIS

Le 16 septembre 1941, un lâche assassinat a été de nouveau commis sur la personne d'un soldat allemand. Par mesure de répression contre ce crime, les otages suivants ont été fusillés :

1. — Pitard, Georges, de Paris, fonctionnaire.
Communiste.
2. — Hajje, Antoine, de Paris, fonctionnaire.
Communiste.

3. — Rolnikas, Michelis, Juif, de Paris, Propagateur d'idées communistes.
4. — Nain, Adrien, de Paris. Auteur de tracts communistes.
5. — Peyrat, Roger, de Paris. Agression contre des soldats allemands.
6. — Marchal, Victor, de Paris. Agression contre des soldats allemands.
7. — Anjoly, René-Lucien, de Paris-Gentilly. Distributeur de tracts communistes.
8. — Herpin, François, de Paris-Malakoff. Chef de bande communiste au cours d'un acte de sabotage.
9. — Guignois, Pierre, d'Ivry-sur-Seine. Détenteur de tracts communistes ; détention d'armes.
10. — Masset, Georges, de Paris. Détention illégale d'armes.
11. — Loubier, Daniel, de Paris. Détention illégale d'armes.
12. — Peureux, Maurice, de Paris-Montreuil. Détention illégale d'armes.

J'attire l'attention sur le fait qu'en cas de récidive, un nombre beaucoup plus considérable d'otages sera fusillé.

Paris, le 20 septembre 1941

Der Militärbefehlshaber in Frankreich

Von Stülpnagel

General der Infanterie

Paris, 11 octobre 1941

Le Militaerbefehlshaber vient de rendre une nouvelle ordonnance complétant celle qui vise les biens ennemis. Aux termes de cette nouvelle ordonnance, tous les immeubles et droits immobiliers doivent être déclarés si leurs propriétaires possèdent la nationalité d'un des pays suivants : pays faisant partie de l'Empire britannique, Egypte, Irak, Soudan, Union des Républiques Socialistes Soviétiques. Doivent être également déclarés les biens des personnes résidant dans un des pays ci-dessus, même si elles n'en possèdent pas la nationalité. Enfin, les immeubles et les droits mobiliers appartenant à des firmes anglaises, égyptiennes ou russes doivent également faire l'objet d'une déclaration.

Sont tenus à cette déclaration, non seulement les propriétaires et les ayant droit ennemis, mais toutes les personnes qui gèrent, détiennent, ont sous leur garde, surveillent ces immeubles ou droits mobiliers (par exemple, gérants, locataires, fermiers, dépositaires, notaires).

Paris, 15 octobre 1941

On relève dans les nouvelles listes de décrets, pris par le gouvernement de Vichy, portant déchéance de la nationalité française, le nom de Pierre-Emilien Comer, ex-ministre plénipoten-

tiaire, ci-devant chef du service de presse au ministère des Affaires étrangères, né le 11 octobre 1880 à Montpellier, domicilié à Paris, 3 rue du Vieux-Colombier.

Il y a nombre de Parisiens qui n'ont pas vu un œuf depuis plusieurs mois. Ceux qui arrivent à Paris, en très faible quantité, vont aux restaurants de luxe, aux pâtisseries des quartiers riches : le reste est distribué au compte-goutte par les quelques détaillants qui peuvent s'en procurer. On envisage, cependant, une importation assez forte d'œufs du Maroc. On parle d'une distribution d'un œuf par mois à chaque consommateur.

Paris, 6 novembre 1941

Les Français subissent de dures privations. Tout ce qui se mange est rationné et la ration de chacun est inférieure à ses besoins. La situation alimentaire, très sérieuse, peut le devenir davantage au cours de l'hiver qui s'annonce très dur. Déjà, c'est la disette : demain, ce pourrait être la famine.

Pourtant, d'ordinaire, la France se suffit à elle-même et sa récolte, cette année, est nettement supérieure à la moyenne.

A quoi attribuer cette misère sinon aux prélèvements des troupes d'occupation ?

On réduit la consommation du gaz et de l'électricité. Quant au charbon, le « bon » de cha-

que famille est de 300 kilos, soit 600 livres. Mais les marchands n'en peuvent livrer, au plus, que la moitié.

L'industrie française de la chaussure fait savoir qu'elle ne peut satisfaire à plus d'un quart de la demande, pour la raison que le cuir manque. On pousse depuis un mois la fabrication des chaussures en gros coton, à semelles de bois. De plus en plus, on voit les Parisiens en sabots et les Parisiennes en sandales à semelle de bois, sans bas ni chaussettes. Sous la bise aigre, leurs jambes sont bleuies par le froid.

Que sera-ce cet hiver ?

Paris, 17 novembre 1941

Ce matin, avant le lever du jour, deux inspecteurs de la Sûreté sont entrés chez moi d'autorité. Ils m'ont donné, ainsi qu'à ma femme, communication d'un arrêté des autorités d'occupation aux termes duquel il m'est interdit :

- 1) de sortir du département de la Seine, dans lequel se trouve Paris ;
- 2) d'avoir un appareil de radio ;
- 3) d'avoir un appareil téléphonique ou d'en faire usage au dehors ;
- 4) de sortir après le coucher du soleil et avant son lever ;

- 5) d'avoir une maison ou un établissement de commerce quelconque ;
- 6) de gagner de l'argent par mon travail ;
- 7) d'avoir une auto ou de monter dans celle d'un autre ;
- 8) de parler anglais dans la rue ; de parler de la guerre, etc., etc.

Les détectives me demandent d'apposer ma signature au bas du document après lecture faite. Ils sont offusqués ou, tout au moins, affectent de le paraître, lorsque je leur demande copie du document.

— Alors, dis-je, comment voulez-vous que je me rappelle toutes les interdictions qu'il m'impose ?

— Ceci ne me regarde en rien et je n'ai même pas à répondre à votre question, me déclare celui qui paraît être le chef. Tout ce que je puis vous dire, c'est de tâcher de vous rappeler les interdictions que comporte le document que vous venez de signer et de ne pas y contrevenir.

Paris, 20 novembre 1941

En dépit de la fixation des prix, le coût de la vie s'élève. Le contrôle des prix est très sévère, c'est entendu, mais le marché noir n'en fleurit

pas moins dans chaque arrière-boutique. On ne trouve pas au comptoir à acheter les articles dont les prix ont été fixés. Si on en veut, il faut passer dans l'arrière-boutique et payer ce que l'on vous en demande. C'est ainsi que, tout à l'heure, on m'a demandé dix francs d'une botte de cresson qui vaut tout au plus cinquante centimes. A une vitrine, je viens de voir affiché une bouteille d'eau-de-vie d'armagnac : 568 Fr. Or l'armagnac, pour estimable qu'il soit, est moins connu, moins demandé, et se vend sensiblement moins cher que le cognac, lequel, normalement, se vend au maximum cinquante francs la bouteille.

Paris, 15 décembre 1941

Le régime alimentaire auquel est soumise la population parisienne a sur la santé des répercussions certaines. En voici quelques-unes observées dans mon entourage et que je subis comme tout le monde : Après le repas, violent frisson, manque de résistance au froid. Comme le combustible alimentaire manque, j'entends les matières grasses, le frisson tourne au claquement de dents. A la suite du moindre effort, sensation d'épuisement. Je reste au lit douze heures sans trouver au lever la sensation du repos. Perte de mémoire : à certains moments, dans la conversation, un mot usuel me manque. Un médecin à qui

j'exposais tout à l'heure ces observations me dit :

— Votre cas n'a rien d'exceptionnel. Ces observations pourraient porter sur l'ensemble de la population parisienne aussi bien que sur votre entourage.

— Ce sont là, poursuivit-il, autant de symptômes résultant de... la mauvaise qualité, de la quantité insuffisante des aliments, de leur valeur nutritive presque nulle. Vous pourriez y ajouter la fermentation intestinale et stomacale se traduisant par des troubles plus ou moins accentués de l'ouïe. En un mot, il s'agit de conséquences de... de la... Vous voyez, le mot me manque : aidez-moi, je vous prie ?

— De malnutrition ? suggèrai-je.

— Exactement. Le mot me manquait, Je vous remercie.

— En somme, conclut le médecin, je suis comme vous, c'est-à-dire logé à la même enseigne que tout le monde : frisson après le repas, manque de résistance au froid, affaiblissement, perte de mémoire.

— Espérons, dis-je, que cela prendra fin un jour...

— Lequel suivra de près la fin de la guerre.

Pour économiser l'électricité, les ascenseurs ne fonctionneront plus dans les maisons de quatre étages au plus. Dans les maisons qui en comptent davantage, les quatre premiers étages ne seront plus desservis par l'ascenseur. Les magasins, autres que les magasins d'alimentation, les phar-

macies, ne pourront utiliser l'éclairage électrique qu'entre 10 heures et 17 heures.

Paris, 5 janvier 1942

Hier après-midi, à la porte d'un café, près de la Gare de l'Est, trois soldats allemands et un civil français, leur compagnon, se sont fait tuer. L'affaire s'est déroulée de la façon classique : deux cyclistes surgissent, révolvérissent les victimes à bout portant, dans le dos, et s'enfuient à toutes pédales. Comme par hasard, d'autres cyclistes sont sur les lieux. Ils embarrassent la chaussée, gênent la poursuite, donnent des renseignements erronés, donnent des indications fausses sur la direction prise par les meurtriers. A tous coups, du moins jusqu'ici, les terroristes échappent.

A cinq heures, quelques heures à la suite de l'attentat, tous les endroits publics furent fermés, la circulation interdite, des barrages de police, renforcés de piquets de cavalerie allemande, furent établis dans toutes les rues du quartier. Le soir, la radio n'a rien dit de ce crime nouveau et, ce matin, les journaux n'en disent pas un mot. Et, ce soir, les théâtres, les cafés et les restaurants sont ouverts comme si rien d'anormal ne s'était produit hier, comme si aucune mesure de répression n'avait été prise. Cette nouvelle méthode allemande étonne les Parisiens.

Paris, 4 mars 1942

La Royal Air Force est venue hier soir bombarder les usines Renault de Billancourt. J'habite rue de Vaugirard, à deux pas du boulevard Montparnasse : de chez moi je n'ai pas pu suivre l'opération. Mais j'ai vu les avions évoluer dans le ciel, avant et après. Je les ai même vu lancer quelques fusées, sans doute pour se rendre exactement compte de leur position au-dessus de Paris. Le spectacle était très beau. Les fusées donnaient l'impression des chandelles romaines des feux d'artifice. Et les machines elles-mêmes, crachant le feu, figuraient des oiseaux fantastiques voguant de leurs ailes immobiles vers les étoiles.

Combien étaient-ils ? Je ne saurais dire, bien que j'aie essayé de les compter. Ils étaient nombreux, car le bruit de leurs moteurs était tel que, chez moi, c'était à ne pas s'entendre. L'éclatement lointain de leurs bombes, les détonations saccadées des pièces allemandes, établies sur les toits, s'y ajoutaient.

Ce matin, j'ai appris que les dégâts sont sérieux : il y a des morts et des blessés ; des maisons d'habitation, dans le voisinage immédiat des usines, ont été rasées ; des caves montent des gémissements. Il est encore trop tôt pour parler de la réaction de la population parisienne à ce bombardement. Mais les dix premiers Parisiens interrogés n'hésitent pas à dire que les usines

Renault travaillaient pour l'Allemagne et que leur bombardement était justifié. En général, ils comprennent que les avions passant à haute altitude et à grande vitesse n'ont pu viser exactement leur objet. On ne peut encore approcher du quartier bombardé : les rues sont barrées et la station du métro qui y donne accès est fermée.

Les quotidiens comme le reste sont rationnés. Je ne puis en acheter qu'un seul. Mais, l'ayant lu, je l'ai échangé. Ainsi j'ai pu me rendre compte du ton de la presse. Le « Petit-Parisien », le « Matin », la « Voix du Peuple » demandent qu'on arrête, qu'on prenne comme otages les civils britanniques, c'est-à-dire qu'on en exécute un nombre égal au nombre des blessés et des morts du prochain bombardement. Tous les journaux traitent les aviateurs anglais de lâches. Il n'en est pas un qui reconnaisse que les usines Renault sont, en fait, des usines allemandes de guerre. Il n'en est pas un qui reconnaisse que la R. A. F. ayant opéré de nuit, à la suite de nombreux avertissements, a pris toutes les précautions pour réduire au minimum le nombre des victimes, les ateliers étant vides le soir.

Paris, 5 mars 1942

La R. A. F. a travaillé, avant-hier, à Billancourt, de façon terrible. On compte 500 morts, 1 200 blessés et 200 immeubles détruits ou

très gravement endommagés. Les dégâts aux usines Renault, qui faisaient l'objet de l'expédition, sont très sérieux. La centrale électrique, la fonderie n'ont, toutefois, pour ainsi dire, pas été atteintes. Pour le moment, le silence y règne, mais dans combien de temps recommenceront-elles à travailler pour l'Allemagne ? Les uns disent un an, pas avant ; les autres, trois mois au plus.

Quoi qu'il en soit, les ravages des bombes sont extraordinaires. J'ai vu des immeubles de six étages totalement effondrés, d'autres, tranchés comme du beurre avec un couteau, du haut en bas. Dans l'ensemble, la réaction de la population parisienne n'est pas ce que l'on aurait pu craindre. Il n'existe pas de retournement général de l'opinion contre l'Angleterre. Certaines gens ayant eu de leurs proches tués, blessés ou chassés de chez eux par les projectiles, font évidemment des commentaires sans douceur contre les aviateurs anglais. Quant au Parisien moyen, ce que les Anglais appellent l'homme de la rue, il convient, avant d'évaluer ses sentiments, de ne pas oublier la vivacité d'expression française. Les commentaires empoisonnés des journaux permettent de mesurer la haine de l'Allemagne contre l'Angleterre. Ils soufflent sur le feu, évidemment, mais on peut compter que ce n'est qu'un feu de paille dont il ne restera demain qu'un peu de cendre qu'emportera le vent.

Paris, 17 mars 1942

Il n'y a plus un article de cuivre ou de fer dans les magasins. Cela veut dire qu'on n'y peut plus trouver un clou, une casserole, une poêle à frire. Les lainages ont aussi disparu. Les femmes n'ont plus de bas et le nombre augmente de celles qui vont nu-jambes, les mollets bleuis de froid, le nez rouge et les lèvres pincées, leurs pauvres orteils crispés dans leurs sandales à semelle de bois.

La mortalité chez les vieux est très élevée. Le froid dans les appartements sans feu, la sous-alimentation diminuent leur résistance à la maladie. Une ration insuffisante de pain-mastic, parfois des pommes de terre cuites à l'eau constituent le plus clair de ce qu'ils ont à manger pendant les trois premiers jours de la semaine. Pendant les quatre autres, les matières grasses : beurre, graisse, huile, manquent et la ration de viande est réduite à 90 grammes, soit 60 grammes sans os, un demi quart de livre en tout et pour tout. Encore leur est-il interdit d'en faire de la soupe, cet aliment des vieux, car il faudrait la faire bouillir longtemps et le gaz manque. Quant au bois, au charbon, il vaut mieux n'en pas parler.

Par deux fois depuis le 15 novembre, le thermomètre est descendu à $+1^{\circ}$ centigrade, soit un degré au-dessus de la glace fondante, et il pleut à peu près tous les jours. Pour faire tout l'hiver, nous n'avons que deux cents livres de charbon

lequel fait un peu de flamme, beaucoup de fumée, se consume plus rapidement que le bois et ne produit pas beaucoup de chaleur. Sous mes couvertures je parviens à peine à me réchauffer.

Les Parisiens, toutefois, ne se laissent pas abattre. Le débarquement anglo-américain en Afrique leur donne confiance qu'ils subissent le dernier hiver de guerre. Sur le marché noir c'est-à-dire le marché libre, les prix sont fantastiques : une oie, 1.500 Fr. ; un dindon, 750 Fr. ; le beurre, 400 Fr. le kilo ; les souliers les plus ordinaires, 3.000 Fr. la paire.

La misère est générale. J'ai vu une vieille femme pleurer devant la vitrine d'une boulangerie.

Paris, 26 mai 1942

AVIS

Les citoyens français :

- 1) Joseph Brunet, de Paris ;
 - 2) Albert Antoine, de Paris ;
 - 3) Louis Buchmann, de Paris ;
 - 4) Marcel Auguste de Priou, de Paris ;
- condamnés à mort pour détention d'armes et de munitions ont été fusillés.

Le commandant du Grand Paris.

Paris, 31 mai 1942

Devant la cour d'assises de Versailles, pendant quatre jours d'affilée, s'est déroulé l'épisode de l'atroce affaire dite des piqueuses d'Orsay, qui date de juin 1940. Quatre infirmières de l'hôpital d'Orsay, près de Paris, conseillées par un médecin militaire, piquaient à la strychnine sept malades dont six mouraient quelques heures plus tard. A ce moment, les services médicaux de l'hôpital n'étaient plus dirigés que par un praticien de 75 ans, le docteur Lesieur, médecin civil, de Paris. Parfois, un médecin militaire s'y arrêta, le temps d'examiner un malade avant de gagner une région plus sûre... vers le Sud. L'un de ces majors, médecin à quatre galons, ayant par conséquent grade de commandant, mais dont l'anonymat demeure, conseilla à la surveillante major, Mademoiselle Yvonne Tréal, ainsi qu'à trois autres infirmières, Mesdemoiselles Madeleine Artus, Jeanne Roulet et Viviane Brouilly, de « piquer », c'est-à-dire d'injecter du poison aux malades intransportables. Cette recommandation, pour ne pas dire cet ordre, fut donnée le 13 juin au soir. A ce moment, les infirmières étaient affolées et ne pensaient qu'à fuir devant l'envahisseur. La « recommandation » du médecin militaire fut exécutée. Elles prirent dans l'armoire aux poisons des ampoules de morphine et de strychnine et en injectèrent de hautes doses aux sept malades. Elles s'y reprirent à plu-

sieurs reprises pour « opérer » sur les malheureux malades qui résistaient.

Six succombèrent après quelques heures d'agonie : M. Limacher, 55 ans ; Mlle Aumin, 27 ans ; Mme Huguenin, 83 ans ; Mme Derouck, 94 ans ; Mme Bouthier, 70 ans ; Mme Labrousse, 93 ans. Le septième patient, M. Philippe Lebrun, fut plus heureux : il survécut, après avoir regimbé sous l'aiguille, d'abord ; après avoir failli être enterré vivant, ensuite. Il se réveilla, en effet, au moment où le menuisier de l'établissement vissait le couvercle de son cercueil.

Ces faits n'étant point niés, les infirmières furent détenues pendant plusieurs mois à la prison de Versailles, ce qui se comprend assez bien. Ce qui, toutefois, se comprend moins bien, c'est qu'elles furent remises en liberté provisoire, le juge d'instruction estimant sans doute que les infirmières doivent bénéficier du status du médecin qui le place souvent, sinon en principe, du moins en fait, au-dessus de la loi.

Au cours du procès, Madame Bourdin, ex-économe de l'hôpital, vint déclarer qu'un officier, ayant grade de capitaine, ayant blessé grièvement à coups de revolver un civil, sous les yeux de sa femme, sous prétexte qu'il l'avait pris pour un espion, vint lui demander de l'achever. L'économe s'y refusa. Elle remarqua qu'on avait transporté dans la salle qui servait de morgue à l'hôpital, ce malheureux, et qu'on avait placé son corps dans un cercueil. Or l'homme vivait encore. Elle le fit

monter à la salle de chirurgie, où elle lui fit donner des soins. Il ne mourut que huit jours après. Sa femme devint folle. Il fut établi que l'officier s'était trompé, prenant pour un espion, un brave ouvrier de la région parisienne.

Mlle Tréal s'en tire avec 5 ans de prison ; Roulet, 3 ans ; Artus, 2 ans ; Brouilly, 1 an. Toutes les quatre obtiennent le bénéfice du sursis : en conséquence, elles ont été toutes quatre remises immédiatement en liberté.

Paris, 1er juin 1942

Le journal officiel contenant les ordonnances du Militaerbefehlshaber in Frankreich, publie l'ordonnance ci-après :

En vertu des pleins pouvoirs qui m'ont été conférés par le Führer und Oberster Befehlshaber der Wehrmacht, j'ordonne ce qui suit :

1) Il est interdit aux Juifs, dès l'âge de six ans révolus, de paraître en public sans porter l'étoile juive.

2) L'étoile juive est une étoile à six pointes ayant les dimensions de la paume d'une main et les contours noirs. Elle est en tissu jaune et porte, en caractères noirs, l'inscription « juif ». Elle devra être portée bien visiblement sur le côté gauche de la poitrine, solidement cousue sur le vêtement.

DISPOSITIONS PENALES

Les infractions à la présente ordonnance seront punies d'emprisonnement et d'amende ou d'une de ces peines. Des mesures de police, telles que l'internement dans un camp de Juifs, pourront s'ajouter ou être substituées à ces peines.

La présente ordonnance entrera en vigueur le 7 juin 1942.

Der Militaerbefehlshaber in Frankreich.

AVIS

Les Juifs, soumis à l'obligation de porter un signe distinctif en vertu de la 8e ordonnance sur les mesures prises contre les Juifs, devront se présenter au commissariat de police ou à la sous-préfecture de leur domicile pour y recevoir les insignes, en forme d'étoile, prévus au paragraphe 1er de la dite ordonnance. Chaque Juif recevra trois insignes et devra donner en échange un point de sa carte de textile.

Le chef supérieur de la police et des S. S. dépendant du Militaerbefehlshaber en France.

Hier matin, vers dix heures et demie, des individus ayant pénétré dans le magasin Eco, situé au No 77, rue de Seine, jetaient, par la porte grande ouverte, à des femmes massées sur le trottoir, les boîtes de conserves de la maison.

Des gardiens de la paix survinrent et mirent en état d'arrestation l'instigateur de l'opération. Lorsque les agents et leur prisonnier arrivèrent à la hauteur de la rue Bourbon-le-Château, des coups de browning claquèrent. Un brigadier et un gardien s'écroulèrent tués net. Trois autres agents furent atteints dont l'un d'une balle dans le ventre. Des renforts de police arrivèrent et force resta à la loi : deux des assaillants furent maîtrisés. Les autres purent s'échapper. L'identité des prisonniers permet à la police d'affirmer que cette affaire a été inspirée par les agents bolchevistes qui se dissimulent à Paris.

Vendredi matin, des inconnus se présentaient 5 boulevard du Palais, dans le café-débit de tabac encastré dans l'immeuble de la préfecture de police, et confiaient une valise au garçon. Celui-ci s'éloignait pour mettre le colis en sûreté lorsqu'une explosion se produisit : un engin à l'intérieur venait d'exploser. Le garçon de café, Pierre Vidal, fut tué net ainsi qu'un inspecteur de la sûreté, M. Owen, qui se trouvait, par pure malchance, dans la salle. Quelques consommateurs furent plus ou moins atteints par les éclats de verre, etc.

AVIS

Le 27 mai 1942, un attentat fut commis, à Paris, contre un membre de l'armée allemande.

Les auteurs de cet attentat n'ont pas encore été arrêtés. Au cas où, dans un délai de dix jours, après la publication du présent avis, ils ne seraient pas identifiés, dix personnes appartenant au milieu dont les auteurs de l'attentat font partie seront fusillées et un plus grand nombre envoyées aux travaux forcés.

Paris, le 31 mai 1942.

Le Commandant du Grand Paris.

Paris, 3 juin 1942

Albert Clément, collaborationniste, rédacteur en chef du « Cri du Peuple », a été exécuté hier soir en pleine rue, selon le procédé usuel. A l'intersection des rues Saint-Marc et Vivienne, il fut rejoint par un cycliste qui, mettant pied à terre, lui lâcha une balle dans les jambes. Le journaliste s'affaissa et le cycliste lui logea à bout portant une balle dans la tête et une autre dans le cœur. Remontant sur son vélo, le cycliste s'enfuit en direction de la rue Feydeau et ne put être rejoint.

Les autorités allemandes évacuent sur Paris les rescapés des bombardements de Cologne par la R. A. F. On les loge dans les appartements des Parisiens restés en zone libre. Déjà, 26 000 de ces appartements ont été ainsi réquisitionnés. Mais à la Gare du Nord et à la Gare de l'Est il en arrive toujours. Les trains d'Allemagne en sont remplis. Les services d'accueil des autorités occu-

pantes sont débordés. En conséquence, on dirige les réfugiés allemands sur des villes de la zone non occupée où on leur attribue les maisons ou appartements des Juifs internés.

Paris, 11 juin 1942

Au Quartier Latin, le rire, malgré le malheur des temps, ne perd pas ses droits. Le port de l'étoile jaune devenait, hier, obligatoire pour les Juifs. En conséquence, les étudiants formés en monôme et portant sur la poitrine et dans le dos une étoile jaune grande comme un plastron de chemise, se sont mis à parcourir le Quartier en chantant. Conformément à la tradition, les gardiens de la paix n'ont pas tardé à intervenir, à couper le monôme. Mais les tronçons du monôme se sont mis à danser sur place et ses chants à se transformer en cris d'animaux variés. Un tronçon, en particulier, prétendait se spécialiser dans les cris d'animaux antédiluviens. Les spécialistes furent conduits au commissariat de l'Odéon où ils s'engouffrèrent de plein gré jusqu'à s'y étouffer avec les malheureux agents. Le reste de la bande, confondant l'extérieur du commissariat avec le mur des lamentations de Jérusalem, se répandait en sanglots effrayants, antédiluviens sans doute. Le commissaire ne sachant à quels animaux donner de la tête, mit tout le monde dehors avec défense formelle d'entrer. Pour assurer tout

à fait sa tranquillité, par la porte entrebâillée, il menaça les manifestants, s'ils persistaient à se lamenter devant son commissariat, de faire venir les pompiers.

*
* *

C'est de la région parisienne que sont partis, jusqu'ici, le plus grand nombre de travailleurs pour l'Allemagne : 106 434 sur 167 030.

Paris, 5 juillet 1942

Ainsi que cela se produit toujours en période troublée à Paris, les financiers sont pris de vertige et un véritable tourbillon de folie semble emporter dans ses remous le bon sens de la population. Les uns, parce qu'ils redoutent, disent-ils, que le franc aille, un triste jour, rejoindre l'assignat sur les quais, achètent n'importe quoi à n'importe quel prix. Les autres, parce qu'ils prévoient la ruine du commerce et de l'industrie, échangent leur magasin contre un taudis. D'autres, enfin, prévoient la famine et entassent des provisions dans leurs caves sans réfléchir qu'elles y seront bientôt pourries.

Seul le paysan, qui à toutes les époques représenta le bon sens de la France, ne perd pas le sens des réalités. En dépit des réquisitions, de la fixation des prix, il vend en sous-main ses produits un bon prix et empile, non pas des louis d'or parce qu'il n'y en a plus, mais des billets de mille en se disant à part lui qu'il en trouvera bien le judicieux emploi, à la fin de tout ceci.

Paris, 13 août 1942

Tout s'use et tout casse, notamment la vaisselle. Or, les faïenceries sont fermées et il n'y a plus ni tasses, ni assiettes et, par extension, ni casseroles dans les magasins. On voit encore, à la vérité, des robes dans les vitrines, mais voici :

— Pour vous livrer une robe, Madame, dit la vendeuse, il me faut 25 points de votre carte de textile.

— Bien, ma carte n'en contient que 20, mais j'ai celle de mon mari...

— Au regret, je ne puis les prendre que sur votre carte...

— Mais, alors ?

— Alors ? Mais vous comprenez bien que ce n'est pas notre intérêt d'avoir de la marchandise et de ne pas la vendre. Cette façon d'agir, on nous l'impose et à ceux qui nous l'imposent nous devons livrer nos robes sans discuter...

On sait que, sur ordre des autorités occupantes, les statues de bronze des jardins, parcs et rues de Paris, ont été envoyées à la fonte. Ce matin, les journaux annoncent qu'elles ont permis la récupération de 500 tonnes de bronze, plus 15 tonnes d'étain. Dans ces 15 tonnes, on ne compte pas l'étain des comptoirs de marchands de vin, enlevé en même temps et dans le même but, ni le cuivre des appareils à faire le café.

Paris, 26 août 1942

« Une manifestation tangible du rapprochement franco-allemand.

« La défaite militaire qu'ont subie les Britanniques à Dieppe se double d'un échec moral qui, chaque jour, prend davantage d'ampleur.

« Lors de la tentative de débarquement, les Dieppois ont fait preuve d'une attitude disciplinée et courageuse qui leur valut les félicitations du maréchal Pétain et de M. Pierre Laval. De son côté, le général von Stülpnagel a fait remettre à la population éprouvée une somme de dix millions pour lui permettre de réparer les dommages occasionnés par l'attaque anglaise.

« Aujourd'hui, c'est le Führer qui, dans un geste de générosité qui sera hautement apprécié, vient de décider la libération de tous les prisonniers de la région de Dieppe. Ceux-ci, dans leur Stalag, avaient appris l'attaque anglaise et vécu

des heures douloureuses dans l'attente des nouvelles de leurs familles ; ils pourront prochainement retrouver leurs foyers. La belle conduite de leurs concitoyens leur a gagné la liberté.

« Ainsi, l'entreprise insensée de Churchill n'aura pas été inutile. Elle a abouti à ce résultat qu'il ne prévoyait certes pas : une manifestation tangible du rapprochement franco-allemand, due à la sagesse de la population dieppoise et à la générosité du Führer.

« Nos vaillantes populations normandes qui, par leur attitude, ont bien servi les intérêts de la France, sont dignes de la récompense du chef du Reich.

« Les Dieppois ont compris. Ils tirent aujourd'hui le bénéfice de leur compréhension. Puissent les Français, dans leur ensemble, comprendre à leur tour, pour bénéficier, sur le plan national, des avantages d'une large et sincère politique de collaboration ».

(signé) La Rédaction du Petit Parisien.

L'article ci-dessus donne assez exactement le ton de la presse parisienne dite de collaboration, en réalité presse du reniement.

Paris, 23 septembre 1942

Voilà maintenant que le papier manque ! Il en reste bien un peu, à la vérité, pour les écoliers

et les professeurs, mais pour moi, journaliste en non activité, ressortissant britannique par-dessus le marché, en liberté provisoire surveillée, il n'en reste plus une feuille.

Vais-je me voir forcé de réduire l'activité de ma plume à la seule signature quotidienne de mon nom sur le registre de la police ?

Paris, 7 octobre 1942

Dans le couloir du Métro, station Duroc, à Montparnasse, sur une affiche manuscrite, on peut lire :

« La contrainte exercée sur les ouvriers pour les envoyer travailler en Allemagne a provoqué une grève aux usines Renault. Celle-ci n'a duré que trois heures parce que, pour la réprimer, 50 ouvriers, qualifiés de meneurs, ont été fusillés. Il s'agit de braves gens, de bons Français ».

Plantés devant l'affiche, nous sommes cinq, silencieux, après avoir lu. Nous nous regardons les uns les autres, et repartons lentement, sans mot dire. Jusqu'ici, il ne s'est trouvé personne pour signaler cette affiche « subversive » à l'autorité...

Paris, 13 octobre 1942

Les automobiles et les chevaux étant devenus très rares, on voit couramment, dans les rues de Paris, des hommes attelés à des charrettes, comme des bêtes de somme.

Rue de Vaugirard, à l'intersection du boulevard Raspail, j'ai vu, ce matin, une Bonne Sœur attelée à une charrette aussi grande que celles auxquelles, d'ordinaire, on attelle les ânes de forte taille. Le véhicule était rempli de caisses, d'une grosse malle et, sur la charge, était une grosse botte de paille, en équilibre instable. Courbée en deux, la pauvre religieuse peinait, tirant de toutes ses forces sur les brancards de la charrette. A un moment, ayant glissé sur le pavé gras, elle tomba sur les genoux et la botte de paille roula par terre. Elle se releva sans murmurer et l'empoigna à pleins bras pour la remonter sur la charge, mais elle était trop grosse et aussi trop lourde. La Bonne Sœur, malgré ses efforts, n'y parvenait pas. Malgré mon épuisement, l'état lamentable de ma pauvre jambe, je lui donnai, vaille que vaille, un coup de main.

— Ma Bonne Sœur, lui dis-je, dans mon pays on n'emploie pas les Religieuses à semblables besognes...

— Que voulez-vous, répliqua-t-elle en souriant, il le faut bien...

Ayant repassé les épaules dans la bricole de cuir de l'attelage, elle se remit en route, courbée en deux, tirant de toutes ses pauvres forces sur les brancards, n'avançant que lentement, lentement...

— Celle-là, me dis-je, rachète les folles qui se pavanent, boulevard du Montparnasse avec les soldats allemands...

Paris, 26 octobre 1942

L'hiver, à Paris, en somme, n'est pas très dur : il n'est en rien comparable à celui de Montréal. Pour qui a ce qu'il faut : du charbon à mettre dans le poêle, des vêtements chauds à se mettre sur le dos, des aliments solides, producteurs de calories à s'envoyer dans l'estomac, l'hiver parisien n'est pas sérieux. Mais il y pleut et parfois il y tombe de la neige, comme chez nous en novembre et j'ai compté, un hiver qui n'avait rien d'exceptionnel, soixante-trois jours consécutifs sans voir le soleil. A raison de la douceur relative du climat, les maisons n'offrent pas à qui les habite, la protection contre le froid que nous donnent les nôtres. Le froid de Paris est de ceux contre lesquels il est difficile de se défendre. Il glace jusqu'aux os et l'humidité, à la longue, pénètre les vêtements. Seules quelques maisons de riches connaissent le chauffage à l'eau chaude, distribué dans chaque pièce : dans les autres, grâce aux moyens primitifs de chauffage, on y gèle près des fenêtres qui ferment mal et même des cheminées dont le tirage, selon le vent, est nul ou se transforme en refoulement.

Nous sommes au seuil de l'hiver, le troisième de la guerre. Voyons dans quelles conditions les Parisiens vont y entrer. L'hiver de Paris, c'est entendu, pour qui a ce qu'il faut : charbon, aliments, vêtements, n'est pas très sérieux. Mais

justement, les Parisiens en manquent. La provision de charbon d'un ménage, pour l'hiver, est de 400 livres de houille, ce que nous appelons du charbon mou. Par semaine et par personne, la ration de viande est de 90 grammes avec os, soit 60 grammes sans os. Or on compte 500 grammes dans une livre.

A raison de la fixation des prix des denrées à un niveau que les paysans estiment insuffisant, il y a pénurie chez les fournisseurs réguliers. Chez les autres, ceux du marché noir, c'est-à-dire libre, les choses à manger atteignent des prix astronomiques. On y vend, par exemple, les œufs 15 Fr. la pièce. Malheur aux pauvres !

Le sucre disparaît rapidement. Chaque soldat allemand permissionnaire en emporte chez lui un kilo à titre de cadeau. Le sucre qui reste au magasin a un goût prononcé de pétrole et ne sucre pas. Il est fabriqué, dit-on, avec de vieux chiffons. La sous-alimentation prive les Parisiens de résistance contre le froid, les met en état de réceptivité de toutes les maladies. Le taux de la mortalité est très élevé, en particulier chez les vieux.

Enfin, la quantité de gaz et d'électricité (cuisine et chauffage) qu'un ménage est autorisé à consommer vient d'être diminuée de moitié. La ménagère parisienne ne pourra faire de soupe et devra faire coucher tout son monde après dîner. Qu'elle ne se risque pas à dépasser la quantité qui lui est allouée : le compteur lui sera fermé

pour une semaine, et, en cas de récidence, pour un mois, puis, pour trois mois.

Paris, 30 novembre 1942

Le débarquement des Alliés en Afrique a provoqué à Paris une formidable explosion de joie. Les Parisiens n'ont plus, comme ils avaient la veille, le nez long et la mine déconfite. Ils ne s'en vont plus par les rues comme à leur propre enterrement. Leur visage est rayonnant de confiance et d'espoir. Tous ont la conviction que, avant mars qui marque le printemps, Anglais et Américains seront à Paris.

— Mais enfin, ai-je demandé à plus de vingt Parisiens, sur quoi basez-vous cette conviction ?

Aucun ne m'a répondu, mais j'ai vu, clairement exprimée sur leur physionomie mobile, la stupéfaction profonde que leur causait ma question.

— Tout sera fini dans trois mois ! Vous verrez ! se sont-ils bornés à répéter pour m'entrer cette vérité dans la tête.

Au demeurant, je ne demande pas mieux et il n'est pas besoin de marteau. A quoi bon discuter ? Pourquoi jeter de l'eau froide sur ce feu de paille qui, j'en ai peur, s'éteindra de lui-même, avant que n'apparaissent aux branches noueuses des marronniers, les bourgeons des premières feuilles.

Paris, 4 janvier 1943

Beaucoup de jeunes mamans ou de jeunes femmes sur le point de le devenir se désolent parce qu'on leur a dit, à leur mairie, qu'il ne pourrait leur être délivré qu'un bon d'un seul linge par bébé.

— La pénurie des stocks, m'a-t-on dit au guichet de la répartition, ne permet pas de faire plus. Il vaut mieux donner un bon d'importance moindre et qu'il soit honoré.

— Encore, ajouta l'aimable préposée, je conseille aux jeunes mamans de ne pas tarder à demander leur bon et le porter ensuite chez le fournisseur de leur choix, car la délivrance du linge peut subir un délai assez important.

Paris, 10 janvier 1943

Les dispositions déjà prises au début de l'automne par le Métro pour économiser l'énergie électrique s'étant révélées insuffisantes, il est devenu nécessaire de diminuer le nombre des trains, de réduire le nombre des wagons de ceux qui fonctionnent et de fermer, à partir de lundi prochain, trente nouvelles stations. On s'écrase déjà dans les voitures, que sera-ce la semaine prochaine ?

Paris, 16-17 janvier 1943

En vue de diminuer la consommation de l'électricité, le comité d'organisation des spectacles a décidé de supprimer les spectacles de matinée en dehors des samedis, dimanches et jours fériés.

Paris, 28 janvier 1943

Hier a eu lieu, dans le hall de la gare Saint-Lazare, une dégustation-exposition d'aliments tirés du lait, exactement des protéines. On y voyait des tartelettes aux protéines, du miel de sérum, du bouillon au lactate de chaux, de la bière de lait. Ces produits de remplacement, ces « ersatz » comme on disait pendant l'autre guerre, font honneur à l'ingéniosité des chimistes et ils donnent, hélas ! une idée de la pénurie des aliments dans ce pays qui était autrefois celui du bien boire et du bien manger.

Paris, 31 janvier 1943

L'hiver est exceptionnellement doux. En décembre et janvier, il n'a pas gelé, il n'est tombé de la neige qu'une fois et encore à moitié fondue. Les Parisiens en rendent grâce au Seigneur, car leur état d'épuisement ne leur eût pas permis de résister à un hiver un peu dur. Le froid eût fait

parmi eux, particulièrement chez les bébés et les vieux, des coupes sombres.

Paris, 1er février 1943

A l'occasion du dixième anniversaire de son accession au pouvoir, Adolf Hitler a lancé une proclamation dans laquelle il pose cette alternative : ou l'Allemagne et ses alliés remporteront la victoire, ou la vague bolcheviste détruira l'Europe. De ce copieux plaidoyer pour le nazisme, ressort l'affirmation suivante : « Convaincu que dans cette guerre il n'y aura ni vainqueurs, ni vaincus, mais des survivants et des peuples anéantis, l'Etat national socialiste continuera à mener la lutte avec fanatisme ».

Le maréchal Goering, successeur éventuel du Führer, et le docteur Goebbels, Reichminister, ont aussi exprimé la volonté du Reich de mener la lutte jusqu'à la victoire finale. « Le mot capitulation n'existe pas dans notre vocabulaire », a déclaré le Reichminister.

Sous l'inspiration allemande, sans doute, le gouvernement de Vichy pourchasse, persécute les Israélites avec une énergie chaque jour accrue. M. Darquier de Pellepoix, commissaire général aux questions juives, a exposé hier ses projets aux journalistes. Ils se ramènent aux cinq mesures suivantes :

1) Renforcement de la loi de 1941 sur l'aryanisation économique, c'est-à-dire l'évincement des Juifs de tous les commerces, les industries qu'ils possédaient hier. Autorisation de revente à ceux qui les ont dépossédés.

2) Statut des demi-Juifs, c'est-à-dire leur éviction de toutes les fonctions publiques et de toutes les professions libérales.

3) Port obligatoire de l'étoile jaune en zone non occupée.

4) Interdiction aux Juifs, sans aucune dérogation, d'exercer des fonctions publiques.

5) Retrait de la nationalité française à tous les Juifs qui l'ont acquise depuis 1927.

Paris, 5 février 1943

Le Journal Officiel, d'hier, publie un décret aux termes duquel il est interdit de détruire les déchets et vieilles matières devenues inutiles. Aux termes de ce décret, on ne doit pas brûler les vieux papiers et cartons, les vieux chiffons et la friperie ; on ne doit pas détruire la ferraille et les déchets de fer, de vieux métaux, de vieux caoutchouc, d'amiante, d'os, de corne, de cuir, de crin, de soie animale, les disques et cylindres de phonographes. Ce décret donne la mesure de la pénurie qui règne en France. La vente des postes

radiophoniques, des lampes et pièces de rechange sera interdite à partir du 31 mars.

Paris, 14 février 1943

Le Journal Officiel publie le texte de la loi instituant l'impôt-métal. Cette loi fait suite aux mesures de récupération des métaux non ferreux récemment prises. Toute personne assujettie à la contribution mobilière recevra de l'administration des contributions directes un avertissement sur lequel sera indiqué le poids de métal qu'elle devra remettre pour s'acquitter de l'impôt. Ce poids sera proportionnel au montant de la contribution mobilière payée. Il sera exprimé en cuivre, mais le contribuable pourra se libérer par l'apport de métaux cuivreux, de nickel, étain ou plomb : 1 kilo de cuivre équivalant à 1 kilo de maillechort ou de bronze, à 1 kilo 500 grammes de laiton, à 500 grammes d'étain, à 250 grammes de nickel ou à 5 kilos de plomb.

Dans le cas où le contribuable ne pourra apporter de métal, il pourra se libérer en espèces. Les métaux ont été évalués en prévision de cette éventualité. Le cuivre est fixé à 30 francs le kilo, il sera payé à la base de 120 à 180 francs par kilo manquant sur la quantité de cuivre à apporter pour s'acquitter de l'impôt. Les contribuables n'apportant aucune quantité de métal seront consi-

dérés comme réfractaires et devront payer le double de l'évaluation, soit de 240 à 360 Fr. le kilo.

Paris, 16 février 1943

Le conseil des ministres, réuni hier, à Vichy, sous la présidence du Maréchal de France, chef de l'Etat, a décidé, en application de la loi du 4 septembre 1942, de créer un service obligatoire du travail, aux champs, à l'atelier, à l'usine, pour tous les jeunes gens nés entre le 1er janvier 1920 et le 31 décembre 1922. Des mesures particulières sont prévues ; notamment pour les agriculteurs qui continueront leur travail actuel sur la terre.

La durée du service obligatoire du travail sera de deux années, sur lesquelles s'imputera le temps passé aux armées ou aux chantiers de jeunesse. Un commissariat général chargé des services du travail obligatoire sera incessamment créé.

La loi stipule que des amendes allant de 200 à 100.000 Fr. et des sanctions d'emprisonnement allant de trois mois à cinq ans, susceptibles, en cas de récidive, d'être portées au double, seront applicables à toute personne ayant saboté ou tenté de saboter pour son compte ou le compte d'autrui cette nouvelle institution du service obligatoire du travail.

Des convocations sont prévues pour les hommes des catégories ci-dessus visées. Les affectations à un emploi utile aux besoins du pays

seront notifiées ultérieurement aux intéressés. Cette notification qui fixera le lieu d'emploi, servira de bon de transport à son titulaire.

Paris, 11 mars 1943

Marcel Déat, le chef du parti dénommé Rassemblement National Populaire, sortait hier de chez lui à Nevers, accompagné de l'inspecteur de la Sûreté qui ne le quitte jamais. Des coups de feu furent tirés dans sa direction, mais il ne fut pas atteint. Les auteurs de l'attentat, inconnus dans la région, n'ont pas été appréhendés.

Marius Larique termine, dans le Petit Parisien, un reportage en Allemagne sur la situation faite aux travailleurs français, par cette citation de Victor Hugo :

« L'alliance de la France et de l'Allemagne, c'est la constitution de l'Europe. L'Allemagne, adossée à la France, arrête la Russie ; la France, amicalement adossée à l'Allemagne, arrête l'Angleterre.

« La désunion de la France et de l'Allemagne, c'est la dislocation de l'Europe.

« Qui pourrait dire, alors, ce que deviendrait l'Europe ?

« La civilisation périrait.

« Heureusement, ni la France, ni l'Allemagne ne sont égoïstes. Ce sont deux peuples sincères, désintéressés et nobles, jadis, nations de cheva-

liers, aujourd'hui, nations de penseurs ; jadis, grands par l'épée, aujourd'hui, grands par l'esprit. Voici la solution : abolir tout motif de haine entre les deux peuples.

« Une fois tout motif de haine disparu, aucun peuple n'est à craindre pour l'Europe. Que l'Allemagne hérisse sa crinière et pousse son rugissement vers l'Orient ; que la France ouvre ses ailes et secoue sa foudre vers l'Occident. Devant le formidable accord du Lion et de l'Aigle, tout le monde obéira ».

Justement, ce qui reste à savoir, c'est si vraiment le monde obéira et si, pour commencer, la France, j'entends le peuple de France, se soumettra aux exigences de Pierre Laval et de sa clique. L'avenir, l'avenir prochain peut-être nous le dira.

Paris, 27 mars 1943

Après la réquisition des ouvriers pour la relève des prisonniers, après l'établissement du service obligatoire du travail des jeunes, qui vont, en réalité, être envoyés en Allemagne, voici mieux. On offre aux jeunes gens un engagement dans la Défense Contre Avion allemande, en leur faisant valoir qu'ils seront ainsi exemptés d'être envoyés travailler en Allemagne. On n'a pas encore fait connaître le nombre des engagés volontaires de France dans la D. C. A. allemande.

Paris, 30 mars 1943

M. Gabolde, le nouveau garde des sceaux a soumis à la signature du Maréchal de France, un décret aux termes duquel les communistes n'ont plus le droit de choisir leur défenseur. Celui-ci leur sera désigné d'office par le bâtonnier de l'Ordre des Avocats.

Paris, 31 mars 1943

Le ministre de la Production industrielle rappelle que la vente au public des appareils de réception de radiophonie, ainsi que des pièces détachées, lampes, tubes, est interdite à dater du 31 mars, c'est-à-dire aujourd'hui.

La pénurie de métal se fait de plus en plus sentir. D'abord, ce furent les pièces de bronze d'aluminium qui furent retirées de la circulation. Ensuite, on ramassa les objets de cuivre et d'étain. Les pièces de bronze d'aluminium furent remplacées par des pièces de simple aluminium.

Les articles de cuisine, casseroles, poêlons, etc., ayant disparu des magasins, c'est en vain qu'on y prétendrait acheter des clous, des outils quelconques de fer ou d'acier. On trouve encore des fourchettes, des cuillers, voire des peignes, mais en bois, que l'on paye de vingt à quarante francs l'un.

J'ai marchandé, avenue des Champs Elysées, une malle genre armoire. On me l'a faite vingt-cinq mille francs. Comme je reculais, outré, la vendeuse, simplement, me dit d'un air détaché :

— Je vous en prie, ne marchandez pas ! Si elle ne vous convient pas, vous n'avez qu'à la laisser : je ne suis pas en peine de la vendre !

Paris, 5 avril 1943

Les usines Renault, à Billancourt, ainsi que chacun le savait à Paris, avaient recommencé à travailler pour la Wehrmacht. Elles lui livraient surtout des camions. A Londres, naturellement, on n'a pas tardé à le savoir aussi. Hier, dimanche, les appareils de la Royal Air Force sont revenus. Cette fois, du moins, on peut le dire, elles ne travailleront plus. La centrale électrique, la fonderie, l'atelier de fabrication des outils spéciaux sont détruits, rasés à net.

— Cette fois, a dit le père Renault, c'est fini. Je ne recommencerai pas. D'ailleurs, je le voudrais que je ne le pourrais plus. En effet, les pièces détruites ne peuvent être remplacées. Les moules, matrices, emporte-pièces, etc., sont de métal extra dur qui ne se trouve plus.

En dépit des déblatérations des journaux germanophiles, il n'existe pas de colère contre les Anglais. Les Parisiens se rendent compte que la guerre comporte de ces nécessités. Ils recon-

naissent que les usines travaillant pour l'armée allemande s'exposaient à être bombardées, que des avertissements en ce sens ont été donnés souvent et que, pour faire moins de victimes, les aviateurs anglais sont venus le dimanche, jour où, aux usines Renault, on ne travaillait pas.

Cette fois, en dépit du calme du dimanche, je n'ai rien entendu du bombardement, bien que j'aie vu très bien, en formations géométriques, les avions arriver et repartir. Les bombes anglaises sont presque silencieuses. Leur travail, du moins ce que j'en ai vu aujourd'hui, lendemain de l'opération, est tout simplement terrifiant. Des maisons entières dans le voisinage immédiat des usines ont été apparemment soufflées. Elles se sont écroulées, sont tombées comme ces châteaux de cartes que l'on élève à grand'peine et qui s'effondrent sous la pression du moindre souffle. Des gens du quartier, des ouvriers, m'ont dit que les déflagrations des projectiles étaient très faibles et que c'est avec stupéfaction qu'ils ont assisté aux effondrements.

De l'article de André Algarron, paru ce matin dans le Petit Parisien, j'extrais ce qui suit afin de permettre au lecteur de se rendre compte du ton de la presse parisienne contrôlée par les autorités occupantes :

« Ils sont revenus !

« Depuis plusieurs mois déjà, la banlieue parisienne n'avait pas reçu leur visite. Il est vrai que nos « libérateurs » ne peuvent pas être partout à

la fois : le Creusot, Rouen, Lorient, Saint-Nazaire, Rennes, Abbeville, Amiens... Voici qu'aujourd'hui une nouvelle page de sang s'ajoute au livre de bord des aviateurs anglo-américains : la banlieue de Paris est en deuil, les faubourgs de Paris pleurent leurs morts.

« Comme d'habitude, les assassins de Churchill et de Roosevelt ont lâché leurs bombes au hasard : c'est ainsi que des maisons ouvrières gisent abattues et démantelées, avec des cadavres sous les grabats ; c'est ainsi que des promeneurs, attirés par le gai soleil de printemps, ont été fauchés par des torpilles en plein bois de Boulogne.

« Comme d'habitude encore, ce sont surtout des femmes et des enfants qui ont payé de leur vie. Mais payé quoi ? Payé la victoire défensive des Allemands sur le front de l'Est ? Payé la valeureuse résistance des hommes de Rommel en Tunisie ? Payé l'échec des visées judéo-capitalistes sur l'Europe ? Payé notre armistice de juin 1940 ? Payé la fidélité de la nation française à sa terre et à sa race ? Payé le départ pour la relève de leurs maris ou de leurs pères ? Payé la captivité d'un être cher ? Qu'importe à nos « libérateurs », pourvu que la France paie ! »

Paris, 22 avril 1943

Officiellement, pour les protéger contre les dangers des raids des aviateurs anglo-américains,

en réalité pour les préserver de la disette et des maux de croissance qu'elle entraîne pour eux, 6 000 enfants de Paris vont être dirigés sur la Creuse pour y être hébergés par des paysans. Cette mesure en dit long sur la gravité de la disette que subissent les Parisiens.

Les fumeurs ne toucheront en juin que deux distributions de tabac ou de cigarettes : la troisième sera supprimée.

A raison de la pénurie des stocks, les premiers communiant ne revêtiront pas, comme c'était la coutume en France, des habits et des robes de cérémonie. L'archevêché a autorisé expressément les enfants à s'approcher de la Sainte Table dans des habits décents, mais simples, au besoin dans les vêtements de tous les jours.

Paris, 2 mai 1943

La presse parisienne, contrôlée par les autorités occupantes, publie la note suivante :

« Grand quartier général du Führer, 30 avril : — Le Führer a reçu, le 30 avril, en son quartier général, en présence du ministre des Affaires étrangères du Reich, M. von Ribbentrop, et du sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères d'Italie, M. Bastianini, le chef du gouvernement français, M. Pierre Laval.

« L'entretien a permis de constater la pleine compréhension des problèmes qui se posent entre

l'Allemagne et l'Italie, d'une part, et la France, de l'autre.

« Au cours de cette conversation ont été examinés, en toute objectivité, la part que la France doit prendre dans l'effort et dans les charges pour l'organisation de la nouvelle Europe qui incombe aux pays de l'Axe dans la lutte contre le bolchevisme et les ploutocraties anglo-américaines alliées avec lui, ainsi que les avantages que vaudra à la France cette contribution ».

Paris, 5 juin 1943

La levée des classes 1920, 1921 et 1922 pour être envoyées en Allemagne provoque à Paris une colère concentrée qui se manifeste par une nouvelle série d'attentats. Dans la seule journée d'hier, quatre attentats ont été commis : deux à Auteuil, à l'angle des rues Mirabeau et Wilhelm, un à Grenelle, rue du Commerce, à deux pas de la rue de la Convention, et, enfin, un à Passy.

A Auteuil, une grenade a été lancée sur un car rempli de marins allemands en permission, dont deux furent tués et trois blessés. Le car, on le conçoit, s'est aussitôt arrêté. Des mitraillettes furent mises en action. Au lieu de poursuivre les auteurs de l'attentat, on a tiré dessus. Un fut tué sur le coup, un deuxième, grièvement blessé, perdait son sang comme par un robinet, laissant sur ses pas une trace rouge. Se voyant sur le point

d'être pris, il s'est suicidé, rue Rémusat, à deux pas de la place de l'église d'Auteuil. Le troisième a pu s'échapper. Une fillette, sortant de la boulangerie, rue Mirabeau, a reçu une balle dans l'abdomen et eut les deux épaules fracassées. Elle est morte, peu après, à l'hôpital.

Le second attentat, à Auteuil, a eu un officier supérieur allemand pour victime. Une balle lui a été tirée dans le dos par un cycliste qui s'est échappé en pédalant à toute allure. Des soldats allemands, se trouvant à proximité, ont fait usage de leurs fusils. On compte plusieurs blessés parmi les curieux accourus au bruit...

A Grenelle, c'est un car rempli de soldats permissionnaires qui a été atteint par une grenade. Ceux-ci sont descendus du car et ont mis des mitraillettes en action. L'auteur de l'attentat, encore un cycliste, put s'échapper en pédalant à toute allure. Le quartier a été inutilement encerclé et la station du métro inutilement fermée.

A Passy, mêmes tactiques de part et d'autre : un cycliste tue en passant un militaire allemand et se sauve.

Le premier résultat de ces attentats s'est produit dès le lendemain : mille otages furent exécutés sans phrase et leurs vêtements, renvoyés sans explication aux familles. Celles-ci ont compris.

Cette nouvelle méthode allemande consiste à ne pas poursuivre les coupables, mais à tirer dessus, à tirer dans le tas, comme on dit. Tant pis

si des curieux sont atteints. Elle consiste en outre à ne rien laisser paraître dans les journaux.

Paris, 12 juin 1943

La prise de Pentellaria, connue dès hier soir à Paris, provoque un enthousiasme énorme, fait naître des espoirs immenses. Les Parisiens que je rencontre dans la rue, ont peine à contenir leur joie. Ceux qui me connaissent me donnent de chaleureuses poignées de main.

Paris, 24 juin 1943

La faim qui fait sortir les loups du bois en fait aussi sortir les jeunes gens qui s'y cachent pour ne pas partir travailler en Allemagne. Il s'agit pour eux de se procurer les feuilles d'alimentation qui permettront à leurs amis de les ravitailler. Exemples cueillis dans les journaux de ce matin :

A Marseille : deux faux agents amènent au poste un pseudo-prisonnier. Le trio désarme les vrais policiers et rafle 30 000 feuilles d'alimentation.

A Nevers, un gardien de nuit est assommé et dépouillé des tickets de toute la ville. A Montpellier et à Marcq-en-Bareuil, des attentats de

même nature sont commis. Plusieurs mairies bretonnes sont cambriolées.

Paris, 26-27 juin 1943

Hier, mille feuilles de titres alimentaires étaient raflées, à la mairie de Lille. A celle du Perreux, localité des environs de Paris, des bandits en auto volaient 1 550 feuilles. A Paris, à la mairie du 12^e arrondissement, 46 000 étaient volées.

Ces attentats, ne nous y trompons pas, ont pour objets de permettre aux réfractaires du service du travail obligatoire en Allemagne, de se ravitailler. Pour les réprimer, le gouvernement vient de créer un tribunal d'exception. La question est de savoir si, à raison d'une répression plus sévère, les attentats disparaîtront.

Paris, 28 juin 1943

Venant à la suite des attentats à main armée contre des centres de distribution de cartes d'alimentation, deux exécutions ont eu lieu hier, en Savoie et en Dauphiné. A Roche-sur Foron, M. Montfort a été tué d'une balle dans la nuque. L'exécution a eu lieu près d'un fossé et le cadavre recouvert de terre. A Grenoble, le jeune Henri Brugnat fut abattu dans l'hôtel de son père pen-

dant qu'il lisait une lettre que venait de lui remettre un inconnu. Dans les deux cas, les terroristes ont pu s'échapper.

Paris, 5 juillet 1943

M. Pierre Laval, chef du gouvernement de Vichy, a fait aux journalistes les déclarations suivantes :

« Beaucoup de Français croient que nous serons sauvés par l'Amérique, l'Angleterre, Giraud, de Gaulle. Je n'ai pas cette illusion. L'armée allemande ne sera pas battue ; l'Europe est invincible sur le plan militaire.

« Si à la faveur d'une tentative de débarquement anglo-américain éclataient en France je ne sais quelles guérillas, si les attentats se multipliaient, les Français qui participeraient à cette guerre d'un esprit nouveau crucifieraient la France.

« Nos compatriotes ne sont pas tellement fous. Il y aura ici et là de l'incompréhension, des résistances, voire des trahisons. Mais la direction sera solide. Les égarés seront remis dans le droit chemin. Chaque fois que les circonstances l'exigeront, je frapperai.

« Je sais qu'une révolution est indispensable. Je veux la faire. Elle se fera. Elle se fait un peu

tous les jours. J'en ai accompli le premier acte le 10 juillet 1940. Mais elle ne s'accomplira pleinement que quand nous serons pleinement libres ».

Paris, 10 juillet 1943

Le débarquement des troupes anglo-américaines en Sicile, annoncé ce matin à Paris, par la radio de Londres, cause une joie délirante. Les Parisiens sentent que c'est le commencement de la fin du régime fasciste en Italie. Ils s'en vont, répétant :

— Bientôt, avant l'hiver, ce sera aussi la fin chez nous de l'autre régime !

— A Noël, chacun mangera à sa faim !

Paris, 12 juillet 1943

Hier, salle Wagram, Pierre Laval, chef du gouvernement de Vichy, a parlé aux prisonniers libérés. Il leur a répété l'exposé récent de sa politique germanophile. A la fin de son exposé, la musique a joué, non la Marseillaise comme le veut la tradition, mais l'hymne au Maréchal.

On n'en a jamais fait autant pour Napoléon III, dit Badinguet.

Paris, 12 juillet 1943

Du discours de Fossati, secrétaire du parti de Doriot, prononcé à l'occasion de l'annonce de la fusion des partis collaborationnistes, j'extrais les passages suivants :

« Il ne fait pas de doute que toute tentative de débarquement anglo-américain sera en synchronisation avec l'insurrection armée des communistes.

« Les organisations communistes ont tressé sur notre territoire une immense toile d'araignée dont nous devons briser les fils ».

« La collusion des Gaullistes et des communistes, ainsi que la constitution de groupes de francs tireurs et de partisans, augmentent dans d'énormes proportions... »

Faut-il prendre au sérieux ces affirmations, croire à une organisation communiste de guerre civile ? Jusqu'ici, rien ne le prouve, rien même ne l'indique. Il est difficile de croire, en tous cas, que les Français qui n'ont pas voulu défendre leur pays, tenteront de le faire alors qu'ils ne disposeront de rien. Restent ceux de 1914, les soldats merveilleux de Foch. Sur ceux-là on peut évidemment compter. Mais sont-ils organisés ? Encore une fois, rien ne le prouve, rien même ne l'indique.

Paris, 15 juillet 1943

Les aviateurs anglo-américains sont venus hier, fête nationale, bombarder les ateliers de réparations aéronautiques de Villacoublay. Les effets de leurs projectiles ont été terribles. André Algarron publie ce matin dans le *Petit Parisien* l'article suivant qui donne une idée du ton de la presse parisienne contrôlée par les autorités occupantes :

« En ce jour de Fête nationale, les Anglais et les Américains ont tenu à nous offrir un nouveau témoignage de leur sincère amitié : des pilotes venus d'outre-Manche ont lancé des bombes sur la banlieue parisienne, distribuant, une fois encore, à une population laborieuse et pacifique, la misère, la ruine et la mort. Il n'est pas jusqu'à une colonie de vacances qui n'ait servi de cible et dont les enfants ont payé le tribut de leur vie à cette guerre de terreur, voulue, préparée et conduite par le couple sinistre Roosevelt-Churchill.

« Parmi les victimes innocentes de ces raids, il en est peut-être qui étaient en train d'écouter la radio anglaise leur transmettre les vœux et les encouragements de Roosevelt. Car au moment précis où les bombardiers anglo-américains visaient par un soleil radieux les modestes pavillons de la banlieue parisienne — construits au prix de tant d'efforts et de privations pour les familles des travailleurs — le président de la République des Etats-Unis s'adressait au peuple

français à l'occasion du 14 juillet. Rien ne peut mieux illustrer l'abominable duplicité de Roosevelt.

« Il nous disait en 1939 : « C'est pour libérer l'Afrique du Nord de la menace germano-italienne que nous occupons provisoirement votre empire ». Mensonge ! Mensonge encore !

« Il nous dit aujourd'hui son amitié pour la nation française. Mensonge ! Mensonge encore ! Mensonge toujours !

« Combien faudra-t-il encore de deuils, de ruines, de sang français, pour que nos compatriotes, enfin, comprennent ? »

Ce qu'ils comprennent surtout, c'est que des avertissements avaient été donnés à maintes reprises, que le 14 juillet fut choisi précisément parce qu'on ne travaillait pas à Villacoublay et qu'il y aurait moins de victimes. Ce que l'on comprend aussi, c'est que les ateliers ont été atteints et détruits et que, par conséquent, ils ne travailleront plus pour l'Allemagne. Ce qu'ils comprennent enfin, c'est la méchanceté, la duplicité, la capacité de mensonge et de haine de M. Algarron.

Ainsi qu'il le lui a été clairement expliqué, André Algarron, s'il peut être rejoint en temps utile, aura des comptes à rendre à ceux qu'il insulte aujourd'hui... Ceci étant dit une fois pour toutes et pour tous, on peut tenir pour certain que les articles et les propos à la radio des traîtres tombent à peu près dans le vide absolu et restent

sans effet sur les Parisiens. Ceux-ci attendent avec courage, avec une impassibilité extérieure que rien ne trouble, le jour maintenant prochain de la libération de leur pays.

Paris, 26 juillet 1943

La démission de Mussolini, connue à Paris hier soir, cause une joie intense. Avec leur imagination vive les Parisiens voient la fin de la guerre immédiate avec l'Italie et la paix avec l'Allemagne avant deux mois.

— Personne plus que moi ne le souhaite, me disait ce matin un vieil officier de carrière, mais je ne puis arriver à le croire. Rien ne prouve que le maréchal Badoglio ne continuera pas la guerre. Et même si l'Italie demande la paix à brève échéance la puissance militaire de l'Allemagne ne sera pas pour cela sensiblement affaiblie... Militairement, les Allemands n'ont, je crois, jamais fait grand fond sur les Italiens.

— En conclusion, n'oublions pas que l'armée allemande compte environ trois cents divisions, magnifiquement équipées, irréprochablement entraînées et disciplinées à l'allemande, c'est-à-dire de façon parfaite...

— N'allez pas répétant ce que je viens de vous dire, me dit en terminant mon interlocuteur, car les Parisiens ont l'esprit ainsi fait, qu'ils ne

souffrent pas la contradiction et qu'ils vous accuseraient de collaboration payée, naturellement...

Ce que m'a dit ce vieil officier m'a fait l'effet d'un seau d'eau froide au creux de l'estomac. J'ai suivi son conseil, je ne l'ai pas répété, je l'ai gardé pour moi et j'ai réfléchi.

Paris, 28 juillet 1943

« La guerre continue, l'Italie reste fidèle à la parole donnée » a déclaré le maréchal Badoglio en prenant le pouvoir... Il semble que les événements commencent à donner raison à mon vieil officier.

Paris, 30 juillet 1943

La pénurie de cuir est telle que le gouvernement de Vichy vient de prendre un arrêté interdisant la vente et la fabrication des sacs pour dames en cuir. Seuls seront tolérés les ornements de cuir sur les sacs provenant de retailles. La pose de semelles de cuir sur les chaussures est interdite pendant les mois d'été.

Paris, 9 août 1943

Il existe à Paris un parti germanophile, ce n'est pas à nier. Quelle est sa force ? Dans quels

milieux recrute-t-il ses adhérents ? C'est difficile à préciser. Mais leur conviction — intéressée ou non — est certaine. Jacques Doriot, le chef de l'aile de ce parti la plus violemment hostile à l'Angleterre, aux Etats-Unis, à la Russie, aux Juifs surtout, le P. P. F., a réuni hier ses adhérents au Vélodrome d'Hiver, lequel peut contenir dix mille personnes. Il était archi comble. Doriot a fait ensuite défiler sa milice, forte de cinq mille hommes au moins, de l'Etoile à la Concorde. Il faut reconnaître que ses dix bataillons étaient composés de très jeunes gens, que leur tenue, leur allure étaient impeccables et que sur tout le parcours, la foule les a acclamés et que dans la foule un très grand nombre de gens les saluaient le bras tendu, c'est-à-dire leur rendaient le salut hitlérien, les soldats allemands les acclamaient, naturellement. Ceci est de nature à faire réfléchir, car ce parti n'est pas le seul et la milice du P. P. F. n'est pas non plus la seule.

Jacques Doriot, dans ses discours, parle de sa milice comme d'une troupe de choc. Puis il ne fait pas mystère que son parti a pour objectif d'amener la France à déclarer la guerre aux Alliés et à mobiliser pour faire la guerre aux communistes. Lui-même revient de Russie où il a combattu, sous l'uniforme de lieutenant allemand, dans les rangs de la Légion Française contre le Bolchevisme.

Doriot et ses amis marcheront-ils contre les Alliés lorsqu'ils débarqueront en France ? En-

traîneront-ils leur pays dans une guerre civile, en combattant les amis de de Gaulle et de Giraud ?

C'est ce qu'ils espèrent et c'est ce qui reste à voir.

Paris, 17 août 1943

Après le 14 juillet, le 16 août. L'aviation anglo-américaine a fait hier, en plein jour, un raid sur l'aérodrome du Bourget, dans la banlieue parisienne. Il y a eu des dégâts, des blessés et des morts. La presse de Paris fulmine, naturellement, accuse les aviateurs alliés d'assassiner délibérément les civils, sans dire qu'elle est venue pilonner un aérodrome utilisé, non moins naturellement par les autorités occupantes.

Les autorités occupantes avisent la population que l'arrêt de mort qui s'adresse aux détenus d'armes est suspendu, à condition que ceux-ci rendent les armes qu'ils détiennent, notamment celles que les aviateurs alliés laissent tomber en passant.

Un régiment de « S.S. » va être constitué pour prendre part à la lutte de la jeunesse européenne contre le bolchevisme. Les engagés sont soustraits au service du travail en Allemagne. Les officiers et sous-officiers y conserveront leur grade. Tout simple soldat en faisant ses preuves peut devenir sous-officier ou officier. La subsistance et le ravitaillement des familles des volontaires sont as-

surés par les lois. L'enthousiasme qui a présidé aux premiers engagements démontre qu'une importante fraction de la jeunesse française s'est rendu compte que la jeunesse allemande combattante voit en elle une camarade et une amie.

Paris, 25 août 1943

Les aviateurs alliés sont revenus hier, sur l'aérodrome de Villacoublay. C'était en fin d'après-midi. La visibilité était excellente. De chez moi je les ai très bien vus et j'ai aussi parfaitement entendu le tir de la Défense contre Avions.

Les aviateurs étaient divisés en trois escadrilles de trente chacune. Elles donnaient l'impression de trois vols de canards sauvages et les obus de la D.C.A. qui les encadraient semblaient de petits nuages noirs. Les pièces allemandes tiraient sans arrêt et leurs détonations assourdissantes semblaient un roulement de tambour. Aucun avion n'a été descendu, du moins je n'en ai pas vu tomber.

J'ai pu observer le feu des avions, mais sans entendre les détonations, lesquelles sont plutôt sourdes. Chaque avion, au moment de lâcher une bombe, sans doute, se laissait tomber de deux ou trois cents pieds, puis reprenait sa place et son niveau dans l'escadrille, tandis qu'un autre se laissait tomber. La précision de ces mouvements était merveilleuse.

Ce matin j'ai appris par des témoins oculaires que le travail des aviateurs alliés a été d'une remarquable précision et que les résultats obtenus sont énormes. On ne compte que trente tués et une centaine de blessés par des obus tombés à quelque distance de l'objectif visé.

La population se rend compte que les avions alliés ont opéré à l'heure où le personnel civil était parti et que seul le personnel militaire était de garde. En dépit des vitupérations de la presse contrôlée la réaction de colère espérée par les autorités occupantes est, à peu de choses près, inexistante.

Paris, 28 août 1943

Hitler, avant la guerre, avait dit qu'il pourrait faire défiler sous l'Arc de Triomphe, à Paris, vingt-cinq mille agents de sa cinquième colonne. Sur le moment on en a ri. Aujourd'hui on admet qu'il n'exagérerait rien. Et s'il déclarait demain qu'il est en mesure d'en faire défiler cinquante mille, il ne ferait sourire personne.

Il est certain qu'un parti germanophile existe à Paris. Il est également certain que, en force et en nombre, il grandit tous les jours. A l'occasion du deuxième anniversaire de la Légion des Volontaires contre le bolchevisme, j'ai vu défiler, hier, dans les Champs Elysées, les trois compagnies

qui vont partir pour la Russie. Je les ai vus, ces Français, sous le casque allemand défiler derrière leur drapeau tricolore que le général Bri-doux avait remis le matin, au nom du gouvernement de Vichy, au commandant Demessine, portant l'uniforme allemand.

Aucune précision n'est donnée sur le nombre des hommes que compte cette légion, non plus que sur celui des diverses milices, mais il est certain que chacune d'elles est forte de plusieurs milliers d'adhérents, tous germanophiles.

Aucune précision n'est donnée, non plus, sur l'autre organisation dont on ne sait à peu près rien, qui attend, paraît-il, les alliés... Et nous assisterons, peut-être, à cette triste chose, des Français dits « réconciliés » combattant leurs compatriotes et leurs amis qui viendront les délivrer.

Paris, 4 septembre 1943

C'était hier le quatrième anniversaire de la déclaration de guerre. Les Alliés l'ont célébré de deux manières : le débarquement en Italie et le bombardement de plusieurs usines parisiennes travaillant pour les Allemands. Les aviateurs, marchant à grande vitesse, ont lâché leurs projectiles d'une grande hauteur : plusieurs se sont trompés d'adresse. Il y a des morts, des blessés et plusieurs usines sérieusement mises à mal.

Plus de vingt maisons d'habitation ont été démolies. La mienne fut manquée d'assez près. J'habite au 114 rue de Vaugirard : le No 100 a été démoli à peu près complètement. La maison sise exactement en arrière de celle que j'habite, rue du Cherche-Midi, a été réduite en miettes, le toit s'est envolé, l'intérieur a été comme pulvérisé : il n'en reste que les murs. Le déplacement d'air a été tel chez moi, qu'on a senti la maison osciller. Des bibelots, des peintures, deux meubles sont tombés. Les pièces ont été envahies par la fumée âcre des explosifs et par la poussière blanche montant des platras. A une centaine de pieds de chez moi, rue de Vaugirard, une bombe est tombée sur la chaussée y creusant un entonnoir de plus de dix pieds de profondeur. Quatre ouvriers y ont travaillé le reste de la journée à réparer les conduites de gaz crevées par la bombe.

Selon la méthode parisienne et comme si cela pouvait servir à quelque chose, le quartier a été occupé par la police et la gendarmerie. N'ayant pu ni les protéger, ni les défendre, les autorités parisiennes entendent du moins embêter les habitants du quartier. Ceux-ci ne peuvent ni sortir de chez eux, ni y rentrer sans faire la preuve de leur identité, motiver de façon sérieuse leur rentrée ou sortie. En dépit des vitupérations, des appels à la haine de la presse, les Parisiens ne manifestent nulle colère contre les Alliés. Le sentiment de la population, dans sa grande, très grande majorité, demeure sympathique aux Alliés.

Paris, 9 septembre 1945

La presse parisienne annonce ce matin que :
« Au mépris de ses engagements, le gouvernement Badoglio a signé la capitulation sans condition ».

« L'Italie, dit le « Petit-Parisien », termine ainsi la guerre d'une manière qui n'est guère plus glorieuse que celle dont elle l'avait commencée.

« Les circonstances dans lesquelles a été conclu l'accord du roi d'Italie et du maréchal Badoglio et des puissances anglo-américaines révèlent une duplicité sans exemple.

« L'histoire du monde compte, en effet, peu de lâchages aussi flagrants et de défections aussi parfaites que ceux-là. A l'heure où il signait l'armistice, en effet, le 3 septembre, le successeur de M. Mussolini, acceptait que cet acte capital ne fût publié qu'au moment le plus favorable aux Anglo-Américains ; ce qui ne l'empêchait point, pour donner le change, de protester en même temps de la volonté de son gouvernement de demeurer fidèle à ses alliances ».

Les Parisiens ont accueilli cette nouvelle avec une joie intense, mais ils savent se contenir et rien n'en paraît dans la rue. La propagande radio-diffusée de Londres les a avisés de conserver extérieurement leur calme, afin de ne pas donner prétexte à une dure répression de ce qui pourrait être considéré comme « désordre » par les autorités occupantes. Certains estiment que les Italiens se tirent à bon compte de la guerre, alors

que Paris va continuer à subir les dures privations qu'il connaît depuis quatre ans et qu'il les subira jusqu'à ce qu'il disparaisse en partie sous les décombres. « Car, ont-ils ajouté, les Allemands défendront Paris, de rue en rue et de maison en maison... »

Paris, 13 septembre 1943

Les Parisiens qui se sont passé de viande la semaine dernière s'en passeront encore cette semaine ainsi que l'apprend à la population un communiqué de la préfecture de police.

« D'autre part, lit-on dans le communiqué, pendant toute la semaine, la consommation de viande est interdite dans tous les hôtels et restaurants français, de la Seine, sans exception ».

Et dans les hôtels et restaurants allemands ? Si l'on tient compte qu'il n'y a pas de pommes de terre, que le beurre manque, que l'on a donné un œuf par mois à chaque consommateur et une demie livre de poisson, on comprendra que le peuple, réduit à une demie livre de pain sec par jour, souffre réellement.

Paris, 16 septembre 1943

L'aviation alliée, jugeant insuffisants les résultats de son dernier bombardement, est revenue

hier sur Paris. Cette fois on compte déjà 260 tués, 538 blessés et des dégâts considérables. Les usines Caudron, particulièrement visées, sont complètement détruites. Pour faire bonne mesure les avions ont lâché quelques bombes sur les usines Renault. Sept bombardiers ont été abattus dont cinq au-dessus de Paris. J'en ai vu un, au-dessus de la rue de Vaugirard, où je demeure, atteint par un obus. Il est tombé en flammes. Le spectacle était navrant.

Chaque jour l'aviation alliée bombarde un point de la France ; chaque fois il y a des morts et des blessés. La réaction de toutes ces opérations commence à se produire : les gens se demandent pourquoi les Alliés ne vont pas bombarder les Allemands en Allemagne plutôt qu'en France et commencent à protester assez violemment contre cette méthode de faire la guerre aux civils non combattants.

Les détonations des bombes sont moins fortes que celles des pièces de la D.C.A., mais leurs effets sont effroyables. Des immeubles à six étages sont complètement démolis : des pâtés de maisons sont soufflés comme des châteaux de cartes. Le déplacement d'air est à peine croyable. A une assez grande distance des points de chute des projectiles j'ai senti, à un moment, ma maison osciller. Rue de Lourmel : No 177 le sommet d'un immeuble a été atteint. Les étages supérieurs sont effondrés. On vous montre sur le mur d'un garage, en face, une large traînée de sang : c'est ce qui

reste d'une victime. Elle suivait, du cinquième étage, à la jumelle, le passage des avions qu'encastraient les boules d'ouate blanche des obus de la D.C.A. Un obus allié tombant sur la maison, elle fut projetée sur le mur du garage, en face. On a retrouvé ses restes déchiquetés de l'autre côté de la rue. Ailleurs c'est un brave homme qui lisait son journal dans sa salle à manger : un obus tranche la pièce en deux. Vingt-quatre heures après le lecteur était encore agité d'un tremblement nerveux. Des exemples de ce genre pourraient être cités à longueur de journée.

Est-il étonnant que les Parisiens commencent à se demander pourquoi les Alliés s'acharnent à bombarder leurs usines qui travaillent en réalité pour les Allemands, mais en somme produisent peu et du matériel dont la qualité laisse à désirer, alors qu'ils pourraient, par exemple aller travailler à Salerne ? Le nombre des gens qui tiennent des propos amers augmente très sensiblement. D'autres, plus nombreux, encore, font remarquer que si les aviateurs alliés tiennent à opérer contre les Allemands, il n'est pas absolument nécessaire qu'ils survolent Paris et s'acharnent à démolir les villes du Nord et de l'Ouest de la France.

Bécon-les-Bruyères est le centre de trois communes de la banlieue parisienne : Asnières, Courbevoie et Colombes. Les résultats du bombardement y sont terrifiants : les parfumeries Guerlain et Lubin ne fabriqueront plus d'explosifs et les

usines Berliet et Delage ne construiront plus ni voitures, ni camions pour l'Allemagne. Elles ont été rasées, mieux encore : volatilisées. L'aérodrome de Chartres ayant remplacé celui du Bourget, complètement détruit, a été bombardé en même temps. Il n'en reste plus rien, non plus.

Paris, 20 septembre 1943

Il n'est pas de jour, voire de nuit, que l'on n'entende les canons de gros calibre de la D.C.A., le vrombissement des moteurs des avions alliés, les détonations sourdes de leurs projectiles. Leur activité dans le Nord et l'Ouest est pour ainsi dire incessante : à Nantes le dernier bombardement a fait 700 morts, sans compter, hélas, ceux qui restent sous les décombres. Au Portel, petite plage du Nord, on en compte 500.

La presse parisienne tire habilement parti de ces bombardements pour pousser la population à la guerre à l'Angleterre, aux Etats-Unis. Les partis germanophiles de Marcel Déat, de Doriot, de Boittel, demandent à chacune de leur réunion que l'on déclare la guerre aux Alliés, voire que l'on use de représailles contre les ressortissants alliés, non combattants, internés dans les camps de concentration ou remis en liberté surveillée.

Leurs efforts jusqu'ici demeurent sans résultat : la sympathie de la population parisienne, dans sa grande majorité, demeure acquise aux

Alliés, mais on ne peut se dissimuler que la propagande germanophile fait des progrès.

Paris, 22 septembre 1943

La vente de tout article de faïence et de porcelaine de la catégorie vaisselle à usage de ménage est interdite. Les ménagères qui ont la main lourde seront sagement inspirées en veillant le plus possible à diminuer la casse. Après les couteaux, les cuillères et les fourchettes : les assiettes, les soucoupes et les tasses vont disparaître. Pour peu que la guerre continue, les Parisiens, et avec eux tous les Français, devront manger avec leurs doigts et sur de la gazette.

Paris, 23 septembre 1943

Les Parisiens ont fait longtemps des gorges chaudes des scandales policiers qui éclataient périodiquement en Amérique. Le scandale de Marseille et après lui les arrestations de sergents de ville et d'inspecteurs de la Sûreté pour acte de banditisme, révèle que la police française n'a plus rien, au point de vue de la démoralisation tout au moins, à envier à la police des grandes villes américaines. Malheureusement ce n'est pas tout et les derniers bombardements de Paris et de sa banlieue ont révélé l'existence d'une catégorie particulièrement odieuse de bandits. Il s'agit

de scélérats qui se sont faufiletés en grand, en très grand nombre, dans les organisations de secours aux sinistrés. On a pris sur le fait des individus qui sous le couvert de sortir les victimes des décombres des caves et des abris où ils sont enfouis, détroussent les morts. Ces monstres à face humaine fouillent les cadavres et vident leurs poches, leur enlèvent leurs bagues, les anneaux de mariage et, pour aller plus vite, ce qui importe, arrachent les boucles d'oreilles. Ces agissements sont si odieux, ils soulèvent une telle indignation, qu'après avoir publié quelques récits d'affaires de ce genre, les journaux, par ordre, n'en parlent plus, font le silence.

Paris, 25 septembre 1943

Un peu avant deux heures, hier, 24 septembre, l'un des appareils d'une nombreuse formation d'avions alliés, fut pris, à quelque distance de mon domicile, sous le feu d'une batterie mobile de D.C.A. Atteint de plein fouet, il perdit rapidement de la hauteur et fila bientôt, à allure progressivement réduite presque à la hauteur des immeubles. Il alla finalement s'abattre sur les magasins du Louvre. L'un des moteurs s'abattit sur le toit d'un immeuble, rue de l'Arbre-Sec et s'engagea dans la cage de l'escalier.

Réussi, dans la journée, à faire parler l'un des gardes mobiles du service d'ordre. Le brave

homme, dont les sentiments sont anglophiles me dit :

— L'équipage de l'avion était de sept hommes, des Canadiens français. C'étaient des beaux gosses. J'ai pu le constater car deux seulement ont été brûlés. Ils avaient des tricots, des lainages très fins : leurs uniformes étaient d'étoffe magnifique.

— Nous les avons alignés avant de les mettre en bière, puis, nous étant rangés au garde à vous, nous leur avons rendu les honneurs devant un officier allemand qui nous a dit d'un ton rageur : « Vous pouvez les saluer, vos libérateurs ! En voilà qui ne vous libéreront toujours pas ! ». Nous n'avons pas répondu et après une minute de silence, nous avons repris sans mot dire notre service. La foule était énorme. La consigne était formelle, défense de laisser approcher, même ceux qui apportaient des fleurs... Sans cette interdiction les cercueils eussent disparu sous les fleurs...

Le gendarme, baissa la tête, puis :

« Pauvres gosses ! C'est dommage tout de même de venir mourir si loin de leur pays ! »

Paris, 4 octobre 1943

Les attentats et les actes de sabotage se sont multipliés ces derniers temps en France. En représailles, cinquante terroristes, convaincus d'ac-

tes de sabotage et de terrorisme, ont été fusillés le 2 octobre 1943 sur l'ordre du Hoherer S. S. und Polizeiführer.

Paris, 7 octobre 1943

Environ cent cinquante mille réfractaires à la déportation pour le travail en Allemagne se sont réfugiés dans les forêts et les montagnes. Il s'agit de les ravitailler. Il s'agit aussi de venger ceux qui ont été livrés aux autorités par des gendarmes, des policiers, tenus pour trop zélés. En conséquence, les attentats se multiplient. Voici le bilan d'hier :

Besançon : Dix terroristes tuent un gendarme.

Dans la Drôme : Trois bandits armés attaquent une mairie et raflent les tickets d'alimentation.

Gien : Deux débits de tabac sont pillés par cinq bandits armés.

Niort : Un engin explose devant le domicile du chef de la Sûreté. D'autres attentats, plus graves, se produisent dont les journaux ne parlent pas. Par exemple la destruction, par explosifs, de la centrale électrique de Châlons-sur-Saone, dont 80% de la production était utilisée en Allemagne et la centrale électrique du Creusot, qui immobilisera pour dix-huit mois, cette fabrique d'armes, la plus importante de France.

Il semble bien que la série noire des assassinats politiques, à Paris, n'est pas close et que celle des représailles ne soit pas non plus près de l'être.

Paris, 8 octobre 1943

En conséquence des attentats terroristes qui se multiplient, les tribunaux de guerre allemands ont condamné à mort quarante-six terroristes ou communistes. Les journaux annoncent laconiquement que les condamnés ont été exécutés.

Paris, 31 octobre 1943

La situation, depuis un mois, demeure sensiblement la même, mais avec cette aggravation que chaque jour qui passe alourdit un peu plus la misère des uns, la pauvreté des autres et le dénuement de tous.

En cette fin d'octobre où le vent est aigre et la pluie glacée, des femmes vont par la ville les jambes nues, sur des semelles de bois que des cordons, voire des ficelles, attachent à leurs pieds. Des malheureux, aux abords des boulangeries, vous demandent un morceau de pain ou un ticket qui leur permettra d'en acheter. Le peuple souffre du froid et de la faim. Insuffisamment vêtu, sous-alimenté, il n'a plus de défense contre le froid. Comme pour rendre plus vives, plus amères,

leurs souffrances, il y a les mauvais riches, les mauvais marchands qui vendent hors de prix tout ce qui se mange ; il y a ceux de la bande noire qui vendent aux Allemands les trésors artistiques amassés, conservés pieusement dans les familles depuis des générations. Ces gens raflent des millions qu'ils dépensent de façon scandaleuse. Mais les braves gens, j'entends ceux qui ne s'enrichissent pas du désastre de leur pays, conservent une confiance admirable, attendent avec une foi inébranlable l'heure de la libération. Sans doute se disent-ils que la patience a des bornes et qu'elles seront atteintes le jour du départ des Allemands. Ce jour-là il est à croire qu'il y aura de terribles règlements de compte : malheur aux mauvais riches.

Pour rendre la situation plus atroce, voilà qu'une terrible épidémie de poliomyélite, de paralysie infantile pour parler comme tout le monde, s'est abattue sur Paris. Cette affection est d'autant plus terrible qu'on en est encore à en chercher le remède.

Paris, 2 janvier 1944

Les attentats terroristes, en ces trois derniers mois, se sont multipliés. Ils se produisent maintenant à la cadence de dix par jour. Chaque fois, des gens connus pour sympathiser avec les autorités sont frappés. Les exécutions se produisent

avec une audace, un sang-froid qui déconcertent. Des rumeurs sinistres courent dans le peuple. Si ces rumeurs se matérialisent, on peut craindre une guerre civile dont les horreurs laisseront loin derrière elle les atrocités de la Vendée.

Les Anglo-Américains sont venus au-dessus de Paris le 31 décembre. Ils ont copieusement arrosé de bombes certaines localités de la banlieue, dont Bécon, Courbevoie, Ivry. Les dégâts sont énormes. On compte plus de 250 morts et 300 blessés. Comment a réagi la population parisienne ? Il est trop tôt pour le savoir, mais il est certain que la réaction est de plus en plus forte à chaque bombardement.

Paris, 2 avril 1944, dimanche des Rameaux

En gare d'Ascq, village de la région de Lille, un train de Waffen SS déraile. La locomotive et le fourgon sautent des rails. Personne n'est blessé. Les soldats allemands descendent du train, armés de mitraillettes. Ils tuent le chef de gare, son adjoint, le garde-champêtre. Ils rassemblent les personnes attirées par les détonations et les cris des victimes. Comme à leur gré ce n'était pas assez, ils pénètrent dans les maisons et en font sortir les habitants. Ils ont ainsi composé un groupe de vieillards, de femmes et d'enfants. Ils les poussent à coups de crosse vers la gare et, en vue de la locomotive déraillée, ils les fusillent. Le

curé du village, venu pour donner l'absolution « in extremis » à ceux qui vont mourir, arrive trop tard : les victimes sont mortes. Mais les soldats ne sont pas encore satisfaits : ils fusillent le curé dans le dos. Des victimes gémissent encore : ils les achèvent à coups de revolver ou leur défoncent la tête à coups de crosse. Pas un journal ne cite ce fait certain.

Paris, 21 avril 1944

Paris a subi cette nuit un bombardement qui a dépassé en durée et en intensité ceux qu'il a subis jusqu'ici. Commencé à minuit, il n'a pris fin qu'à deux heures. La lumière bleu pâle des projecteurs à grande puissance, cherchant au ciel les étoiles filantes que sont les avions, les fusées éclairantes, les obus qui éclatent en pluie d'or, dispensaient un spectacle d'une rare beauté, orchestré par les détonations métalliques de l'artillerie et les déflagrations graves et puissantes des bombes. A certains moments, l'éclairage était aveuglant et le déplacement d'air si grand que le battement des fenêtres et des portes chez moi, donnait l'impression d'un roulement de tambour. Le passage des escadres d'avions au-dessus de Paris était comparable à celui d'un train — d'un train dont on apercevait de temps à autre, un wagon tomber en flammes.

A chaque rafale de l'artillerie allemande, mon chat, pelotonné sur mes genoux, se raidit, miaule sourdement et m'enfonce ses griffes. L'opération, qui a porté sur la gare des marchandises de Lachapelle, a duré deux heures. Les résultats obtenus sont énormes. Le nombre des tués et des blessés, en tout, dépasse un millier. Personne n'a eu le temps de se rendre aux abris : le bombardement a commencé avant que la Défense eût sonné l'alerte. Des caves où ils se sont réfugiés, des malheureux sont enfouis sous les décombres d'immeubles démolis, de maisons soufflées, abattues par le déplacement d'air. On entend leurs appels : les sauveteurs se portent à leur secours, mais il faudra plusieurs jours pour les atteindre. Il est à craindre que plusieurs ne succombent avant qu'on ne parvienne jusqu'à eux.

Paris, 2 juin 1944

Les bombardements aériens, depuis trois semaines, se multiplient et, naturellement, les dégâts augmentent. La liste des tués et des blessés, leur corollaire, s'allonge terriblement. Les raids de la seule journée de la Pentecôte ont coûté plus de cinq mille morts à la France. On peut se demander si les résultats obtenus par ces opérations sont d'une telle importance tactique qu'ils permettent de négliger la marée montante des colères.

La propagande allemande souffle très habilement sur le feu. Dans une note publiée par ses gazettes, elle exhorte la population à maîtriser sa légitime colère et à ne pas lyncher les parachutistes qui tombent ou les aviateurs qui atterrissent. Or, en toute justice, il n'est nullement question d'exécuter sur place ou simplement de malmenier les aviateurs alliés. La preuve en est qu'il y a quelques jours à peine la Kommandantur rappelait encore à la dite population de France qu'il est interdit sous peine de mort d'accueillir ces mêmes hommes qu'on l'exhorte aujourd'hui à ne pas massacrer.

Toutefois, il est certain que les Français commencent à trouver que le débarquement tarde. Certains vont jusqu'à dire que pour peu que les bombardements continuent, le débarquement sera sans objet puisqu'il n'y aura plus en France que des décombres et des morts. Mais ne nous frappons point. Tenons compte de la vivacité, pour ne pas dire de l'exagération française d'expression, et attendons avec flegme les événements, c'est le plus sage.

Paris, 6 juin 1944

Les opérations de débarquements dans l'estuaire de la Seine ont commencé de se dérouler à partir de minuit. Ce matin, de façon inexplicable, les Parisiens en sont informés. Cela se voit à leurs yeux, hier sombres et abattus, qui pétillent.

Leur sourire me dit leur joie qu'ils ont peine à contenir. Enfin ! le grand jour est levé ! Son attente a été longue : 1 444 l'ont précédé ! Mais pour douloureuse qu'ait été l'attente, elle n'a pas usé leur courage qui demeure entier.

Le courant électrique, depuis quelques jours, est coupé pendant la journée. Ainsi les postes de radio sont morts, et les mauvaises nouvelles pour les Allemands, celle, par exemple, de la prise de Rome ; celle qu'une large brèche a été percée au mur de l'Atlantique, ne peuvent se répandre. Toutefois, pour permettre aux Parisiens de se coucher, la Wehrmacht rétablit le courant de dix à onze heures. Il n'en a pas fallu davantage pour que, ce soir, les événements de la journée soient connus.

Le maréchal Pétain, Pierre Laval, à dix heures, du poste de Radio-Vichy, se sont adressés au peuple de France. L'un et l'autre lui ont donné des conseils de soumission et de lâcheté. Le premier fut piteux, le second fut lamentable. Ni l'un ni l'autre ne seront écoutés. Le peuple de Paris observe les consignes de Londres. Pour le moment il est impassible, mais il attend avec une impatience frémissante celle qui lui dira enfin que le moment est venu de se lever...

Paris, 10 juin 1944

Les communications de Paris avec le Nord, la Normandie, la Bretagne sont coupées : les

fruits, les légumes, le poisson, la viande n'arrivent plus. Depuis hier on se bat aux portes des magasins d'alimentation. Les batailles, hélas ! ne procurent aux ménagères que des horions à manger. Il ne reste plus que du pain, des pâtes, des biscuits de soldat et des haricots secs prélevés sur les réserves alimentaires constituées par l'administration. Celles-ci, c'est à prévoir, seront bientôt épuisées. Alors ?

Alors les Parisiens, dont le courage ne se dément pas encore, ont confiance que l'actuelle période ne se prolongera pas et qu'avec la liberté, les Alliés leur apporteront bientôt de quoi manger. Que Dieu les entende ! sinon, la famine finira par avoir raison de ceux que les obus et les bombes n'auront pas tués. Mais la confiance des Parisiens dans l'arrivée prochaine de leurs libérateurs ne modère en rien leur exagération contre les grigous du marché noir qui les exploitent affreusement. Les ménagères montrent du doigt les boutiques où les riches achètent les quelques produits alimentaires qui arrivent encore, à des prix exorbitants. Dans certains restaurants, on mange à deux mille francs par tête et par repas. Les pauvres gens le savent et leur colère grandit.

La tourmente de 93 connut les tricoteuses ; 71 eut les pétroleuses. Le Paris de 44, promis à de terribles règlements de compte le jour de sa libération, verra-t-il auparavant les saccages de ses furieuses bandes d'affamés ?

Paris, 25 juin 1944

Mon balcon est un poste d'observation d'où, plusieurs fois par jour, je vois passer dans le ciel les avions que les pièces de défense encadrent de flocons cotonneux. Cet après-midi, deux de ces navires de l'air, naviguant cap au Sud, ont été atteints devant mes yeux. Le premier, tout à coup, donna de la bande, descendit en tire-bouchon, laissant dans sa verticale un épais nuage. L'autre eut un soubresaut, tourna sur lui-même et prit feu. Ces drames, hélas ! fréquents, laissent aux spectateurs une impression affreusement pénible. A ce spectacle, j'ai vu des hommes pâlir, faire effort pour parler et n'émettre que des sons rauques, des femmes pleurer, gesticuler, courir çà et là, complètement affolées.

Sans doute les aviateurs ont-ils, lorsque se produit la catastrophe, la ressource de sauter par-dessus bord en parachute, si, du moins, ils en ont le temps. Sans doute atterrissent-ils à peu près vivants, à moins que ceux qui les guettent d'en bas ne les tirent au vol ou ne les achèvent à coups de crosse, par terre, s'ils ne sont que blessés.

Un aviateur canadien-français, cette semaine, est tombé sur le toit du cinéma Gaumont, à Montmartre. Il réussit à gagner l'immeuble voisin où il pénétra par une lucarne. Une femme le recueillit : il était sauvé ! Mais des employés du cinéma, pour toucher la prime — les trente deniers de Judas — coururent donner à la police allemande, la Ges-

tapo, les indications nécessaires. Le pauvre gars fut pris et la femme qui l'avait recueilli, le fut aussi. Disons de suite que son compte est bon : le mur, l'exécution, car la loi militaire allemande, sur ce point, est formelle. Quant à l'aviateur, il fut emmené, personne ne sait où. Mais tandis qu'on l'emmenait, la foule lui fit une ovation et faillit même faire un mauvais parti à la police militaire qui réussit tout de même à le garder, ayant reçu en temps opportun des renforts.

Paris, 28 juin 1944

Paris, aujourd'hui, n'a plus grand'chose à manger. Vraisemblablement, il en aura encore moins demain. Depuis le débarquement des Alliés en Normandie, il n'y a plus ni viande, ni poisson, ni matières grasses, ni légumes. Les entrepôts de vivres de réserve ont été vidés par l'intendance allemande. Les privations que subit la population parisienne sont pénibles, mais son courage ne se dément pas. Elle sait que la prise de Cherbourg ne tardera guère et son enthousiasme est si grand qu'elle a peine à conserver son calme. Des gens que je ne connais pas me sourient, me saluent au passage, me disent sur un ton joyeux : « Qu'importe si on se met la ceinture : ne seront-ils pas ici bientôt ? »

Mais les germanophiles, pour si peu nombreux qu'ils soient, ne désarment pas encore. L'article

suivant, paru dans Paris-Soir, donne une idée de leur mentalité. A la disposition de ceux qui douteraient de son authenticité, je tiens le journal dans lequel il a paru :

« Tous les Français de Normandie sont unanimes dans le jugement qu'ils portent sur l'invasion : Ce n'est plus une guerre, disent-ils, c'est de la sauvagerie ».

« Sauvagerie, les attaques aériennes à basse altitude, contre les hôpitaux de campagne, les ambulances, les voitures de la Croix-Rouge, dont l'insigne, loin de préserver la souffrance, semble toujours attiser le délire meurtrier de brutes assurées de l'impunité. Car il n'est pas d'usage, que je sache, d'affecter la D.C.A. à la protection des centres sanitaires.

« Sauvagerie, les attaques aériennes à basse altitude de nos villages à de grandes distances du front de bataille. Plusieurs cités sont rayées de la carte. On en a énuméré, à maintes reprises, dont il ne reste, littéralement, plus pierre sur pierre. Tout le sol a été labouré en profondeur. La population a été volatilisée : on ne trouve même plus de cadavres, mais des débris sanglants, tout ce qui reste des disparus. Comprenez-vous bien maintenant la signification actuelle de ce mot ? Disparu, cela veut dire, en Normandie, qu'on ne retrouve plus rien de vous, que votre corps a été anéanti, dispersé aux quatre vents du ciel, abîmé dans le néant...

« Sauvagerie, les attaques des aviateurs ennemis qui mitraillent, sur les routes, le cycliste qui pédale pour échapper à l'enfer, la vieille grand'mère qui pousse devant elle le landau où vagit un nouveau-né. Cela ne doit tout de même pas ressembler à un tank, la voiturette où dort un bébé...

« Sauvagerie, la destruction du bétail dans les prairies. Il appartenait bien à nos paysans, personne ne l'avait réquisitionné, personne n'en contestait la possession aux hommes de notre terre !

« Guerre atroce, crime abominable et cent fois pire que tout ce que nous avons annoncé dans nos jours de plus sombre pessimisme ! Mais tout crime doit être châtié. Et le châtiment est en route. Il faut que les criminels payent, et que l'expiation soit à la mesure du forfait. Tel est le cri de vengeance qui s'élève, de toutes parts, du sol de la patrie martyrisée. Oui, vengeance ! Camarades allemands, faites-les payer ! »

René MARTEL

Paris, 29 juin 1944

Philippe Henriot, ministre de l'information et de la propagande, a été exécuté, dans sa chambre, ce matin, sous les yeux de sa femme. Philippe Henriot était le chef d'orchestre qui commandait

à tous les aboyeurs de la presse allemande, publiée en français. Sa mort n'a surpris personne.

— Enfin, justice est faite, disent les Parisiens.

Paris, 1er juillet 1944

Le service de la propagande allemande a eu cette abominable trouvaille : faire huer, dans la rue, des prisonniers anglo-américains, photographier la scène et la reproduire dans ses journaux. La photographie ne ment pas. Que dire à cela ? Simplement ceci : L'attroupement qui a hué les prisonniers était composé d'affidés allemands, de Français (hélas ! il y en a) acquis aux Allemands. Les Parisiens, dont le cœur et les sentiments ne changent pas, n'ont en rien participé à cette honteuse affaire.

Ce que la photographie ne montre pas, ce sont les braves gens qui, de leurs fenêtres, jetaient des fleurs et acclamaient nos gars. Les miliciens de Darnand qui encadraient nos braves réduits à l'impuissance, menaçaient de leurs mitraillettes, ceux qui, de leurs fenêtres, acclamaient les prisonniers.

Paris, 30 juillet 1944

Les services du Métro sont supprimés le dimanche, et tous les cinémas, théâtres, cafés-

concerts sont fermés, le courant n'est donné que le soir à dix heures et demie ; il n'y a plus de gaz qu'une demi-heure le midi et autant le soir, et encore y en a-t-il si peu que les Parisiens ne peuvent faire cuire leurs aliments. Ces restrictions ont pour objet l'économie du charbon.

Les cafés, brasseries, magasins, sont fermés trois jours par semaine, et les boulangeries une semaine sur trois. En plus, comme elles manquent de bois pour cuire le pain, une journée sur deux. La ration de vin de juillet est supprimée. La viande, les œufs, le beurre et la graisse manquent. Il est à craindre que la farine ne manque bientôt.

Les femmes se promènent sans bas et, de plus en plus nombreux, sont les hommes qui n'ont pas de chaussettes dans leurs souliers. A raison du manque de savon et de préparations détersives, les blanchisseries, les lavoirs sont fermés et les ménagères ne peuvent plus faire leur lavage chez elles. Cela se voit de plus en plus sur les passants. Les Parisiennes, les Parisiens, jusqu'ici si coquets, si soignés de leur personne, sont sales et négligés.

Signalons pour mémoire que malgré leur misère, leurs souffrances, les privations très dures qu'ils subissent, le courage des Parisiens ne se dément pas. Leurs sympathies demeurent les mêmes. Leurs espoirs aussi. Ils ont appris avec un immense soulagement que les Alliés leur apporteront des vivres et que déjà, en Normandie, ils en mettent de côté pour eux. Une jeune maman

qui sait sans doute que je suis ressortissant britannique, m'a demandé :

— Apporteront-ils du lait pour les marmots ?

— Bien sûr, ai-je répondu sans l'ombre d'une hésitation.

J'ai regardé celui qu'elle avait dans les bras : il avait l'air d'un petit vieux et sur la figure, des signes qui ne permettent guère de douter que le pauvre petit sera mort de misères, de privations, mort de faim, pour dire le vrai mot, avant que n'arrive le lait de chez nous. Il semble qu'un instinct, celui de la mère, l'avertisse de ce qui arrivera bientôt.

— Que Dieu vous entende ! dit-elle.

Lorsqu'elle relève la tête qu'elle a penchée sur son pauvre petit pour le voir de plus près, ses yeux sont remplis de larmes...

*

*

*

Par roulement, les boulangeries ferment une semaine sur deux. Les blanchisseuses, n'ayant plus de savon, ne peuvent plus laver le linge. La bière manque dans les épiceries et la ration hebdomadaire de vin est réduite à un demi-litre. La ration de viande pour une quinzaine consiste en un morceau de viande grand comme une carte à jouer et à peine plus épais. L'autorité avise les Parisiens

de faire des provisions d'eau en vue d'événements sur la nature desquels elle n'insiste pas. Pour faire leur cuisine, les Parisiennes n'ont plus de gaz qu'une heure le matin, deux le midi et une heure le soir. Les bombardements aériens se succèdent à la cadence de plusieurs par jour et par nuit, et chaque fois il y a des dégâts matériels, des tués et des blessés.

Doivent être déclarés à la Préfecture de la Seine, service du logement, 2, rue Pernelle, les locaux vacants, non loués ou inoccupés, ou occupés de façon intermittente ; les locaux habités précédemment par des Juifs qui en ont été expulsés et dépossédés de leurs meubles. La préfecture verra à y installer des sinistrés pour une période indéfinie. Il n'est pas précisé que ces sinistrés proviendront uniquement des villes françaises bombardées.

Le pain qui, ces derniers temps, était redevenu presque blanc, est redevenu presque noir et à peu près immangeable. Dans les hôpitaux, les médicaments manquent, les malades crèvent la faim, en sorte que ceux qui échappent aux chirurgiens succombent à la famine : le pourcent de la mortalité est énorme. Bientôt, les anesthésiques manqueront aussi et on opérera à vif. Déjà on parle de vivisection, avec tampon de coton dans la bouche pour empêcher les patients de hurler et de se broyer les dents. Espérons que les événements attendus se dérouleront assez vite pour prévenir ces horreurs.

Paris, 2 août 1944

Le R. P. Corentin Cloarec, vicaire du couvent de Paris, définitiveur provincial de l'Ordre des Franciscains, a été abattu à coups de revolver par la police allemande, le 28 juin 1944, dans le cloître du couvent de la rue Marie-Rose, à Paris.

Le 10 juin 1944, les SS ont anéanti le bourg de Oradour-sur-Glane, situé à 21 kilomètres de Limoges. Ils ne se sont pas contentés de détruire les maisons ; ils ont massacré tous les habitants (sauf 7 ou 8 qui ont réussi à s'échapper), hommes, femmes, enfants, soit environ 700 personnes. Sans donner d'explication, les soldats de la division « der Führer » ont, comme dans tant d'endroits, contraint, non sans brutalités, tous les habitants du village, y compris malades et infirmes, à se rassembler sur la place. Sous les yeux des mères, des femmes et des enfants horrifiés, ils ont fait sortir du rang tous les hommes et, par groupes de 20 environ, ils les ont fusillés devant une grange voisine. Après quoi, ils obligèrent le reste de la population à pénétrer dans l'église. Fouillant les maisons pour s'assurer qu'il n'y restait personne, ils allèrent jusqu'à tirer de son lit une accouchée de 8 jours et transportèrent derrière elle le berceau où reposait le nouveau-né. Dans l'église, ils forcèrent la porte du tabernacle et profanèrent l'autel. Ils arrosèrent les maisons de produits incendiaires et placèrent au centre de l'église une grande caisse et fermèrent les portes de l'église.

Bientôt, toutes les maisons du village flambaient, et la caisse, au centre de l'église, explosait. A son tour l'édifice flamba, et les malheureux, à l'intérieur, furent brûlés vifs. Pendant des heures, on entendit leurs cris effroyables.

(Témoignage Chrétien, No 11)

Paris, 7 août 1944

La gorge serrée d'émotion, retenant leur souffle, les Parisiens, bravant la Gestapo, écoutent chaque soir les voix amies portées sur les ondes. Celles de Londres, d'Alger, de New-York, hier, leur ont appris que les chars américains, sur cent kilomètres de front, foncent à toute allure entre Alençon et le Mans, qu'ils ne sont plus qu'à deux cents kilomètres de Paris, que l'avalanche alliée, ayant déferlé sur la Bretagne, menace la Loire, que dans quinze jours une armée française, parfaitement équipée, ira rejoindre les dix mille parachutistes déjà débarqués en France, que la libération de la capitale est une affaire de quelques semaines et ne marquera pas un temps d'arrêt de la marche sur Berlin.

Mais ils savent aussi que les médicaments, les articles de pansement manquent ; que le lait n'arrive pas, que les mamans, épuisées par le manque de nourriture, n'en ont plus et que, chaque jour, des bébés meurent de faim. Ils savent encore que

les Allemands ont ordonné le transport de la récolte, de toute la récolte de France en Allemagne, et que, bientôt, pour peu que tardent les libérateurs, ce sera leur tour de mourir.

Rendons à la population parisienne cet hommage mille et mille fois mérité qu'elle supporte ses souffrances avec le plus grand courage, sans se plaindre, sans perdre le sourire, ce qui est difficile. L'espoir de la libération transfigure les Parisiens qui mettent de la coquetterie à dissimuler sur leurs traits amaigris, les traces de leurs privations. Cela, les Allemands le sentent et ne s'en consolent point.

Paris, 8 août 1944

Les mêmes causes produisent les mêmes effets. Les mêmes causes, ce sont : la supériorité en qualité, en puissances et en quantité du matériel de guerre, le découragement que sa mise en action provoque chez l'ennemi. Les mêmes effets, se sont : l'effondrement de l'armée française en 1940 et celui de l'armée allemande en 1944. A retenir toutefois que l'effondrement de la première, en 1940, se produisit dès son entrée en campagne, et que celui de la seconde ne se manifesta qu'après sept ans de guerre. N'importe, il se produit et c'est l'essentiel.

En 1940, les Allemands pratiquèrent en France la tactique de l'eau qui s'infiltre par toutes

les pentes. Les Anglais, les Américains et les Canadiens y pratiquent aujourd'hui celle de l'avalanche qui déferle sur toutes les routes.

En 1940, les soldats français, à peu près uniquement armés de leurs flingots, à peine flanqués de quelques chars légers, ne purent résister aux énormes chars allemands de dix tonnes. Mais les Allemands, aujourd'hui avec leurs chars tigres et leurs panthères, ne peuvent résister aux mastodontes anglais et américains de cent tonnes et les « panzern divisionen », les « waffen SS. » eux-mêmes, ne peuvent tenir devant les Canadiens.

Le métro est fermé le dimanche. En semaine, le service est interrompu de onze heures à treize heures et les trains s'arrêtent à dix heures du soir. Restriction supplémentaire exaspérante : la sortie de Paris à bicyclette est interdite.

Paris, 17 août 1944

A raison de la disette de charbon, on commence aujourd'hui à fermer le réseau gazier de Paris. Cette disette de combustible, faut-il le dire, résulte de la guerre et remonte assez loin. Le 21 avril, la Chapelle était bombardée : les usines du Landy et de la Villette, de la Société du Gaz de Paris, étaient touchées. Le réseau de distribution était désorganisé, quatre canalisations maîtresses sur cinq étaient coupées. Depuis, chaque bombardement de la région parisienne provoqua des cou-

pures de canalisation, chaque bombardement réduisit la capacité ferroviaire, immobilisa des centaines de wagons. Chaque bombardement détruisit plus ou moins une usine à gaz.

Or, ces résultats des bombardements aériens, on s'efforça de les cacher. Aujourd'hui, il faut bien les faire connaître, pour expliquer à la population parisienne, l'échéance pénible devant laquelle elle se trouve. Elle n'aura pas la ressource de cuire ses aliments à l'électricité, puisque le courant n'est donné que de dix heures et demie du soir à minuit. Quant au bois, il n'y en a pas. Mieux vaut ne pas parler du pétrole : seuls les véhicules militaires allemands en ont encore...

Mais ne nous perdons pas dans l'amertume des commentaires, tenons-nous-en aux constatations strictes des faits. Aujourd'hui et demain, les 90 000 branchements industriels et commerciaux seront fermés. Au cours des journées des 18, 19 et 20 août, les 60 000 robinets qui commandent l'accès du gaz aux colonnes montantes des immeubles parisiens d'habitation seront également fermés.

— Pour combien de temps, se demandent les ménagères à juste titre angoissées ?

— Pour quelques jours seulement, leur fait comprendre le grondement du canon que l'on entend de façon presque ininterrompue.

— Pour quelques jours à peine, précise la radio de Londres. Hier, nous avons libéré Orléans, Chartres, Dreux.

— Les avant-gardes américaines sont passées ce matin à Uri, qui est en bordure de la forêt de Fontainebleau, a murmuré ce matin, une voix au téléphone...

— J'ai le ventre creux, m'a dit ce matin un ami, mais mon cœur se gonfle de joie : ça lui fait de la place !

Cet ami exprimait le sentiment général des Parisiens : leurs visages pâlis par les privations s'illuminent de joie. Si bien que Paris, en dépit de ses souffrances et de sa misère, prend un air de fête.

Rue du Cherche-Midi, à proximité du boulevard du Montparnasse, une voiture fermée est rangée le long du trottoir. Des passants constatent que du sang en dégouline sur le pavé. On ouvre la porte de la voiture : cinq cadavres encore chauds s'y trouvent. Le chauffeur a disparu. Les pompiers viennent prendre la voiture en remorque. S'agit-il d'une exécution de la Gestapo ou des gars de la résistance ? La police étant en grève, les journaux de Paris ne paraissant pas, on ne sait. On n'en saura peut-être jamais rien.

Assisté au transfert des prisonniers du Cherche-Midi, la prison militaire. Ces malheureux, véritables loques humaines, faisaient peine à voir. Quelques-uns, condamnés à un an, étaient libérés, remis par les autorités d'occupation, à leur famille ou à leurs amis venus les chercher. Leur état de misère physique était tel qu'ils n'auraient pu marcher. D'autres contre lesquels pesaient les accu-

sations les plus graves (sabotages, propagande gaulliste, etc.) avaient été fusillés. Enfin, le gros des détenus étaient enfournés dans des camions qui partaient à grande vitesse vers une destination inconnue.

Les Allemands déménagent ! Les premiers à partir ont été les civils : fonctionnaires rattachés aux services d'occupation. Cela s'est fait en douceur, de façon à ne pas attirer l'attention des Parisiens. Puis ce furent ces demoiselles les *Schwes-tern* qui sont les téléphonistes de l'armée, assimilées à des sous-officiers, puis les archives des états-majors. Pendant huit jours, des camions ont vidé des bureaux militaires allemands installés au sénat, puis le personnel civil a été licencié, les officiers sont partis. Les hôtels, les maisons meublées voient partir les sous-officiers à pleins camions et les affiches allemandes qui en interdisaient l'approche aux Parisiens disparaissent rapidement. Les boulevards qui descendent vers la Seine sont encombrés de véhicules militaires camouflés de vert et de brun, se dissimulant sous des branchages, et se dirigeant à folle allure vers la rive droite pour se concentrer place de la Concorde. N'oublions pas que la rue Lafayette est la route de l'Allemagne et s'amorce au boulevard Haussmann, à deux pas de l'Opéra...

Les Parisiens les regardent passer avec des sourires ironiques, leur souhaitent bon voyage en des formules qui ne manquent pas de gaieté. Mais tous se taisent au passage des voitures d'ambu-

lance remplies de blessés. Celles-ci ne suffisent d'ailleurs plus : des camions, bâches fermées, chargés de blessés, passent lentement. L'attitude digne des Parisiens dit leur respect pour ceux que le destin a touchés, qui ne sont plus que des malheureux qui souffrent et dont certains vont mourir de blessures atroces...

CINQUIÈME PARTIE

DAVID ET GOLIATH

Paris, 17 août 1944

Paris subit aujourd'hui la grève générale. Les sergents de ville ont disparu, la préfecture de police ne répond plus et les commissariats de police sont fermés. Pendant quatre ans, j'ai dû, chaque jour, apposer ma signature sur le registre de police. Un inspecteur, hier, m'a libéré de cette astreinte. Les ressortissants britanniques rencontrés aux abords du commissariat, relevés également de leur obligation, ne pouvaient se tenir de manifester leur joie.

*

*

*

— Les sergents de ville ayant reçu l'ordre de partir à Nancy, ont suivi le conseil de la radio de Londres, obéi à la consigne du comité de la Résis-

tance : ils se sont mis en grève. Les inspecteurs ont suivi, m'a dit un secrétaire de commissariat.

— Espérons, a-t-il dit, que cette situation ne se prolongera pas, car si un attentat se produit avant le départ des Allemands, leur réaction sera terrible.

Jusqu'ici, heureusement, il ne s'est encore rien produit.

Les bureaux de poste sont fermés : lettres et télégrammes ne partent plus. Ce matin, à la première heure, le téléphone fonctionnait encore. Hier soir, le courant a été donné à dix heures et demie, comme d'ordinaire, mais il a été coupé après la transmission radiophonique des nouvelles de Londres. Ce matin, les ordures ménagères n'ont pas été enlevées. Il fait très chaud (40° Centigrade, soit 105° Fahrenheit) et le danger d'infection est certain, pour peu que cette incurie se prolonge.

Les trains ne partent plus et la sortie de Paris est interdite aux cyclistes. Les vivres se font rares et la moitié des boulangeries sont fermées. Le gouvernement a ordonné la fermeture des restaurants. Pour suppléer au manque de moyens de cuisson des aliments, ceux-ci seront distribués d'ici quelques jours par certains centres de répartition aux consommateurs. On m'a fait connaître à la mairie l'endroit où je devrai aller chercher mes repas tout cuits, sans viande, sans poisson, sans œufs, sans matières grasses et sans sucre.

— Ohé ! la vie est belle, s'est écrié un Parisien devant l'établissement des rations de mon quartier. Ohé ! la vie est belle ! Puis, un peu calmé par cette explosion d'enthousiasme, il a gaiement chanté :

— On la crève, c'est certain, mais on s'en fout, bientôt vont arriver les Américains !

Puis, suivant à la lettre le conseil de la fourmi à la cigale de la fable, il se mit à danser.

Les passants s'arrêtent pour lire des affiches qui appellent au meurtre les scélérats du marché noir qui ont gagné des millions en affamant le peuple. Les communistes s'affirment de plus en plus ouvertement devant ces affiches. Ils se répandent en menaces terribles contre les affameurs du peuple, les scélérats du marché noir, en propos qui ressemblent étonnamment à ceux des bolcheviks de la première période. Mais écoutons-les de sang-froid et ne nous frappons pas : chien qui jappe ne mord pas. L'Histoire nous enseigne que souvent la colère des Parisiens s'est dépensée en paroles.

Des affiches apprennent aux Parisiens qu'à partir de ce soir, le couvre-feu est fixé à onze heures. Quiconque contreviendra à cet arrêté s'expose à des peines sévères.

A dix heures et demie, le courant est donné. Un quart d'heure après, il est coupé. Les Parisiens ont eu juste le temps d'entendre à la radio, les nouvelles de la guerre. Les électriciens, de toute évidence, sont aussi en grève.

Paris, 18 août 1944

Des voitures munies de hauts-parleurs passent et repassent dans les rues. Elles font savoir qu'à partir de ce soir, le couvre-feu est fixé à neuf heures. Il est précisé que les patrouilles allemandes tireront sans sommation sur les passants après cette heure. L'autorité occupante a dû recourir à ce moyen de faire connaître son arrêté à la population parce que les journaux ne paraissent pas et que les imprimeries sont fermées. Seules, continuent à tourner, les presses au service de la résistance. A en juger par les affiches contenant les consignes du Comité à la population, elles tournent rond et sans arrêt.

On entend le canon presque sans arrêt. Les Parisiens sont dans un état de nervosité extrême. A raison de la grève générale, ils se répandent en grand nombre dans les rues. On reconnaît les agents de police en civil qui se promènent par groupes, lisent les affiches de la résistance. Ils se gardent d'intervenir lorsque des cris de mort à l'adresse des affameurs sont lancés par les communistes. De toute évidence, il y a, comme on dit, de la poudre dans l'air.

— Est-ce pour aujourd'hui le soulèvement général ?

J'ai l'impression que le moindre incident, la moindre échaffourée, mettrait le feu aux poudres, déclencherait l'embrasement général de la ville.

Sur les boulevards, le défilé des voitures d'am-

balance, des camions remplis de blessés, que protègent à peine contre le soleil ardent, les bâches baissées, continue. J'ai profité d'un engorgement de la circulation pour me faufiler tant bien que mal auprès de l'un de ces camions. Du sang noirâtre en dégoulinait sur la chaussée et, de l'intérieur, un sourd gémissement, un gargouillement comparable à celui d'une bouteille qui se vide, se faisaient entendre. Dans la cabine : le chauffeur et deux infirmiers visiblement harassés étaient affalés, débraillés, en sueur. L'infirmier qui était près de la porte du camion redressa tout à coup la tête et ouvrit des yeux bleu pâle, hébétés de fatigue.

— Ich bin Kaputt, murmure-t-il (je suis fini).

Je constatai qu'une mousse rougeâtre lui venait aux lèvres à chaque parole...

— Krieg ist Krieg (la guerre est la guerre), murmurai-je à mon tour en regagnant le trottoir.

*

*

*

Une échauffourée se produit boulevard Bonne-Nouvelle, à proximité de la rue Saint-Fiacre, en face de l'établissement connu, La Brioche de la Lune. C'est la première. D'autres suivront-elles ?

Paris, 19 août 1944

A la première heure, les gardiens de la paix en civil envahissent la Préfecture de Police, postent des factionnaires aux portes et se barricadent dans l'immeuble, particulièrement dans les caves. Les formations allemandes motorisées qui continuent à évacuer Paris, passent devant la Préfecture. Les agents barricadés dans les caves tirent sur les camions-citernes et les camions de munitions. Ceux-ci sautent avec des détonations que l'on entend de Montparnasse. Les Allemands ripostent. De part et d'autres, il y a des blessés, des tués en assez grand nombre, paraît-il. Les Allemands ont de l'artillerie : les agents n'ont que des fusils et des mitraillettes. La partie ne sera pas égale si les Allemands veulent s'en donner la peine.

Des voitures munies de hauts-parleurs sillonnent la rue. Elles font entendre l'appel suivant :

« En raison de la promesse faite par le haut commandement allemand de ne pas bombarder les immeubles occupés militairement par les forces françaises, il est enjoint à la population par le gouvernement français, le Comité Français de la Résistance et le nouveau préfet de cesser de tirer sur les forces occupantes ».

Les Parisiens restent bouche bée, ne sachant que penser.

La tournure désastreuse que prend pour la Wehrmacht la bataille de Normandie oblige les

Allemands à évacuer la ville en vitesse. Leurs services auxiliaires comptent, à Paris, 400 000 civils. Le nombre de leurs blessés dépasse cinquante mille. L'aviation alliée ayant détruit les wagons et les voies ferrées, il reste aux Allemands, la route pour s'en aller. En utilisant au maximum sa capacité, elle ne peut livrer passage qu'aux formations motorisées et aux bicyclistes, assez vite pour éviter l'encerclement. Encore l'aviation alliée fait-elle dans ces colonnes, sur la route, d'effroyables massacres, des destructions productives d'embouteillages définitifs. Pour éviter de transformer sa retraite en désastre, le haut commandement allemand a demandé un armistice au Comité de la Résistance. Ainsi s'explique l'avis donné hier à la population par voitures munies de hauts-parleurs.

Mais, selon la rumeur, un autre armistice, ayant le même objet, aurait été conclu entre le haut commandement allemand, le gouverneur général Ollivier, pour le gouvernement d'Alger, le nouveau Préfet, pour le Comité de la Résistance et, pour les Alliés, un général américain dont on ne donne pas le nom. Les Allemands auraient 48 heures pour évacuer la capitale, et les Américains, qui sont aux portes, attendraient leur départ pour y faire entrer leurs forces de police, car Paris aurait été, en outre, déclaré ville ouverte.

Mais les Allemands ont eu le tort de faire sauter leurs dépôts de munitions, ce que ne leur

interdisait pas la convention. Des hommes du Comité de la Résistance, Parisiens à tête chaude, en conclurent que l'ennemi, manquant une fois de plus à la parole donnée, recommençait à bombarder les immeubles occupés par les forces françaises : ils firent feu. Les sergents de ville, toujours barricadés dans la Préfecture, en firent autant : des wagons-citerne, des camions de munitions sautèrent. La bagarre se répandit si rapidement que, en quelques minutes, on s'entretenait près du Palais Royal, place de la Concorde et autour de la Chambre des Députés. Il fallut faire donner en toute hâte le courant électrique, pour transmettre par la radio à la population un nouvel ordre de cesser le feu et remettre en route les voitures munies de hauts-parleurs pour calmer les Parisiens. On parvint ainsi à éviter un embrasement général de la ville. Depuis ces échauffourées sporadiques, des voitures d'ambulance ne cessent de transporter des blessés aux hôpitaux.

Depuis vingt-quatre heures, le grondement du canon, que l'on entendait de façon continue, a cessé. Les avions alliés ne sillonnent plus le ciel. On ne voit pour ainsi dire plus d'Allemands à pied dans les rues. Le drapeau tricolore flotte sur les édifices publics et à de nombreuses fenêtres de maisons particulières. Les camions allemands qui passent sans arrêt ne s'arrêtent pas et les officiers allemands eux-mêmes, dans leur voiture, regardent avec indifférence les trois couleurs françaises. Les Parisiens exultent. Ils croient

à la libération immédiate. Reste à savoir s'ils ont raison de se réjouir. Avec les Allemands, sait-on jamais ?

Rue de Vaugirard, une auto militaire à chenille s'arrête : trois hommes de la Wehrmacht en descendent. Visiblement, ils sont fourbus. Ils vont prendre un verre à côté, sans doute. Ils sont à peine entrés chez le bistro qu'un passant s'arrête et posément tire un coup de revolver dans un pneu, puis un autre : les deux pneus se dégonflent avec un sifflement plaintif. Les soldats allemands accourent :

— Il va, me dis-je, y avoir du vilain. Les Allemands doivent être furieux, car c'est une sale affaire pour eux !

Pas du tout : deux soldats haussent les épaules et le troisième s'esclaffe en constatant le dégât.

— En voilà, me dis-je, qui ne feront peut-être pas de grandes difficultés pour se rendre.

Finalement, les trois Allemands s'en vont, martelant le trottoir de leurs lourdes bottes, et laissent la voiture en plan. Quant au passant, l'homme au browning, il n'a pas attendu, bien sûr, qu'on lui demande des explications : il a filé.

Les Allemands, pendant les vingt ans durant lesquels ils se sont préparés à la guerre, ont souffert de la faim. Aussi ont-ils pour méthode de tout prendre et, lorsqu'ils s'en vont, de ne rien laisser derrière eux. Avant leur départ, ils ont tenté de vider l'entrepôt frigorifique de l'abattoir

de Vaugirard. Les bouchers, tous de la résistance, s'y sont opposés. Il y a eu bataille : les bouchers armés de leurs couteaux, les Allemands de leurs fusils. Il y a eu des corps-à-corps terribles : le sang a coulé. Les Allemands ont eu le dessous et se sont retirés, moins les tués et les blessés qui ont perdu leurs fusils et leurs mitraillettes. Conséquence, chaque Parisien aura demain droit à cent grammes de viande. Ce n'est pas une ration énorme évidemment, puisque cela représente un cinquième de livre, mais pour des gens qui souffrent de la faim, c'est mieux, beaucoup mieux que rien.

Paris, 20 août 1944

Il semble bien que la rumeur d'une convention intervenue entre les Alliés et les Allemands ne soit qu'un bobard auquel, malheureusement, ont cru les Parisiens. Le pis est qu'ils y croient encore. Une convention est bien intervenue, mais entre le Comité de la Résistance et le commandement allemand. Par cette convention, les Allemands se sont engagés à ne pas bombarder les édifices publics occupés militairement par les forces françaises. En conséquence, les Allemands ne bombardent pas les édifices en question, mais ils creusent des tranchées autour et se jettent dedans. Quant aux Parisiens, ils n'ont rien voulu

entendre et ont continué à tirer sur les forces occupantes. La situation est assez confuse et pour la comprendre, quelques indications sont nécessaires.

Les Parisiens continuent à tirer sans rien vouloir entendre et pourtant, la radio française de Londres, au nom du gouvernement d'Alger, leur a enjoint, à maintes reprises, de ne pas devancer les ordres, de conserver leur calme, d'attendre les consignes qui leur seraient données en temps utile. Le Comité de la Résistance, par radio et par voitures munies de hauts-parleurs, leur a fait connaître la convention intervenue entre lui et le haut commandement allemand, les a priés de s'abstenir de tout acte d'hostilité. Malgré ces appels, les Parisiens ont continué à tirer de leurs soupiraux, de leurs fenêtres, de partout sur les Allemands. Pourquoi ?

Parce que des bobards leur avaient appris que les Américains étaient aux portes de Paris et surtout parce que les porte-parole du parti communiste, dont Fernand Grenier, député de Saint-Denis, leur avaient donné la consigne, au nom du parti, de se lancer immédiatement sur l'ennemi. Il semble donc que les hommes du parti de la Résistance aient ordonné de cesser le feu et que les communistes aient ordonné au contraire de le continuer. Entre d'autres termes, il semble qu'il y ait eu ordres contradictoires et que ce sont les communistes, désireux de la bagarre à tout prix, qui aient été écoutés.

Paris, 20 août 1944

On sait que la tournure que prend la bataille de Normandie oblige les Allemands à évacuer. Mais ils savent que les Américains qui veulent monter vers Paris par la vallée de la Seine, éprouvent des difficultés à traverser le fleuve. Les Allemands entendent utiliser ce retard. Ayant évacué le personnel de leurs services, leurs états-majors et leurs paperasses, ils évacuaient leur matériel, lorsque les Parisiens, par leur hostilité, vinrent les embarrasser. D'où la convention avec le Comité de résistance. Mais cette convention n'ayant pas été observée, et les Américains éprouvant un retard, les Allemands ont fait rentrer à Paris des formations rapides, notamment des Waffen SS, dont 3 000 sont casernés au Palais du Sénat et dans ses dépendances.

Les Parisiens sont enthousiastes et les Allemands sont patients. Les premiers tirent à tout propos, gaspillent leurs munitions. Les Allemands amènent des chars et attendent... Ils attendent sans doute que les Parisiens aient épuisé leurs munitions, après quoi ils agiront. Mais les Parisiens aussi attendent : ils attendent les Américains. Malheureusement, ceux-ci n'arrivent toujours pas. On leur avait dit qu'ils étaient aux portes de Paris. La radio de Londres leur apprend qu'ils sont à Fontainebleau, à Melun, à Mantes, c'est-à-dire à 50 kilomètres en moyenne. Cette situation, si elle se prolonge, peut tourner au tragique pour

les hommes de la Résistance. Voici quels sont les premiers résultats de l'attitude des Parisiens :

Belleville, quartier ouvrier à tendances communistes, est en état de siège. Des combats meurtriers s'y poursuivent et ne s'apaisent sur un point que pour commencer sur un autre.

Le parc Monceau, situé pourtant dans un quartier de riches bourgeois, est à feu et à sang. Ceci tendrait à prouver que les Parisiens ont tous au même degré la haine de l'Allemand, quelle que soit la divergence de leurs opinions politiques.

Les cheminots de la gare des marchandises des Batignolles, soutenus par les gars de la Résistance du quartier, se sont opposés au départ d'un train allemand de munitions. Il y a eu bataille. Le train est parti tout de même. La bataille a coûté 750 hommes à la Résistance.

Les sergents de ville tiennent toujours la Préfecture et tirent, selon leur expression, comme des lapins, les Allemands qui passent. La bataille a gagné le boulevard du Palais, puis la place et le boulevard Saint-Michel. Sur la place, les feuilles coupées par les rafales de mitrailleuses allemandes jonchent les trottoirs et la chaussée. On se croirait en automne. Les barricades ont fait leur apparition. Des tables, des chaises de cafés, des chars, des camions allemands, des sacs de sable barrent les rues transversales. Les tués et les blessés sont nombreux.

Rue Soufflot qui, du boulevard Saint-Michel, monte en pente douce au Panthéon, la lutte est

atroce : sur la chaussée, il y a des morts dans des flaques de sang. Des chars allemands, remplis de soldats armés de mitraillettes, sillonnent les rues encore libres, mettent les passants en joue et tirent au moindre geste hostile. Mais ces camions ont des fortunes diverses. Certains sont pris à partie par des francs-tireurs établis dans des nids de résistance, et brûlent en pleine rue.

Comme Belleville, le cinquième arrondissement est à feu et à sang. Les Allemands ont amené au Quartier Latin, celui des étudiants, des unités blindées munies de puissantes pièces d'artillerie pour abattre leur barricade et les déloger de la mairie. Les étudiants ne se sont toutefois pas laissés démonter. Ils ont retraité en bon ordre derrière des sacs de sable disposés à l'avance et les Allemands n'ont pas osé descendre de leurs chars pour occuper la mairie.

Les patriotes sont confiants et enthousiastes : ils savent que les Américains approchent et sont certains de tenir jusqu'à ce qu'ils arrivent. Les hommes du Comité de la Résistance ont pris possession des ministères et y ont installés les ministres désignés par le général de Gaulle.

Les voitures blindées, les auto-mitrailleuses allemandes sillonnent les rues de la ville, celles du moins où elles peuvent encore passer. Au moindre geste interprété comme hostile, leurs occupants lancent une rafale de mitraillette. Chaque fois il y a du dégât, des vitres qui volent et des cris de blessés qui retentissent. Derrière les autos-

mitrailleuses, viennent généralement des voitures allemandes remplis de caisses et de colis.

— C'est l'ennemi qui déménage nos affaires, disent les Parisiens en rigolant.

Mais lorsque ces voitures arrivent à proximité d'une barricade ou crèvent leurs pneus sur des bouteilles et sur des planches cloutées, les Parisiens cessent de rigoler et tirent dans le tas. Des quantités importantes de denrées alimentaires, de linge de maison, d'argenterie, ont été, à la suite de ces échauffourées, récupérées par les patriotes. Le produit de ces vols a été, chaque fois, dirigé sur un hôpital.

Paris, 22 août 1944

Les sergents de ville tiennent toujours la préfecture et les patriotes se sont emparés de l'Hôtel de Ville. Les Forces Françaises de l'Intérieur (les F.F.I.) restent sur leurs positions et combattent avec acharnement. Ils n'ont que des fusils et quelques grenades, mais ils élèvent des barricades qui arrêtent les autos-mitrailleuses allemandes. A force d'audace, d'adresse, ils en ont pris quelques-unes.

Les Allemands tiennent le Pont Saint-Michel et le Pont Neuf qui leur permettent de passer la Seine pour sortir de Paris. Mais les patriotes s'acharnent à les leur enlever. Peut-être y parviendront-ils. Ce qui est certain, c'est que les

patriotes cheminent le long des quais, s'infiltrant dans un immeuble, puis dans un autre et, par les fenêtres, les soupiraux, canardent l'ennemi. Celui-ci ne se risque plus le long de la Seine. Les centres de résistance font tache d'huile et leur nombre grandit.

Les Parisiens ont enfin compris que l'histoire de la convention d'évacuation de Paris intervenue entre les Alliés et les Allemands n'est qu'un bobard. Ils répondent à l'appel lancé par les communistes et se préparent à la bataille. Les femmes elles-mêmes y prennent part et les enfants apportent des pierres, des bouteilles vides, des briques, des bouts de planche munis de clous, pour en faire des barricades. Les patriotes, fidèles à la tradition de la gouaille parisienne, plaisantent en attendant l'ennemi. Les étudiants se font remarquer par leur acharnement. Ils ont livré, à la mairie du cinquième arrondissement, place du Panthéon, un combat terrible. Les Allemands ont dû amener deux chars tigres, leurs plus grosses unités blindées.

*

*

*

Les assassins de la population d'Oradour-sur-Glane ont été identifiés. Ce sont les hommes de la 3^e compagnie du régiment « Der Junker », de la 2^e division Panzer SS, « Das Reich ».

Les journaux reparaissent. Parmi ceux d'autrefois, on retrouve « L'Humanité », « Le Figaro », « Le Soir ». Les autres sont des feuilles volantes, nées des circonstances, qu'emporteront pour la plupart les premiers souffles froids de l'automne tout proche. « L'Humanité », organe du parti communiste français, qui fut fondé par Jean Jaurès et eut pour rédacteur en chef Vaillant-Couturier, lance à la population ouvrière de Paris un violent appel au combat :

TOUT PARIS AUX BARRICADES !

Pas un Boche ne doit sortir vivant de
Paris insurgé !

« A l'heure où la bataille suprême pour la libération de Paris va se livrer contre l'envahisseur, le Parti Communiste Français déclare qu'il n'y a pas de tâche plus urgente pour tous les Parisiens que de réaliser leur union la plus totale dans le combat.

« Tous aux barricades ! Abattez les arbres ! Renversez les camions ! Amoncellez des sacs de sable ! Organisez des embuscades ! Creusez des fossés antichars. Que chaque demeure se transforme en forteresse d'attaque ! Que pas un Boche ne sorte vivant de notre capitale qui doit être libérée pour recevoir nos Alliés !

« Aux armes citoyens, formons nos bataillons !
« Entrez aux F. F. I. ! Généralisez la guérilla !
« Formez vos groupes de Milices Patriotiques !

« Que le sang impur des Boches et des traîtres abreuve nos sillons !

« Vive Paris ! Vive la République ! Vive la France ! »

Cet appel, à quelques différences de termes près, se retrouve dans tous les journaux de ce matin.

Fidèle à la grande tradition qui veut qu'aux heures de bataille dans la Cité les cardinaux archevêques de Paris se rendent au chevet des blessés de la capitale, l'archevêque de Paris, accompagné de l'abbé Rodhain, aumônier général des prisonniers de guerre, s'est rendu à l'hôpital du Val-de-Grâce. Pendant près de deux heures, il a visité les salles où sont soignés des F. F. I., s'arrêtant à chaque lit, serrant des mains et prononçant des paroles d'espoir et de réconfort.

Longues queues chez les boulangers : la situation est sérieuse. Le bilan du gouvernement défunt est désastreux. Les Allemands ont tout pillé, tout emporté. Ce qu'ils n'ont pas pris, ils l'ont détruit. C'est ainsi qu'ils ont fait sauter les Moulins de Corbeil et incendié ceux de Pantin. Ils ont détruit la farine qu'ils n'ont pu emporter. Celle-ci représentait deux jours d'alimentation de la capitale. Tous comptes faits, il reste aux Parisiens assez de farine pour quatre jours, cinq au plus. Mais

on peut espérer que dans cinq jours les Américains seront à Paris. On peut espérer surtout que les routes seront libres et que les camions chargés de provisions de bouche qui attendent en Bretagne, en Anjou, en Normandie, pourront venir à toute vitesse ravitailler Paris. Blé de la nouvelle récolte, pommes de terre, légumes, œufs, beurre, viande de boucherie, tout est en abondance. De plus, les Alliés ont préparé, pour le ravitaillement de la capitale, d'énormes quantités de conserves, de confitures, de biscuits, qui seront rapidement distribués dès leur arrivée. Il s'agit de tenir cinq ou six jours, pas plus.

Paris, 23 août 1944

La situation, dans l'ensemble, demeure la même avec cette légère aggravation, toutefois, que la queue est un peu plus longue chez les boulangers qu'elle n'était hier, et qu'il reste un jour de vivres de moins aux Parisiens. L'enthousiasme des patriotes se maintient, mais la détermination des Allemands ne fléchit pas. Les premiers multiplient les barricades, chantent et danses derrière ; les seconds attendent leur heure. Les échauffourées continuent avec des fortunes diverses. Les Allemands perdent des chars, mais les patriotes ont perdu la mairie du 7^e arrondissement.

Les Parisiens ont compris que l'heure est grave et que la France les appelle au combat.

Leur confiance en la victoire imminente est absolue, mais ils n'ont plus que quatre jours de vivres et si les Américains n'arrivent pas, peut-être entendront-ils au tréfonds de leur âme changeante la voix vipérine du doute murmurer les insinuations de trahison. Peut-être entendrons-nous retentir l'air des cris de « traîtres », de « vendus » ! Mais n'attirons pas le malheur par des prévisions pessimistes. L'heure est au combat sans merci et les Parisiens sont admirables d'initiative, de ressource, de bravoure.

Que sont devenus les miliciens de Darnand, ces féroces miliciens qui avaient juré de mourir en combattant pour les Allemands ? Il semble que, pour le moment, ils ne sortent guère de chez eux, du moins ceux qui ne se sont pas engagés dans les Waffen SS. Mais s'ils ne sortent guère, ils se mettent tout de même aux fenêtres et, lorsqu'un tank allemand arrive et crée de la confusion dans la rue, ils en profitent pour tirer sur les gens.

En face de chez moi, il y a un garage où des oiseaux de ce genre sont dissimulés. Ils en sont à leur troisième exploit et viennent d'être repérés. Mais chut !... ils ne le savent pas encore.

La radio française de Londres a diffusé ce soir un message du général Koenig, gouverneur militaire de Paris, annonçant que Paris est libéré. Il l'est si peu, qu'au moment où j'écris, les détonations du canon, le crépitement des mitrailleuses sont assourdissants. Les chars, tanks, autos-mitrailleuses de tout genre n'ont pas encore sillonné

en aussi grand nombre les rues de la capitale. L'ardeur au combat des Parisiens n'a jamais été aussi grande. Les femmes et les enfants eux-mêmes participent à la construction des barricades qui se multiplient dans toutes les grandes artères. A certains moments, le vacarme de la bagarre est assourdissant dans la pièce où je travaille. Les oiseaux, éperdus, se sauvent. Le chien du concierge s'est réfugié dans la cave, et mon chat siamois, caché sous mon lit, n'en veut sortir à aucun prix. Des coups de téléphone m'apprennent que ce qui se passe chez moi se retrouve dans tous les quartiers de Paris.

Dans ces conditions, on peut se demander pourquoi la radio française a menti, menti délibérément, au sujet de la libération de Paris. Dans un but de propagande, peut-être, ou pour bien faire comprendre aux Anglais, aux Américains, que ce sont les Parisiens, les Parisiens seuls, qui ont libéré Paris dans lequel ils attendent pour les recevoir, leurs alliés et amis. Mais des considérations politiques de ce genre autorisent-elles un pareil mensonge ? Quelle triste chose que la politique ! En attendant, les Parisiens combattent et meurent bravement dans les coins.

Il semble que la rumeur d'un armistice conclu entre les Alliés et les Allemands ait été lancée par les Allemands, pour créer de la confusion dans le mouvement de résistance. On a des raisons de croire qu'ils avaient chargé le maire du 10^e arrondissement, un des agents de leur cin-

quième colonne, de la diffuser dans le public parisien. Trois de ces sous-agents, pris sur le fait de trahison par transmission de faux ordres de cesser le feu et de démolir les barricades, ont été mis immédiatement hors d'état de nuire. Le maire a été arrêté.

C'est là un fait très rare. Le châtiment n'en sera que plus impitoyable. Pourquoi faut-il que la honte d'une trahison vienne faire tache sur un si beau drame de pur héroïsme que celui qui se joue en ce moment dans les rues de Paris ?

A raison des obstacles placés sournoisement sur leur route, les chars allemands n'avancent que lentement et avec prudence dans les rues. Alors il arrive ceci que les patriotes lancent sur les chars et même parviennent à jeter dedans des bouteilles remplies d'essence minérale, puis ils lancent une grenade. Les Allemands, terrifiés par la perspective d'être tués par l'explosion de leurs projectiles ou brûlés vivants, sautent de leurs véhicules et se rendent.

Les sergents de ville ont repris leurs uniformes et, dans certains quartiers complètement au pouvoir de la Résistance, ont repris leur service, et collaborent de la bonne manière à la défense des barricades.

Les Allemands ont inauguré une nouvelle tactique. Ne pouvant plus faire circuler leurs tanks isolément, à raison des mines disposées sous les pavés, sur quoi ils sautent, et des barricades qui les arrêtent, ils les font sortir en groupes.

Ces groupes, de cinq ou six, concentrent leur feu sur un objectif. C'est ainsi qu'ils se sont attaqués au Grand Palais qui est en partie détruit par le feu. Les patriotes, n'ayant que des fusils et des mitraillettes, durent se réfugier dans les caves. Malheureusement, le feu prit à l'édifice et les pompiers arrivèrent pour l'éteindre. Mais les Allemands coupèrent les boyaux et firent sauter les pompes. On craint qu'un certain nombre de défenseurs du Grand Palais n'aient été brûlés vivants dans les caves.

Au cours du combat du Grand Palais, le cheval d'un livreur de glace fut tué net par un obus. Les patriotes qui sortaient du Palais en flammes, s'arrêtèrent. Avec les haches des pompiers, ils dépècent la bête, sous le feu des Allemands, et s'en vont avec des morceaux de viande saignante sur l'épaule. Cet épisode indique assez les privations que subissent les Parisiens, la faim atroce qui les tient aux entrailles.

Un agent en uniforme annonce aux hommes de la barricade qui est à ma porte, rue de Vaugirard, que les Américains sont à Macy-Palaiseau et qu'ils entreront au petit jour à Paris par l'avenue d'Orléans. Le brave agent déclare qu'il tient cette nouvelle de la Préfecture avec laquelle il vient de se mettre en communication. On danse de joie, on chante la Marseillaise derrière la barricade. Que Dieu veuille que ce que vient de dire le sergent de ville soit la vérité, rien que la vérité ! En attendant, le canon tonne.

Paris, 24 août 1944

Le tout est de s'entendre sur la signification des mots. Ainsi, la Radio française de Londres ayant annoncé la libération de Paris alors que la ville est à feu et à sang, qu'on s'y tue jour et nuit dans tous les quartiers, il paraît qu'on a voulu dire que Paris est libre de résister à l'armée allemande, et les Parisiens, libres de se faire tuer en combattant l'Allemand, que, politiquement, Paris est libre.

Les barricades ont continué aujourd'hui à surgir du sol, et les Parisiens, à se battre avec furie. Les patriotes ont amélioré leurs positions, perfectionné leurs moyens de combat et amélioré leurs barricades. Les tanks allemands renoncent à les franchir et il semble qu'ils ne pourront pas sortir de Paris. Des francs-tireurs collaborationnistes ont fait leur apparition. Ils tirent sur les patriotes et même sur les passants et les passantes, du haut des toits et à l'abri des volets entr'ouverts des fenêtres. Lorsqu'ils en prennent un, les patriotes en furie lui règlent immédiatement son compte. Mais on a beau en tuer, il en reste. Des avions allemands passent à faible altitude au-dessus des avenues, mitraillent les Parisiens qui, par curiosité, vont voir de près les barricades. Les patriotes ont compris que rien ne sert de brûler leurs munitions contre ces engins. Ils se bornent à les invectiver, à les maudire et... à ramasser les blessés que les voitures d'ambu-

lance viennent chercher peu après. Rien, semble-t-il, ne peut calmer la rage des Parisiens et, selon toute apparence, ils ne cesseront pas de combattre tant qu'il y aura un Allemand vivant à Paris.

Paris, 25 août 1944

Les troupes américaines sont arrivées hier après-midi, sur les quatre heures, à Petit-Massy, à une dizaine de kilomètres de Paris. Elles firent halte pour laisser les formations motorisées de la division Leclerc entrer les premières dans Paris. Par une attention délicate, elles donnaient ainsi satisfaction à l'amour-propre des Parisiens qui, non seulement pourront dire avec raison qu'ils ont eux-mêmes libéré Paris, mais que c'est une armée française qui la première est entrée dans leur ville. L'avant-garde de la division française poussa jusqu'à l'Hôtel de Ville où un officier alla saluer le préfet au nom du général de Gaulle.

Les chars allemands qui se heurtent aux barricades sans pouvoir les franchir, ont inauguré une nouvelle tactique : s'emparer d'un passant ou d'une passante et l'attacher à la tourelle de leur char, espérant ainsi empêcher les Parisiens de tirer sur eux. Mais les victimes de ces rapt odieux crient eux-mêmes aux patriotes de tirer : tant pis si elles se font tuer, l'essentiel est de tuer les Boches. Les Allemands tiennent encore le Pont Saint-Michel, le Pont Neuf, les quais entre

ces deux ponts, le boulevard Saint-Germain, entre le boulevard Saint-Michel et la rue du Bac, le palais du Sénat et la plus grande partie du sixième arrondissement. A l'heure où j'écris, ils résistent farouchement au Sénat. Mais les Américains et les hommes de la division Leclerc amènent de l'artillerie et il est très probable que l'ennemi ne pourra se maintenir longtemps. Les chars allemands continuent de sillonner les rues, à engager le combat avec les patriotes des barricades, à tirer jusqu'à ce qu'ils soient pris. De part et d'autre, on se bat farouchement. Des francs-tireurs collaborationnistes ou allemands continuent à tirer sur les passants du toit des immeubles. Ces assassinats qui, du point de vue militaire, sont sans utilité, mettent les patriotes hors d'eux-mêmes.

Paris, 25 août 1944

La famine, dont était menacé Paris, s'éloigne. Cent cinquante camions sont partis à Melun, qui est à faible distance de Paris, et en rapporteront de la farine. Les Parisiens sont assurés d'avoir du pain. Dans quelques jours, des légumes, du beurre, de la viande, arriveront de Bretagne, par la route. Ainsi, rapidement, la vie normale va reprendre et les Parisiens qui, si souvent, le ventre creux, ayant atrocement faim, se sont endormis au bruit du canon, connaîtront des digestions heureuses et des nuits tranquilles. Ce n'est pas encore la

paix, certes, mais cela y ressemble. Sachons l'attendre : vue de tout près, elle sera peut-être moins belle.

Paris, 27 août 1944

Depuis un mois, les Parisiens savaient que les hommes de la Wehrmacht parlant le français cherchaient, à tout prix, à se procurer des vêtements civils. Ils se demandaient pourquoi. Depuis le jour de la libération, s'intéressant au sort des miliciens de Darnand, ils se demandaient ce qu'ils étaient devenus. Depuis hier, ils le savent. Les faits se sont chargés de les renseigner.

Hier après-midi, le général de Gaulle, après s'être incliné sur la tombe du Soldat Inconnu, descendit, entouré de son état-major, les Champs Elysées. Puis, par la rue de Rivoli, il se rendit à Notre-Dame, à un Te Deum, auquel le cardinal Suhard, archevêque de Paris, devait assister. A peine était-il parvenu à la nef que, des jubés, une fusillade éclatait, déchaînant une panique abominable. Seul, le général conserva son calme, resta debout, scrutant les jubés pour se rendre compte d'où partaient les coups de feu, les rafales de mitraillettes. Au dehors, les coups de feu crépitaient, de Notre-Dame jusqu'au Rond-Point des Champs-Elysées ; au Louvre, place du Théâtre Français, des détonations claquent. Une bousculade terrible se produit dans la foule : il y a des

morts et des blessés. Des femmes, des enfants ont été trépanés. Des hommes hurlent, puis se taisent. Des soldats F.F.I., mitraillettes au poing, courent, scrutent les toits, les fenêtres aux volets mi-clos d'où partent les détonations. La bataille des toits fait rage. Elle est menée par des Allemands en habits civils et des miliciens. Rue Beaubourg, un milicien est cueilli alors que sa cartouchière est vide : la foule tente de le lyncher. Des agents l'emmènent, à moitié mort. Au Petit Palais, ce sont des rafales de mitraillettes, venues du Grand Palais en ruine, qui balaient la foule. Là aussi il y a des morts, des blessés, des femmes, des enfants affreusement piétinés. Sur le toit de l'Hôtel Crillon, où descendit M. Mackenzie King lorsqu'il vint à Paris avant la guerre, où fut cueilli le général von Scholtitz, commandant des troupes allemandes, lorsqu'il se rendit, une mitrailleuse Hotchkiss avait été mise en batterie. Un homme de la Wehrmacht en civil, un milicien, c'est-à-dire un Allemand et un Français, attendirent le signal, puis ils se mirent posément à tirer sur la foule. A la première rafale, une vingtaine de corps jonchèrent le sol. En quelques minutes, la foule s'était dispersée dans toutes les directions, notamment dans la rue Royale. Mais des hommes de l'armée Leclerc prenaient, avec des mitrailleuses, le toit, les fenêtres de l'Hôtel Crillon sous leur feu. Ce ne fut pas long : on s'empara des deux assassins. Mais les autres, ceux de la rue Royale, pendant ce temps, mitraillaient des toits

et des fenêtres, la foule fuyante. Cela dura une demi-heure. Là encore il y eut des blessés et des tués. Enfin la chasse aux assassins s'organisa. On cite un milicien blessé qui, sa mitraillette au poing, tenta de se frayer un chemin dans la foule en tirant au hasard. La tactique, bien entendu, ne lui réussit point. Précisons qu'il ne fut pas lynché tout à fait avant d'être remis à la police. Rues de Rivoli, d'Aboukir, Montmartre, boulevard des Italiens, rue Saint-Honoré, les assassins tirèrent, non sur des soldats, mais sur des promeneurs inoffensifs. Puis, obéissant évidemment à une consigne, les Allemands de la Wehrmacht, les Français de la Milice, commencèrent à tirer des toits et des fenêtres de certains immeubles de la rive gauche de la Seine : rue de Rennes et boulevard du Montparnasse, rue de Vaugirard jusqu'à l'intersection du boulevard du Montparnasse, les assassins tirèrent. Tard dans la nuit, les desperados tiraient encore, dissimulés sur les toits, cachés derrière des volets mi-clos, sur les passants attardés.

Combien sont-ils, ces affreux assassins de la cinquième colonne, vingt-cinq mille, comme avait précisé Hitler avant la guerre, trente mille, peut-être ? On ne sait. Ils sont davantage sans doute, car on ne connaît pas le nombre des soldats qui ont échangé leurs effets militaires contre des vêtements civils. On ne connaît pas non plus le nombre des agents de la Gestapo, ces mouchards sans uniforme, qui, semble-t-il, ont été chargés de

la mission atroce qui se dessine, dans les rues sans réverbères.

Cela devait arriver : on s'en doutait. Et cela est arrivé, maintenant on le sait. Entre onze heures et demie et minuit, hier, l'aviation allemande a bombardé Paris. Deux incendies éclairaient comme en plein jour, une grande partie de la ville : l'un à la Halle aux vins, l'autre, à Montmartre, rue Legendre. Des desperados allemands et français, postés sur les toits et aux fenêtres d'immeubles voisins, tirèrent sur les pompiers. Ils en blessèrent plusieurs et en tuèrent quelques-uns. Dans le 18^e arrondissement, l'hôpital Bichat, et, dans le 2^e, l'hôpital Tenon, ont été gravement atteints. Rue Monge, au Quartier Latin, des immeubles importants ont été soufflés. Les projectiles ont porté, au hasard, sur plusieurs quartiers et, dans la banlieue, sur une dizaine de localités. Le nombre des morts dépasse la centaine. Celui des blessés est d'un millier.

Ce bombardement constitue la carte pour prendre congé, des aviateurs de la Luftwaffe. Les Parisiens, sans nul doute, apprécient cette attention délicate. La réaction de la défense contre avion de l'armée Leclerc et de l'armée américaine a été splendide. De mon balcon, je l'ai vue se dessiner dans le ciel. Des pièces à tir rapide inséraient un avion allemand entre deux lignes, parallèles de bombes éclairantes d'un rouge comparable à celui du rubis. D'autres pièces, à tir plus rapide encore, lançaient des projectiles d'un blanc

fulgurant sur l'oiseau de malheur. Mais les aviateurs de la Luftwaffe s'acharnaient sur leur œuvre de mort. Leurs bombes soufflantes à détonation sourde avaient une puissance telle, qu'à plus d'un mille, je sentais le déplacement d'air de leur déflagration et que mes fenêtres vibraient dangereusement. Cela dura une demi-heure. J'avoue qu'elle me parut interminable. Pour ajouter à l'agrément de ceux qui se hâtaient vers les abris, des desperados postés sur les toits, dissimulés derrière des persiennes mi-closes, les canardaient sournoisement. De temps à autre, on entendait l'un d'eux, à moins que ce ne fût l'une d'elles, tomber en poussant des clameurs déchirantes.

Il n'est pas, je pense, besoin d'insister sur la fureur qui anime les Parisiens contre ces bandits et ces assassins. Des journaux à grand tirage conseillent à ceux qui en prendront sur le fait de ne pas les remettre à la police ou à la troupe, mais de les massacrer sur place. Cela revient à dire que cette loi de Lynch, contre laquelle ils protestèrent longtemps, leur agréée maintenant. Mais avec les Allemands, il semble qu'on n'en ait jamais fini. Le bombardement aérien était à peine terminé qu'ils en commençaient un autre. Leurs pièces lourdes à longue portée, qui sont à moins de quinze kilomètres de Paris, se mirent à tirer des salves de trois coups par trois quarts d'heure. A chaque salve, c'était réglé, trois immeubles s'écroulaient. Cela dura jusqu'à cinq heures du matin.

Paris, 28 août 1944

Au Stand de tir couvert d'Issy-les-Moulineaux, les Milices Patriotiques viennent de découvrir des salles de tortures où les agents de la Gestapo martyrisaient les patriotes avant de les achever. En franchissant la première salle, ils découvrirent cinq cercueils prêts à recevoir les corps des suppliciés. En pénétrant dans la deuxième salle, ils virent trois poteaux d'exécution. Ces trois troncs d'arbre de 20 centimètre ($7\frac{3}{4}$ pouces) de diamètre sont à moitié hachés par les balles. Des traînées de sang descendent le long du bois. Six autres poteaux gisent à terre, ils ont été enlevés ayant été entièrement cisailés par les balles à la suite d'exécutions.

Combien de crimes ont-ils été commis en cet endroit affreux sans que personne, à proximité, ait pu se douter de rien ? Les cris des victimes ne pouvaient être entendus du dehors. Des bandeaux tachés de sang gisaient à terre, ainsi que des cordes ayant servi à attacher les suppliciés. Un peigne de femme, des lambeaux, provenant de robes, disent que des hommes ne furent pas les seules victimes des tortionnaires. Huit poteaux neufs, encore plus gros, se trouvaient sur place, prêts à remplacer ceux qui bientôt seraient trop usagés. Dans les caves du Sénat où l'on a trouvé un local à destination analogue, on a découvert des cadavres les yeux arrachés et d'autres auxquels on avait arraché les ongles. Ces faits, portés

à la connaissance du public parisien par les journaux, provoquent une indignation qui se comprend.

Paris, 2 septembre 1944

Pendant l'occupation, 75 000 Parisiens ont été fusillés par les Allemands, soit 1 500 par mois : les tribunaux militaires fonctionnaient à la cadence de 50 condamnations à mort par jour. Dans ces chiffres ne sont pas compris les malheureux qui ont été torturés, puis assassinés par la Gestapo. Ne sont pas compris non plus ceux qui sont morts à la suite des mauvais traitements subis.

Tout Paris se souvient des terribles affiches rouges où le sinistre Stülpnagel, General-Kommandant der Grosse Paris, annonçait à la population que pour le meurtre en pleine rue d'un seul officier, cent otages, pris en tête de liste des détenus du Cherche-Midi, avaient été exécutés. Le général-commandant du Grand Paris, se rendit compte par la suite que cette méthode ne donnait pas les résultats attendus. Il renonça à la publicité des exécutions, mais en accéléra la cadence. Aux condamnations express des tribunaux militaires, s'ajoutèrent celles dont on ne tint pas compte qui se produisirent dans les caves de la Gestapo, à la suite des tortures, dont on retrouve chaque jour les preuves épouvantables : au château de Chatou,

dans les caves du Luxembourg (palais du Sénat), au cimetière d'Ivry.

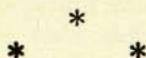
On ne pourra jamais, sans doute, établir exactement le nombre des victimes parisiennes de la cruauté sadique des agents de la Gestapo, aidés, il faut le dire, par des traîtres à leur solde, des traîtres français. Contentons-nous des chiffres officiels : ils suffisent à justifier l'indignation des Parisiens et leur acharnement à la recherche des scélérats qui ont collaboré « au maintien de l'ordre », de l'ordre allemand bien entendu.

Paris, 3 septembre 1944

Bony et Lafont viennent d'être arrêtés à Nemours, où ils s'étaient réfugiés. Bony, policier véreux, s'était, dès les premiers jours de l'occupation, mis à la disposition des autorités allemandes. Il avait été chargé par elles d'organiser une section française de la Gestapo. Il y avait enrôlé des policiers révoqués et des repris de justice.

Installé rue Lauriston, Bony s'adjoignit un scélérat de son acabit, nommé Lafont. Grassement appointés, ils ne payaient pas leurs collaborateurs. Ceux-ci devaient se contenter d'une carte leur assurant complète sécurité, les mettant à l'abri des recherches de la police et leur permettant un port d'armes. Nantis de cette carte et d'excellents pistolets automatiques de fabrication

allemande, naturellement, ces tueurs procédaient à des visites domiciliaires. C'était là leur moyen de se payer, eux que l'autorité ne payait pas. Sous prétexte de perquisitions, ils dévalisaient les bijoutiers, les rentiers, voire les princes du marché noir possédant des sommes énormes. Sept fois sur dix, les agents de la Gestapo allemande « collaboraient » à ces fructueuses opérations et en partageaient les bénéfices.



Vingt gros camions anglais chargés de vivres, ayant chacun sa remorque, sont arrivés à Paris. Ces denrées ont été prises en charge par des grossistes qui les répartiront entre les détaillants des divers quartiers. Deux cent quarante camions apportent à toute vitesse, de Bretagne, de Normandie et de la Beauce, de la farine blanche, du beurre et des légumes. Cinq avions de transport américains ont pris à Cherbourg un chargement de cinq tonnes chacun de produits pharmaceutiques. A partir du 10, la ration de pain sera augmentée. Dès le 15, le pain sera moins noir et aura un peu moins goût de paille. Cette semaine, chaque consommateur aura droit à une demi-livre de viande et une demi-livre de biscuits secs. La situation alimentaire, comme on le voit, est en voie d'amélioration.

Dès la soudure entre le réseau de Paris et les générateurs du massif central, il y aura de l'éclairage et les tramways souterrains seront remis en marche. Paris, alors, sera bien près d'avoir repris sa physionomie normale. La guerre, certes, ne sera pas encore finie, mais le bruit du canon s'éloigne et, alors, on ne l'entendra plus. Les barricades auront disparu et les Parisiens recommenceront de se préoccuper des problèmes de la vie de tous les jours.

Paris, dans quinze jours, aura fait retour à la vie normale, du moins c'est ce que l'on dit. En attendant, la situation alimentaire de la capitale n'a jamais été aussi précaire, le pain aussi noir, aussi mauvais. Les Parisiens ne grommèlent pas encore. Espérons que les améliorations promises se réaliseront avant qu'ils ne perdent patience.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

TOME I

	Pages
Préface	7

PREMIÈRE PARTIE

L'écroulement	9
---------------------	---

DEUXIÈME PARTIE

Sur la route d'horreur et d'épouvante	33
---	----

TROISIÈME PARTIE

Derrière les barreaux	107
-----------------------------	-----

TOME II

QUATRIÈME PARTIE

Sous la botte	7
---------------------	---

CINQUIÈME PARTIE

David et Goliath	147
------------------------	-----

IMPRIMERIE EXCELSIOR
5375, Av. NOTRE-DAME DE GRÂCE
MONTRÉAL 28

VIE CHRÉTIENNE ET CULTE DE MARIE

Prix

Action catholique (L'), par le R. Père M. Doran, O. P.	1.25
Aide spirituel à l'usage des malades, par le R. Père D.-A. Turcotte, O. P.	0.25
Bontés de Marie (Les), par le R. Père H. Couture, O. P.	1.00
Catholiques d'aujourd'hui, par le R. Père M.-M. Desmarais, O. P.	1.00
Conte des sept Glaives, par Mme Ruth Lafleur-Héty	1.25
Dans 300 ans, par le R. Père M.-M. Desmarais, O. P.	1.00
De la joie d'aimer Dieu, par le R. Père A. Mortier, O. P.	0.60
Divine Providence (La), par Paul l'Ermite	0.75
Foi vivante (La), par Paul l'Ermite	0.75
Jésus passait, par Ernest Pallascio-Morin	1.25
Laïcs dans l'Eglise (Les), par le T. R. Père M.-A. Lamarche, O. P.	0.50
Notre-Dame du Rosaire de Fatima, par le R. Père Jean Bousquet, O. P.	0.30
Palinods, par le R. Père Gustave Lamarche, C. S. V.	1.25
Rosaire de Marie (Le)	0.65
Salut, ô Reine, par le R. Père J. Bousquet, O. P.	0.30
Science d'aimer (La), par Paul l'Ermite	1.00
Trois âges de la vie intérieure (Les), par le R. Père Garrigou-Lagrange, O. P.	3.50
Venez vous reposer, par le R. Père J. Bousquet, O. P.	0.15

DOMINICANA

Bx Martin de Porrès, par le R. Père A.-M. Granger, O. P.	0.15
Dominicains ou Frères-Prêcheurs (Les), par le T. R. P. E.-A. Langlais, O. P.	1.00
Frères-Prêcheurs en terre canadienne	0.75
Méditations sur l'idéal dominicain, par le R. Père D.-A. Turcotte, O. P.	1.25
Saint Dominique	0.15
Saint Vincent Ferrier, par Henri Ghéon	1.00
Saint Thomas d'Aquin, par G. K. Chesterton	1.25

PSYCHOLOGIE — ÉDUCATION — SCOUTISME

Comment éduquer vos enfants, par le R. Père J. Bousquet, O. P.	0.75
Comment préparer son mariage, par le R. Père A.-M. Granger, O. P.	1.00
Epreuve (L'), par le R. Père R. Piuze, O. P.	0.40
Hygiène familiale et sociale, par Mme G. Boudrias (reliés toile : \$2.00)	1.50
Hygiène mentale et l'éducation (L')	1.50
Maitre et l'élève (Le)	1.50
Nouvelles Mamans (Les), par Mme G. Boudrias	0.75
Pointe au Chêne, par le R. Père A. Saint-Pierre, O. P.	1.00
Projections, par le R. Père M.-A. Lamarche, O. P.	1.00
Regards sur les sciences expérimentales	1.50
Sur les routes de mon pays, par Simone Paré	1.00

HISTOIRE — LITTÉRATURE

Amour tenace, par Adrienne Maillet	1.25
Axe et Parallaxes par François Hertel	1.00
Batoche (Louis Riel), par le R. Père J. Le Chevallier, O. M. I.	1.50
Chacun sa vie, par Berthelot Brunet	1.00
Essor vers l'azur, par Georges Boiteau, ...	1.00
Eve Lavallière, par Omer Englebert	1.25
Nationalisme et religion, par le T. R. Père L. Lachance, O. P.	0.75
Notre américanisation	0.75

THÉOLOGIE — PHILOSOPHIE — ÉCONOMIE POLITIQUE

Cahiers de Théologie, cahier I	1.50
Cahiers de Théologie, cahiers II-III	2.50
Cahiers de Philosophie, cahier I	1.50
Cahiers de Philosophie, cahier II	1.50
Comment rendre l'argent au peuple (3 vol.), par le R. P. T.-M. Lamrcahe, O. P.	1.00
Essais et bilans (Journées thomistes)	1.00
Philosophie du langage, par le T. R. Père L. Lachance, O. P.	1.50
Summa Theologiæ, de S. Thomas d'Aquin (Dite Piana) 6 vol.	24.00
Summa Theologiæ Moralis, par le R. Père H. Merkelbach, O. P. (3 vol.)	10.00
Synopsis Evangelica, par A.-C. Fillion	1.50
Témoignages de la jeunesse C.-F. (Journées thomistes)	0.50

BNQ



000 379 256